

CRITIQUE COMMUNISTE

LE PCF,
LA GAUCHE
ET LA CRISE



Critique communiste n°22, Février-Mars 1978

Le PCF, la gauche et la crise

Critique communiste n°22, Février-Mars 1978

Sommaire

Présentation

La crise économique

Ernest Mandel

Introduction

PCF : l'impossible stratégie

Denis Berger

Les staliniens au secours de Giscard-Barre

Daniel Seldjouk

Le PCF et les nationalisations

Jacques Valier

Centrismes (1)

Jacques Kergoat

Rupture et continuité (réponse à Denise Avenas et Alain Brossat)

Michel Lequenne

Comité de rédaction

Denise Avenas – Alain Brossat – Jean Hallouze – Michel Lequenne –
Michel Peret – Gilles Poiron – Michel Rotman Frédérique Vinteuil –
Henri Weber – Jean-Marie Vincent

Directeur de la publication

Henri Weber

Introduction

Ce numéro de Critique communiste paraît avant le vote crucial des 5 et 12 mars 1978.

Nous ne donnerons pas dans la mode rebattue des « scenarii ». En un temps où la réalité dépasse la fiction, c'est un genre décidément trop aléatoire : qu'on se souvienne de la pauvreté des romans de politique-fiction, édités en septembre, eu égard à ce qui est réellement advenu !

Mais si mieux vaut se dispenser de prédire l'avenir, on peut et on doit réfléchir sur ses conditions d'émergence. C'est ce que fait ici Ernest Mandel en ce qui concerne la crise mondiale de surproduction de 1974-1975. C'est ce que font, contradictoirement, Daniel Seldjouk et Denis Berger en ce qui concerne les revirements du Parti communiste français. Jacques Vallier revient sur le problème des nationalisations abordé dans Critique communiste n° 17. Jacques Kergoat introduit un débat sur l'extrême gauche, en présentant la catégorie marxiste-révolutionnaire de « centrisme ». Michel Lequenne, enfin, revient sur le débat qui l'oppose à Denise Avenas et à Alain Brossat (voir Critique communiste n° 11-12, « Militantisme et vie quotidienne », l'article « Notre génération », sur la critique du mode de vie.

La crise économique

L'article que nous publions ci-dessous est le dernier chapitre d'un livre d'Ernest Mandel, publié en République fédérale allemande en 1977, sous le titre : *La crise 1974-1978 : les faits, leur explication marxiste*. La version française de ce livre de 180 pages paraîtra courant 1978. L'auteur s'efforce de replacer la récession généralisée de 1974-1975 aussi bien dans son cadre historique précis — la rupture avec la longue période d'expansion d'après-guerre — que dans le cadre plus général de l'histoire du mode de production capitaliste dans son ensemble. Il s'agit d'expliquer en quoi cette récession et la phase de dépression — de reprise hésitante, inégale et non cumulative — qui lui fait suite ne sont ni le résultat du hasard ni le produit d'éléments exogènes (la hausse du prix du pétrole, le « comportement irrationnel des syndicats », « les revendications excessives des travailleurs »). Elles correspondent au contraire à la logique immanente du système, bien que des facteurs exogènes ou accidentels jouent évidemment un rôle dans la particularité de chaque cycle. Dans la foulée, Ernest Mandel affine l'exposé et l'application de la théorie marxiste des crises périodiques et du cycle industriel. Un livre d'analyse et de combat indispensable à tout militant.

Le mouvement ouvrier devant la crise

Toute crise de surproduction constitue toujours une agression massive du capital contre le travail salarié. En augmentant à la fois le chômage et la peur du chômage, elle tend à faire accepter aux travailleurs les baisses (ou stagnations) des salaires réels, l'accélération des cadences, les pertes d'acquis en matière de conditions de travail et de sécurité sociale, les protections érigées dans la phase de prospérité contre la pauvreté et l'injustice les plus flagrantes.

Il en fut ainsi lors de chaque crise. Il en fut de même depuis 1974-1975. Nous assistons depuis lors à une offensive d'austérité universelle du grand capital contre les salariés. Le résultat probable de cette offensive dépend de l'interaction entre trois facteurs : le niveau d'organisation, de combativité et de conscience de classe du prolétariat au moment où se déclenche cette offensive (qui est lui-même fonction de tout ce qui s'est passé au cours des quinze-vingt dernières années dans la lutte de classe et le mouvement ouvrier de chaque pays capitaliste pris séparément, et du monde dans son ensemble) ; des réactions des organisations de masse du mouvement ouvrier, avant tout des syndicats, mais aussi des partis traditionnels de masse ; des rapports de forces au sein du prolétariat entre les appareils bureaucratiques, d'une part, et la nouvelle avant-garde ouvrière qui a émergé des luttes des dix dernières années (avec comme élément supplémentaire et à la longue décisif : la force relative du nouveau parti révolutionnaire en voie de formation).

Si l'on veut dresser un bilan sobre de ce qui s'est passé dans les pays impérialistes au cours des trois dernières années, il faudrait conclure que l'offensive patronale a obtenu quelques succès plus ou moins importants selon le pays, mais qu'elle n'a nulle part atteint son but.

La combativité ouvrière et l'avant-garde ouvrière n'ont pas été brisées.

Dans aucun pays impérialiste, une défaite grave, voire décisive, n'a été infligée à la classe ouvrière. Le taux de la plus-value n'a pas été accru dans une proportion tant soit peu conforme à la gravité de la crise capitaliste et aux dessins historiques du capital.

Par ailleurs, la classe ouvrière et le mouvement ouvrier sont restés jusqu'ici, en gros, sur la défensive. Ils n'ont pu nulle part utiliser la crise extrêmement grave du capitalisme pour remettre fondamentalement en cause le régime (sauf au Portugal, pendant l'année 1975). Même en Espagne, où l'ampleur de la combativité et de la politisation ont été les plus grandes, la conquête des libertés démocratiques, la chute de la dictature sous les coups de boutoir des masses ne se sont pas (encore) transformées en une crise d'effondrement du régime capitaliste lui-même.

Certes, la possibilité de telles crises reste entière dans les quatre pays de l'Europe du Sud-Ouest. Elle pourrait même s'étendre à plusieurs pays situés plus au nord. Mais pour le moment, cela ne s'est pas produit. La raison en est claire : alors que la force objective et le degré d'organisation de la classe ouvrière sont plus élevés que jamais, alors qu'une nouvelle avant-garde ouvrière qui conteste l'hégémonie des vieux appareils bureaucratiques a effectivement émergé dans de nombreuses usines et syndicats, à travers l'Europe capitaliste (moins au Japon et en Amérique du Nord, mais ces pays s'engagent dans la même voie, avec quelques années de retard), le rôle de frein et de désorientation des appareils bureaucratiques traditionnels reste énorme, en l'absence d'une force politique suffisamment large au sein du mouvement ouvrier pour leur faire contre-poids de manière crédible.

Les organisations de masse du mouvement ouvrier européen vécurent dans l'euphorie de « la-croissance-permanente - assurant-le-plein-emploi - et-le-progrès-social » (1). Le choc traumatique de quatre années de chômage massif-croissant les oblige à revenir de loin.

Mais la bourgeoisie a lancé une colossale campagne de mystification de l'opinion ouvrière pour « expliquer » la crise comme une crise de pénurie et non de surproduction. Cette campagne est destinée à culpabiliser et les peuples coloniaux et les syndicats et masses laborieuses occidentales les rendant responsables du chômage massif. Le désarroi théorique et politique des directions des syndicats et des partis ouvriers de masse en Occident devant cette offensive idéologique de la bourgeoisie est total. Presque tous lui font concession sur concession, sinon cèdent sur toute la ligne.

Les syndicats responsables ?

Ce désarroi est encore renforcé par le retour en vogue de conceptions néoricardiennes (de l'école de Cambridge) parmi des économistes intégrés au mouvement ouvrier, y compris les PC (surtout le PC italien).

Pour les néoricardiens, le taux de profit est simplement fonction du niveau des salaires, la composition organique du capital n'intervient pas. Ils expliquent donc la chute du taux de profit par la hausse des salaires. De là à conclure — comme le font les patrons — que des revendications salariales « excessives » suppriment des emplois et sont responsables du chômage (2), il n'y a qu'un pas que de nombreux économistes associés au

(1) Ce fut évidemment l'hypothèse de base du Programme commun du PS, du PCF et des « radicaux de gauche » en France.

(2) Voir les nombreux porte-parole patronaux.

mouvement ouvrier, voire de nombreux dirigeants sociaux-démocrates, traversent allègrement.

On le voit : des débats théoriques apparemment académiques acquièrent aujourd'hui une fonction immédiatement sociale, politique et pratique dans la lutte de classes. Seule l'explication marxiste de la chute du taux de profit — fonction de l'accroissement de la composition organique du capital et non de la hausse des salaires — permet d'asseoir solidement la résistance syndicale et ouvrière contre l'offensive idéologique culpabilisante de la bourgeoisie qui vise évidemment un but pratique : faire accepter aux syndicats des réductions de salaires réels et une « politique des revenus » qui les prive de la liberté de défendre les intérêts de leurs membres, voire de leur droit de grève sans restriction.

Il y a longtemps que les sociaux-démocrates de droite ont rompu avec le marxisme et véhiculent au sein du mouvement ouvrier des lieux communs classiques de l'idéologie bourgeoise : « *Nous sommes tous dans le même bateau. Nous devons défendre ensemble l'entreprise, ou l'économie nationale, ou l'Europe, ou « le monde libre »* » (selon les circonstances).

Dans toute une série de pays d'Europe, ce sont les dirigeants sociaux-démocrates qui se sont faits les avocats et les agents principaux de la politique d'austérité exigée par la bourgeoisie : notamment en Grande-Bretagne, en Allemagne occidentale, au Portugal et au Danemark.

Quelques partis « eurocommunistes » leur ont carrément emboîté le pas, les devançant même quelquefois par la « hardiesse » de l'engagement en faveur de l'austérité (3). C'est notamment le cas du PC italien et du PC espagnol. Le PC portugais a adopté une position plus mitigée, couvrant la politique d'austérité en principe mais se laissant entraîner dans l'opposition à plusieurs mesures concrètes d'austérité sous la pression de sa base ouvrière.

Seul parmi les grands partis ouvriers d'Europe, le PCF se prononce pour le moment résolument contre toute politique d'austérité, au nom d'une orientation anticrise classiquement keynésienne. Il est rejoint sur cette position par la plupart des courants de gauche sociaux-démocrates (gauche travailliste en Grande-Bretagne ; CERES en France ; Fraternalidade Operaria au Portugal ; gauche renardiste syndicale en Belgique, etc.). Mais jusqu'ici, aucun de ces courants n'a longtemps résisté à approuver dans les faits des mesures d'austérité, dès qu'ils passent de l'opposition à la participation ministérielle. Il est peu probable que le PCF agisse différemment.

(3) Voir notamment Enrico Berlinguer, *Austerità, occasione per trasformare l'Italia*, Roma, Editori Riuniti 1977.

Deux arguments pour l'austérité.

Les arguments avec lesquels sociaux-démocrates de droite et « euro-communistes » de droite justifient l'option en faveur de la politique d'austérité sont de deux sortes. Le premier est essentiellement politique. Il revient au sempiternel refrain du « moindre mal ». « *Si nous ne gérons pas la crise, elle sera gérée par la réaction et l'austérité sera bien plus dure. D'ailleurs, si nous ne permettons pas au capita'isme de sortir de la crise grâce à l'austérité, le chômage provoquera un retour au pouvoir de l'extrême droite, voire la catastrophe absolue.* »

En d'autres termes : « *Souffrez qu'on vous coupe trois doigts, de peur que vous ne perdiez toute la main !* »

Aucune démonstration tant soit peu sérieuse n'étaye cette argumentation défaitiste. Qui donc a prouvé que les travailleurs seraient incapables de s'opposer au blocage et à la réduction des salaires réels s'ils organisent un combat énergique et unitaire ? Qui a démontré que des gouvernements de droite réussiraient à briser la résistance du mouvement ouvrier ? A-t-on oublié la lourde défaite que les mineurs britanniques ont infligé à l'offensive antisyndicale du gouvernement Heath ? Qui donc a prouvé que la réapparition de bandes fascistes implique leur victoire inévitable ? A-t-on oublié ce qui s'est passé en juillet 1936 dans les centres prolétariens d'Espagne, ce qui s'est passé au cours des années soixante en Italie ?

Le deuxième argument est de nature plus strictement économique, voire d'apparence technique. La droite du mouvement ouvrier affirme que sans compression des dépenses des consommateurs (donc essentiellement de la masse salariale), aucun accroissement des investissements et donc aucun rétablissement du plein emploi ne seront possibles. Pour reprendre la formule démagogique d'Helmut Schmidt : « *Les profits d'aujourd'hui sont les emplois de demain* ».

Il se trouve que même du point de vue « purement technique », c'est-à-dire en se plaçant délibérément dans le seul cadre du mode de production capitaliste, il s'agit d'une thèse simpliste et erronée (4) selon laquelle les ressources de la nation se divisent en deux gros fonds : le fonds de consommation des ménages (essentiellement des salariés) et le fonds des investissements productifs. En réalité, il n'en est rien. Il faut distinguer non pas deux mais trois grandes catégories de dépenses : le fonds de consommation de la classe productive (dans lequel nous incluons les prestations de la Sécurité sociale, c'est-à-dire les revenus de

(4) Il y a un parallélisme frappant avec l'axiome stalinien de la priorité à accorder à l'industrie lourde par rapport à l'industrie des biens de consommation dans le processus d'industrialisation, fondé sur la même hypothèse bisectorielle erronée.

tous les membres du prolétariat qui ne sont pas en état de vendre leur force de travail pour des raisons quelconques : retraite, maladie, invalidité, chômage, grossesse, formation ou recyclage professionnels, etc.) ; le fonds d'investissement productif ; le fonds de dépenses improductives. Cette dernière catégorie n'inclut pas seulement les dépenses d'administration publique, les dépenses militaires, les frais d'entretien des classes dominantes et de leurs clients et serviteurs, mais encore les frais de distribution et de vente causés par l'anarchie du système capitaliste, l'épargne thésaurisée, l'épargne utilisée à des fins spéculatives, les capitaux envoyés hors du pays, etc.

Il apparaît dès lors qu'il est parfaitement possible que le premier fonds soit réduit par suite de mesures d'austérité, sans que le second ne se gonfle. Dans ce cas, « l'épargne forcée » des salariés alimente simplement les dépenses improductives. Il est même possible que malgré la réduction du premier fonds, le deuxième se réduise simultanément. C'est exactement ce qui s'est produit en 1975. C'est ce qui semble se répéter aujourd'hui dans de nombreux pays impérialistes.

D'ailleurs l'identification d'investissements productifs et de création d'emplois est un autre leurre. Un nombre croissant d'investissements sont des investissements de rationalisation qui suppriment plus d'emplois dans les industries où ils sont appliqués qu'ils n'en créent dans les branches qui fournissent les biens d'équipement.

Le salut par l'exportation ?

Au fur et à mesure que le chômage massif devient chronique et s'aggrave, cette forme la plus grossière de l'argumentation en faveur de l'austérité perd sa crédibilité parmi les travailleurs syndiqués. Leur irritation, voire leur indignation devant l'impuissance des gouvernements « de gauche » comme « de droite » à rétablir le plein emploi, croît de plus en plus.

Dès lors, les partisans de la collaboration de classes et de la défense du relèvement des profits capitalistes se replient sur une nouvelle ligne de défense. Le « redressement économique » ne serait possible que grâce à une vigoureuse expansion des exportations et une sérieuse compression des importations (5). Or, la compétitivité de l'industrie nationale sur le marché mondial dépend de la « modération » des augmentations des

(5) Voir aussi bien Parti socialiste : **89 réponses aux questions économiques**, Paris, Flammarion, 1977, p. 107-108, que les économistes du PCF Boccara, Herzog, Le Pors, Quin, **Changer l'Economie**, Editions sociales, Paris 1977, p. 90-91, 97, 149-150.

salaires. Donc, l'austérité est nécessaire pour assurer « la relance par les exportations ».

Là encore, les faits empiriques s'inscrivent en faux contre cette thèse. Le tableau suivant démontre bien qu'il n'y a aucune corrélation entre des taux plus modérés d'accroissement des salaires et des succès d'offensives d'exportation.

Taux d'augmentation des salaires réels et taux d'accroissement des exportations

	Salaires réels (*)		Exportations (en volume)	
	1976	1977	1976	1977
USA	+ 2,60 %	+ 2,25 %	+ 3,60 %	+ 1,75 %
Grande-Bretagne	+ 1,20 %	— 3,75 %	+ 7,40 %	+ 10,50 %
France	+ 3,00 %	+ 3,10 %	+ 8,50 %	+ 6,25 %
RFA	+ 2,00 %	+ 4,00 %	+ 12,40 %	+ 5,00 %
Japon	+ 4,30 %	+ 2,75 %	+ 21,80 %	+ 5,50 %
Italie	+ 4,40 %	+ 7,75 %	+ 11,70 %	+ 7,00 %

(*) Augmentation des salaires horaires moins augmentation des prix à la consommation.

Source : « *Perspectives économiques de l'OCDE* », n° 22, décembre 1977.

C'est que la compétitivité industrielle dépend essentiellement des coûts unitaires. Ceux-ci sont bien plus déterminés par l'avance technologique, les économies d'échelle, l'abondance relative des capitaux, la cherté du crédit, l'accès à des sources énergétiques ou de matières premières meilleur marché, le poids de l'endettement, que par des fluctuations marginales des taux d'accroissement des salaires. N'oubliez d'ailleurs pas que dans l'industrie manufacturière, les frais salariaux ne représentent guère que 25-30 %, des coûts de production, ou quelquefois moins encore.

D'ailleurs, le caractère irréaliste du projet de « relance de la croissance par les exportations », appliqué à tous les pays impérialistes à la fois, saute aux yeux. Alors que le marché mondial ne s'étend que faiblement ou se contracte même, les gains des uns doivent être forcément les pertes des autres. Si donc les syndicats et partis ouvriers réformistes s'associent aux offensives d'exportation de leurs patrons, ils ne le font pas seulement aux dépens des salaires des travailleurs de leur propre pays. L'appui accordé au protectionnisme et à la « chasse aux immigrés illégaux » par la bureaucratie syndicale américaine n'est qu'un exemple extrême d'une tendance bien plus générale. A la fière devise « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous* », ces chantres du syndicalisme corpo-

ratiste substituent le slogan ô combien sympathique : « *Prolétaires de tous les pays, supprimez mutuellement vos emplois et condamnez-vous mutuellement au chômage et aux réductions de salaire* (6). »

Le patronat de chaque pays invoque couramment les impératifs de la concurrence internationale pour justifier son opposition à la seule mesure efficace en vue de résorber immédiatement le chômage : une réduction substantielle de la durée hebdomadaire du travail, sans réduction du salaire hebdomadaire, sans modification de l'organisation du travail et donc avec embauche obligatoire d'une main-d'œuvre supplémentaire. Pratiquement toutes les grandes centrales syndicales d'Europe occidentale se sont prononcées en faveur de l'introduction immédiate de la semaine de 35 (ou 36) heures. Il faut exiger une campagne de lutte immédiate à l'échelle européenne — si possible étendue à l'Amérique du Nord et au Japon — pour les 35-36 heures, débouchant sur une grève générale européenne en faveur de cet objectif.

Mais comment peut-on de manière crédible lutter pour les 35-36 heures à l'échelle européenne et s'associer simultanément à la lutte de « son » patronat, pour stimuler « ses » exportations et améliorer « sa » compétitivité (aux dépens de celle du voisin) ? (7). Assumer la concurrence capitaliste internationale ou pratiquer la solidarité ouvrière et syndicale internationale, ce sont deux lignes d'action qui s'excluent mutuellement.

Recourir aux techniques keynésiennes ?

Parmi ceux qui rejettent ou cherchent à camoufler la politique d'austérité, on opte généralement en faveur de techniques de relance keynésiennes. Augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs, surtout des couches les plus pauvres de la population (qui dépenseront immédiatement tout le revenu supplémentaire), c'est créer un marché supplémentaire de biens de consommation qui remettra la croissance économique sur ses rails (fût-ce une croissance d'un autre type que celle des années 1950 et

(6) L'ancien Premier ministre social-démocrate néerlandais, Willem Drees, affirme dans une interview accordée au *Bulletin économique de l'Université libre d'Amsterdam* (mai 1977) : « La masse du chômage est causée par le fait que nous laissons exécuter ici aux Pays-Bas du travail par des travailleurs étrangers, qui pourrait être effectué par des Néerlandais (...) Il aurait fallu laisser progressivement refluer ces travailleurs étrangers, au fur et à mesure que des travailleurs néerlandais devenaient disponibles (...) Mais en tout cas il faudrait strictement éliminer les travailleurs (étrangers) qui sont ici sans permis (...) ».

(7) Le PSUC (la région catalane du PCE) vient d'adopter à son IV^e Congrès un document sur la politique économique explicitement axé sur la lutte contre l'inflation et pour « le rétablissement de la compétitivité et de la rentabilité des entreprises ».

1960, avec davantage de consommation sociale). Le Programme Commun en France va dans ce sens.

Il est incontestable qu'un accroissement des revenus des petites gens peut avoir un effet « multiplicateur » immédiat et se convertir à brève échéance en une reprise sérieuse dans le secteur des biens de consommation, surtout si ce secteur recèle une importante capacité de production non utilisée. Toute l'expérience des quarante-cinq dernières années l'atteste.

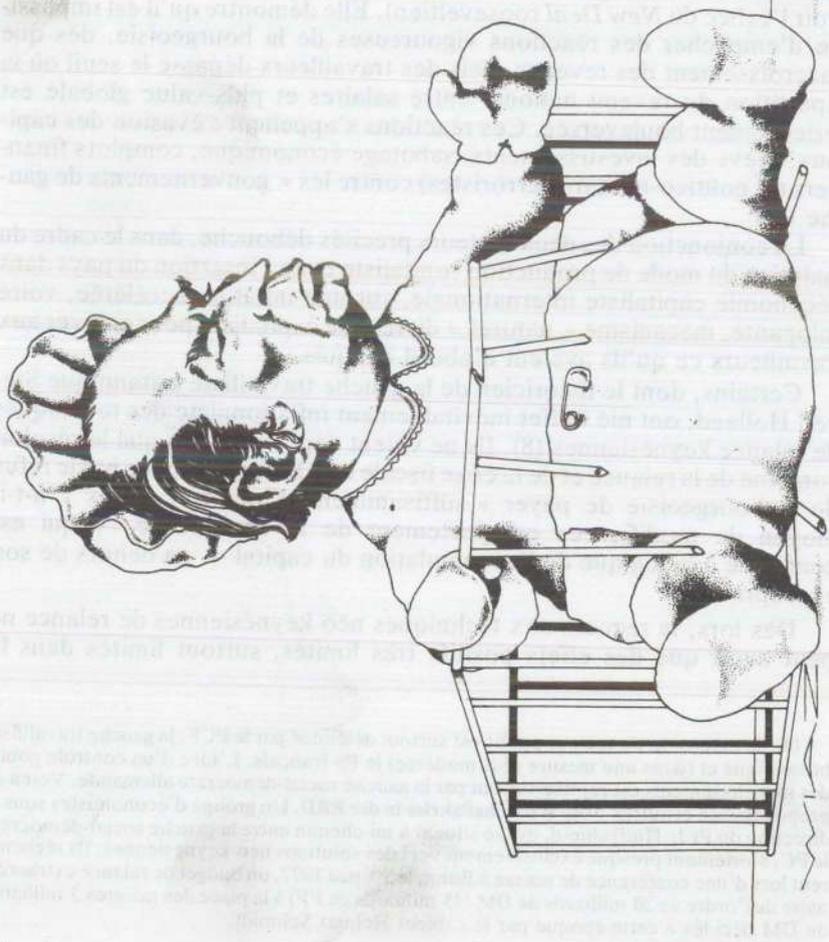
Mais cette expérience confirme également qu'il n'y a aucune répercussion automatique de cette reprise en une relance sur grande échelle des investissements productifs et en une résorption radicale du chômage (voir l'échec de la *New Deal* rooseveltien). Elle démontre qu'il est impossible d'empêcher des réactions vigoureuses de la bourgeoisie, dès que l'accroissement des revenus réels des travailleurs dépasse le seuil où la répartition du revenu national entre salaires et plus-value globale est sérieusement bouleversée. Ces réactions s'appellent : évasion des capitaux, grève des investissements, sabotage économique, complots financiers (et politico-militaro-terroristes) contre les « gouvernements de gauche ».

La conjonction des deux facteurs précités débouche, dans le cadre du maintien du mode de production capitaliste et de l'insertion du pays dans l'économie capitaliste internationale, sur une inflation accélérée, voire galopante, mécanisme « naturel » du régime capitaliste pour enlever aux travailleurs ce qu'ils avaient d'abord conquis.

Certains, dont le théoricien de la gauche travailliste britannique Steven Holland, ont nié l'effet inévitablement inflationniste des techniques de relance keynésiennes (8). Ils ne voient dans l'inflation que le résultat combiné de la relance et de la crise fiscale de l'Etat provoquée par le refus de la bourgeoisie de payer « suffisamment d'impôts ». Mais y a-t-il moyen de modifier ce comportement de la bourgeoisie — qui est conforme à la logique de l'accumulation du capital — en dehors de son expropriation ?

Dès lors, le recours aux techniques néo-keynésiennes de relance ne peut avoir que des effets positifs très limités, surtout limités dans le

(8) L'extension du secteur public est surtout défendue par le PCF, la gauche travailliste britannique et (dans une mesure plus modérée) le PS français. L'idée d'un contrôle public des investissements est reprise surtout par la gauche social-démocrate allemande. Voir à ce propos Baisch et autres : *Die Wirtschaftskrise in der BRD*. Un groupe d'économistes sous la direction du Pr J. Huffschild, qui se situent à mi-chemin entre la gauche social-démocrate et le PC, s'orientent presque exclusivement vers des solutions néo-keynésiennes. Ils réclamèrent lors d'une conférence de presse à Bonn, le 1^{er} mai 1977, un budget de relance extraordinaire de l'ordre de 20 milliards de DM (45 milliards de FF) à la place des maigres 3 milliards de DM décidés à cette époque par le cabinet Helmut Schmidt.



temps. Après un ou deux ans, les tensions augmenteront considérablement, à tous les niveaux de la vie sociale, économique et politique. L'économie mixte est un mythe.

L'économie capitaliste ne peut être relancée et prospérer que conformément à la logique du capital, c'est-à-dire de la production du profit. On peut certes sortir de ces tensions en acceptant cette logique ; mais cela implique justement l'austérité. On peut encore en sortir en expropriant la bourgeoisie et en s'engageant dans une autre logique, celle d'une économie axée sur la satisfaction des besoins, c'est-à-dire la logique de la construction du socialisme. Mais se maintenir à mi-chemin des deux solutions, chercher à les combiner dans un alliage d'alchimiste, c'est courir rapidement à la désorganisation totale de l'économie comme au Chili en 1973, c'est-à-dire courir à la catastrophe.

Le mythe eurocommuniste de « l'économie mixte »

Dans la gauche social-démocrate, et chez les eurocommunistes de gauche plus sophistiqués, on s'efforce de tenir compte du bilan négatif des expériences de relance keynésiennes du passé. On associe donc la politique de relance par la consommation à une politique de contrôle des investissements et d'extension du secteur public, devant assurer le rétablissement du plein emploi (8). Toutes les contradictions du concept de « l'économie mixte » éclatent à la lumière de ces propositions.

Comment assurer que les investissements du secteur public ne soient pas compétitifs avec la croissance du secteur privé ? Qui obligera les maîtres des trusts à s'incliner devant des décisions gouvernementales en matière d'investissements contraires à leurs intérêts, c'est-à-dire seulement complémentaires ? Comment les empêcher de « déstabiliser » l'économie nationale avec l'aide de leurs frères de classe étrangers, aussi longtemps qu'on accepte les impératifs de « l'économie ouverte » ? Comment empêcher toutes les réactions négatives de la bourgeoisie mentionnées plus haut si l'on nationalise effectivement des monopoles rentables (la socialisation des pertes sert évidemment le grand capital) ? Comment empêcher que l'âpre concurrence qui oppose le secteur nationalisé au secteur privé, surtout si le premier s'étend à l'industrie manufacturière, ne provoque des ripostes vigoureuses du capital privé ?

Comment empêcher qu'à chaque accroissement des investissements publics ne corresponde dès lors une réduction des investissements privés, voire une évasion massive des capitaux, rendant irréalisable les

(9) Steven Holland : *The Socialist Challenge*, Quartet Books, Londres 1975.

plans grandioses d'une croissance moyenne de 6 %, comme ceux proclamés par le PCF ?

Le conflit de classes se transpose dans ces conditions aussi dans le domaine du financement. Comment obliger la bourgeoisie à payer le gros supplément d'impôts qui devra financer l'expansion du secteur public ? Si elle ne paye pas, le seul recours ne sera-t-il pas l'austérité pour les travailleurs ou l'inflation galopante (ce qui revient d'ailleurs au même) ? D'où tirer les ressources supplémentaires pour relancer à la fois la consommation des masses, les services sociaux et les investissements publics, si la bourgeoisie refuse de payer par intérêt de classe ? Ne court-on pas rapidement à l'épreuve de force ?

Et l'épreuve de force signifie en termes économiques : soit exproprier le capital, soit s'incliner devant lui. Elle signifie en termes politiques : soit conquête du pouvoir par la classe ouvrière, soit retour en force de la contre-révolution.

Les partisans de ces solutions « de gauche » aggravent d'ailleurs leur cas en n'y ajoutant pas la rupture avec le marché international capitaliste. La seule issue qui leur reste est dès lors une combinaison entre un protectionnisme accru, tâtilon et inefficace — parce que provoquant des ripostes inévitables — dans le cadre international du marché et des tentatives d'amadouer la bourgeoisie « nationale » et internationale. Le PS français exprime de manière particulièrement frappante cette contradiction quand il affirme :

« Le moyen le plus puissant et le plus sain pour enrayer la fuite des capitaux est bien sûr de remettre le développement économique sur le bon chemin car la santé économique est le meilleur gage de la solidité monétaire. Or seule la gauche aujourd'hui est capable de réussir ce redressement économique. »

(89 réponses aux questions économiques, op. cit. p. 105.)

Existe-t-il une « santé économique » indépendamment des intérêts de classe ?

La bourgeoisie applaudira-t-elle de manière émue à un accroissement de la production accompagné d'un impôt sur le capital qui la frappe durement ? Se laissera-t-elle séduire par l'augmentation massive du volume de ventes de chaussures de ski et de 2 CV, même si quelques-unes de ses meilleures usines se voient expropriées et son profit global réduit de moitié ? Son « saint des saints », est-ce l'indice de la production industrielle, l'indice des salaires réels et celui de l'emploi ? N'est-ce pas plutôt la masse et le taux du profit ? Les économistes du PS croient-ils réellement pouvoir réaliser le Programme commun tout en augmentant la masse et le taux des profits privés ? Et si ce n'est pas le cas, la bourgeoisie — nationale et internationale — ne jugera-t-elle pas « malsaine » la

situation économique et ne déclenchera-t-elle pas la fuite des capitaux indépendamment de l'indice de la production ? Une fois de plus, le concept d'« économie mixte » s'avère un mythe dangereux et désorientant.

Il risque de devenir un véritable guet-apens pour la classe ouvrière et le mouvement ouvrier.

La seule voie

La crise et la réapparition massive du chômage sont des produits organiques du système capitaliste. On ne peut les surmonter dans le cadre de ce système que par une détérioration brutale des conditions de vie et de travail des travailleurs. Refuser cette détérioration n'est possible qu'en renversant le régime capitaliste et en s'engageant dans la construction d'un système économique qualitativement différent.

Certes, sous peine de division, de démoralisation et de défaite certaines, le mouvement ouvrier ne peut se contenter d'opposer à la crise la simple proclamation de la nécessité d'une lutte anticapitaliste d'ensemble. La crise confronte les travailleurs avec des problèmes concrets angoissants : licenciements, baisse de revenus, fermetures d'entreprises, attaques contre les droits syndicaux et politiques acquis. Refuser le combat défensif, sur des revendications immédiates, sous prétexte qu'il « n'y a pas d'issue dans le cadre du capitalisme », c'est se condamner soi-même et condamner toute la classe ouvrière à l'impuissance. Elle ne suivra d'ailleurs pas les dogmatiques qui enfourchent ce dada. Elle a déjà démontré qu'elle est prête à se battre âprement pour défendre chaque conquête, chaque poste de travail menacé. Le devoir élémentaire des marxistes-révolutionnaires, c'est d'appuyer de toutes leurs forces ce combat, en proposant les formules revendicatives et les formes d'organisation les plus efficaces. Les 35 heures, l'échelle mobile des salaires (sa défense ou sa conquête, selon les conditions de chaque pays), la défense du droit de grève et de la liberté de négociation des salaires, la lutte pour la solidarité avec les secteurs les plus durement touchés — travailleurs immigrés, femmes, jeunes, vieux, chômeurs — sont les principaux impératifs de cette lutte essentiellement défensive.

A l'argument patronal et réformiste que ces revendications sapent la rentabilité des entreprises et menacent d'aggraver la crise, nous répondrons que placés devant le choix entre la défense de l'intégrité physique et morale de notre classe, et le profit du capital, nous optons résolument pour la défense de notre classe et contre le profit. Si le plein emploi et un niveau de vie décent sont devenus incompatibles avec le capitalisme, les patrons n'ont qu'à s'en aller.

A ceux des réformistes (et ultragauches) qui nous rétorquent qu'on ne peut pas nier la logique du capitalisme usine par usine, branche industrielle par branche industrielle ou région par région, mais seulement dans son ensemble, et qu'en attendant le combat d'ensemble contre le capitalisme international — simultanément dans tous les pays, pour le remettre plus sûrement aux calendes grecques ! — il faut donc accepter cette logique, nous répondons qu'il faut un début à tout ; qu'il est parfaitement possible de battre un patron ou un secteur du patronat si la classe ouvrière est unie, résolue et dégage une direction à la hauteur de la tâche ; qu'il n'y a pas de meilleur moyen pour déclencher un combat général que quelques combats partiels pleinement couronnés de succès et qui démontrent en pratique aux travailleurs qu'il est possible de défendre l'emploi, les salaires et les droits acquis.

Mais il est vrai que tout succès dans le combat défensif ne restera qu'un succès fragile et provisoire. Il est vrai qu'à la longue, la logique du capital s'impose, aussi longtemps que nous resterons en régime capitaliste. Cette logique du capital joue particulièrement contre la classe ouvrière dans une période de chômage massif et de dépression économique. C'est pourquoi tout combat défensif doit s'intégrer dans une stratégie anticapitaliste d'ensemble qui cherche à favoriser par tous les moyens une mobilisation de la classe pour des revendications transitoires, contre les causes fondamentales du mal qui la frappent.

Pareilles revendications transitoires, dans une phase économique dépressive, devraient être axées autour de l'expropriation de toutes les entreprises qui ferment ou licencient massivement et leur gestion aux frais de l'Etat et sous contrôle ouvrier ; la nationalisation sans indemnité ni rachat de l'ensemble des institutions de crédit, des industries clés et de tous les monopoles, « nationaux » ou « multinationaux », et leur gestion sous contrôle ouvrier ; le contrôle ouvrier généralisé sur l'embauche et l'organisation du travail, impliquant le pouvoir de veto contre tout licenciement ; l'élaboration par les organisations ouvrières et populaires s'appuyant sur un réseau de comités démocratiquement élus et souvent renouvelés d'un plan de redressement et de développement économique axé sur la satisfaction prioritaire des besoins des masses ; le développement d'entreprises publiques à cette fin et l'arrêt de tout subside aux entreprises privées (ou la nationalisation de toutes les entreprises subsidiées). La lutte pour ces revendications devrait aboutir à la création d'un vaste réseau de comités d'usines et de quartier pour élaborer et contrôler l'application de ce plan et déjouer le sabotage de la bourgeoisie ; l'armement général du peuple travailleur pour déjouer tout complot militarofasciste, « national » et (ou) étranger ; le démantèlement de l'appareil répressif de la bourgeoisie ; la constitution d'un gouvernement des travailleurs afin d'appliquer ce programme avec l'appui et sous le contrôle des larges masses.

Ce programme de transition ouvrirait la voie à la construction d'une société socialiste démocratique, autogestionnaire et planifiée, fondée sur le pouvoir des conseils ouvriers et sur la pluralité des partis politiques sans exclusives, avec maintien, consolidation et extension de toutes les libertés politiques, pour tous les citoyens.

Se battre pour pareille solution de rechange au capitalisme engagé dans l'impasse, c'est opposer à la perspective du chômage de l'austérité et de la répression croissants la seule solution de rechange réelle, efficace et digne d'effort pour les masses laborieuses.

Ernest Mandel
Le 1^{er} janvier 1978

Critique communiste a ouvert un débat sur l'évolution des partis communistes d'Europe occidentale et du système stalinien en général (voir Critique communiste n° 3, 5, 18-19).

Le tournant sectaire du Parti communiste français, depuis le 22 septembre 1977, justifie que l'on rouvre ce dossier.

Nous publions ci-dessous deux contributions contradictoires, de Denis Berger et de Daniel Seldjouk, en rappelant que la position officielle de la Ligue communiste révolutionnaire a été récemment exposée par Daniel Bensaïd dans un supplément de quatre pages à Rouge.

Nous en profitons pour annoncer la parution du livre d'Ernest Mandel : Critique de l'eurocommunisme, aux éditions Maspero. Un livre que tout lecteur de Critique communiste doit étudier, discuter, diffuser.

PCF : l'impossible stratégie

Mais que veulent donc les dirigeants du Parti communiste français ?

Depuis quatre mois, la question est posée partout en France. Les décisions de la Conférence nationale du PCF (7 et 8 janvier 1978) ne peuvent que décupler les interrogations — jusque dans les rangs du parti lui-même.

Pourtant, les réponses n'ont pas manqué, remarquables par leur diversité. « *Le PC ne veut plus de l'Union de la gauche ; il vise à droite, vers un compromis historique à l'italienne.* » C'est la version de nombreux socialistes, y compris François Mitterrand. Pour Jean Poperen, socialiste également, cette attitude s'explique par une « *intervention internationale* » qui ne peut, évidemment, qu'être soviétique. Autour de cette interprétation, pourrait se rassembler bien du monde, dont certains courants d'extrême gauche qui apporteraient leur vocabulaire spécifique à l'analyse commune. Les mêmes d'ailleurs estiment que le PCF refuse d'accéder au gouvernement parce qu'il craint de s'y trouver confronté à un mouvement de masse qui tendrait en pratique à une rupture avec le capitalisme qu'un parti stalinien ne peut envisager un seul instant.

Diversité donc, voire cacophonie. Pourtant, ces interprétations ont en commun la démarche fondamentale : elles braquent le microscope sur le PCF et sur lui seul. Elles y voient — comment faire autrement ? — l'appareil bureaucratique, d'origine stalinienne, qui en constitue le noyau

structurel. Et c'est cet appareil qu'elles prennent en considération, en lui accordant la priorité sur son environnement, sur les forces sociales et politiques qui conditionnent son existence et son action. Il devient alors logique de ne voir que ce qui, dans le parti, ne change pas, en dépit de tous les accommodements et mises à jour. L'immuabilité et la continuité politique qui en découle semblent essentielles. Elles permettent, en tout cas, d'expliquer le présent par le passé et de parler de Georges Marchais, comme on le faisait de Maurice Thorez.

Se retrouver en pays connu ne manque pas d'être rassurant. Malheureusement, on n'est pas assuré de trouver pour autant la voie d'approche de la réalité. Dans le cas précis du Parti communiste français, les références exclusives à son appareil bureaucratique présentent un grave inconvénient : elles transforment ledit appareil, de même que la bureaucratie soviétique dont il est né, comme un agent omnipotent de l'histoire, capable de traverser les épreuves en imposant, contre vents et marées, sa propre politique. Tous ceux qui s'effarouchent d'entendre parler des mutations du PCF, des changements de ses rapports avec l'URSS, rendent à Staline un hommage, évidemment involontaire. Leur refus de prendre en compte les transformations intervenues implique en effet que le stalinisme, tel qu'il est né dans les années de reflux de l'entre-deux guerres, peut subsister dans une période entièrement différente sans être contraint de s'adapter profondément.

Ne vaut-il pas mieux tenter, pour parler des communistes français, de revenir à une méthode un tant soit peu marxiste ? On sera alors amené à considérer que, malgré sa très grande puissance matérielle, l'appareil du PCF ne possède ni la cohérence ni la stabilité fondamentale des appareils politiques de la bourgeoisie. La défense de ses intérêts spécifiques est soumise à des contraintes contradictoires, dont on peut situer les principales : l'évolution des rapports de forces dans le monde qui détermine, à son tour, l'évolution de l'Union soviétique, dudit mouvement communiste international et des rapports que le PCF entretient avec eux ; la situation spécifique de la société bourgeoise française auquel le parti est partiellement intégré et dont il accepte les normes de fonctionnement ; le mouvement propre de la classe ouvrière, le degré d'auto-détermination politique et d'auto-organisation dont elle est capable.

C'est l'équilibre de ces forces sociales qu'il faut apprécier à chaque moment particulier. Car c'est lui qui détermine la suite de louvoisements et de tournants qu'est nécessairement la politique de dirigeants d'appareil qui cherchent la survie de leur influence sans avoir les moyens historiques de l'asseoir définitivement.

Rencontrer l'eurocommunisme

En 1978, le fait dont il faut partir, c'est la conversion du Parti communiste français à l'eurocommunisme. Le vocable religieux est employé à dessein : le passage définitif de l'équipe dirigeante du parti s'est fait assez brusquement, aux environs de 1974, quand bien même il avait été préparé par une évolution de quinze ans. En quelques mois, l'organisation qui avait été la fille aînée de l'Eglise stalinienne en est venue à mettre en cause l'hégémonie politique de l'URSS et, passant de la théorie à la pratique, à empêcher la conférence des partis communistes européens, tenue à Berlin-Est en juin 1976, d'aboutir aux conclusions souhaitées par Moscou. Ce genre de tournant, opéré par des gens qui entendent avoir par-dessus tout le sens des réalités, correspond obligatoirement à une nécessité profonde.

Il n'est pas possible de discuter en détail ici des mythes et des réalités de l'eurocommunisme (1). Je me bornerai à quelques remarques, indispensables pour cerner la situation propre du PCF.

Sur le caractère fondamental, non formel, du changement, il convient d'être catégorique. Quelques exemples le prouveront sans mal. Les premiers concernent la critique publique qu'adresse désormais régulièrement le Parti communiste à des aspects essentiels de la politique soviétique. Nous n'en sommes plus aux protestations mineures ou aux audaces de francs-tireurs, plus ou moins téléguidées, tels Aragon ou Elleinstein. La « réprobation » du bureau politique à l'encontre de l'occupation de la Tchécoslovaquie n'est plus un cas d'espèce. Aujourd'hui, c'est officiellement que la direction s'exprime. Lors du procès truqué des signataires de la Charte 77, *l'Humanité* proteste par un éditorial de René Andrieu, rédacteur en chef et membre de comité central (2). Intervenant à l'école centrale des cadres du parti, Jean Kanapa (qui pourtant...) procède, en faisant l'histoire du mouvement communiste, à une remise en cause de certains moments de la politique stalinienne ; il souligne en particulier les contradictions et les insuffisances du XX^e Congrès dans l'analyse du stalinisme. Critique timide, partielle, insuffisante mais qui, comme toutes les autres, a la signification d'une invite aux militants à ne plus se fier aveuglément à l'URSS.

Georges Marchais illustre la même attitude, lorsque, le 29 septembre 1977, au cours d'un entretien télévisé, il déclare : « *Chevènement (...)*

(1) Le débat est mené depuis assez longtemps dans *Critique communiste* (articles d'H. Weber, P. Rousset, C. Leucate, D. Berger, etc.) dans *Imprecor* (articles d'E. Mandel). La LCR organise une discussion publique sur le thème dans les colonnes de *Rouge*.

(2) Je souligne car, dans un monde aussi soumis à l'étiquette que la cour de Louis XIV, la place d'un article et les fonctions de son auteur ont une signification politique.

évoquait l'hypothèse où la France serait agressée par l'URSS et il se demandait si ce n'était pas cela qui nous gênait par rapport à l'Alliance atlantique. J'ai dit hier à François Mitterrand et à la délégation du PS : « Je ne crois pas une telle chose. Mais je vais vous répondre clairement. Si par hypothèse absurde la France était agressée par l'URSS, nous serions au premier rang pour défendre le territoire national (3). » On peut relever beaucoup de restrictions dans cette prise de position dont le fond est pourtant sans ambiguïté, puisqu'il est l'exact contre-pied de la déclaration solennelle que faisait Maurice Thorez au temps de la guerre froide : « *Le peuple de France ne fera pas, il ne fera jamais la guerre à l'Union soviétique.* »

Peut-être les dirigeants du parti veulent-ils tromper leur monde ? Mais, même en ce cas, la portée de leurs actes n'est pas diminuée. En dépréciant le « pays du socialisme », autour duquel se réalisait la cohésion du mouvement international, ils sapent tout un système de valeurs, toute une hiérarchie autrefois intériorisée par les militants. Le jeu est dangereux. Ils le savent mieux que personne et en prennent le risque. Ce ne peut être que pour des raisons impérieuses. Ça ne peut avoir que des conséquences sérieuses sur le développement du parti.

Une fois constatée l'importance du tournant, on risquerait de se fourvoyer si l'on discutait, dans l'abstrait, de sa nature tactique ou stratégique. Non que le débat soit sans portée, mais il n'est possible de l'aborder sérieusement qu'après une appréciation de ses conséquences politiques les plus évidentes. En effet, une réalité demeure inchangée depuis les années trente : le Parti communiste français a définitivement cessé de lutter pour la transformation révolutionnaire de la société. Son objectif est de conquérir des positions de force à l'intérieur de l'Etat existant. Par voie de conséquence, il s'oppose totalement à tout mouvement populaire qui tend à détruire les bases du système capitaliste. Cette pratique, qu'il faut bien appeler contre-révolutionnaire, puisqu'elle vise à étouffer, jusque par la violence, toute tentative de subversion de l'ordre établi, a connu diverses « applications » dans le passé, de juin 1936 à mai 1968 et ses séquences. Elle en connaîtra d'autres.

Mais ceux qui veulent la combattre efficacement ne peuvent se borner à en dénoncer la permanence. Il leur faut encore déceler les formes précises sous lesquelles elle peut se manifester. Toute politique de conservation et de réaction est déterminée dans ses expressions concrètes par les rapports de forces du moment. Un parti communiste qui, pour des motifs divers, se prive d'une bonne part des avantages que constituait l'appui soviétique ne peut avoir exactement le même comportement qu'un parti totalement intégré dans les rouages d'un système organisé à

(3) *L'Humanité*, 24 septembre 1977 (c'est moi qui souligne D.B.).

l'échelle internationale. Sa marge d'autonomie est plus grande et, du même coup, sa capacité d'adaptation à la situation nationale. Le poids de cette dernière devient déterminant. Pour le meilleur — et c'est la Yougoslavie ou la Chine en processus de révolution. Ou pour le pire — et c'est Berlinguer, Carrillo ou Marchais en procession devant les institutions bourgeoises.

Ces remarques permettent de situer plus précisément l'eurocommunisme en général et celui du PCF en particulier. Il ne s'agit pas d'une théorie mais de l'ébauche d'une nouvelle stratégie, d'une nouvelle attitude à l'égard de l'Etat, auxquelles correspond nécessairement une idéologie, nouvelle elle aussi, du moins pour des partis communistes.

Nouveau rapport au pouvoir

Une précision s'impose à ce stade. Il serait aberrant de dire que le PCF ne veut pas exercer le pouvoir. Le rôle de l'Etat dans la structuration de la société capitaliste est tel qu'aucune organisation politique ne peut jouer durablement un rôle de masse sans préciser sa position vis-à-vis du pouvoir en place (faut-il le détruire ? l'aménagement de l'intérieur ? comment ? à quel rythme ? etc.). Autrement dit, toute organisation politique doit avoir, ou donner les apparences d'avoir une stratégie dont la dimension internationale est importante.

C'est ainsi que le Parti communiste français, même lorsque la guerre froide l'avait rejeté dans le « ghetto », offrait aux travailleurs une perspective de pouvoir. L'Union soviétique jusqu'à la fin des années cinquante, semblait polariser autour d'elle la totalité des forces révolutionnaires dans le monde. Les partis qui lui étaient alliés participaient à cette situation et incarnaient l'espoir d'une nouvelle société qui naîtrait de l'élargissement du « camp socialiste ». Lorsque s'épanouit la théorie de la « coexistence et de la compétition pacifiques », les PC pouvaient encore espérer que les éventuels succès économiques et diplomatiques de l'URSS modifieraient graduellement le rapport des forces et leur permettraient des avancées, à partir des possibilités ouvertes dans chaque pays.

Autrefois, la soumission à l'URSS offrait un intérêt pratique pour les Partis communistes, dans le cadre du rapport des forces mondial tel qu'il était entre 1930 et, disons, 1960. Aujourd'hui, il n'en est plus rien. Moscou ne peut plus passer comme le centre des luttes anticapitalistes. La multiplication des foyers révolutionnaires et l'éclatement consécutif du mouvement communiste en témoignent. Les dirigeants soviétiques pratiquent ouvertement, avec un minimum de masque idéologique, leur politique de grande puissance. Se réclamer d'eux, à l'époque de la Tché-

coslovaquie et de la dissidence, présente énormément d'inconvénients dans les rapports avec les masses occidentales.

Par intérêt, pour ne pas se trouver en porte-à-faux avec la majorité des travailleurs de leur pays, les Partis communistes des pays capitalistes avancés sont donc amenés à remettre en cause leur subordination à l'URSS — ce qui ne signifie pas qu'ils renoncent à une alliance avec elle.

Il leur faut donc déterminer un nouveau cadre politique où déployer leur activité. C'est le sens de l'eurocommunisme qui définit des priorités nouvelles : 1) priorité de l'Europe occidentale, telle qu'elle est organisée aujourd'hui, comme zone stratégique ; 2) priorité de la nation comme champ d'action politique ; 3) priorité de l'investissement graduel de l'Etat national.

Ces choix déterminent une convergence des différents partis qui ont été amenés à les faire. Ils déterminent aussi leur prises de position sur la démocratie et leurs critiques vis-à-vis de l'URSS : il s'agit de montrer que l'on a un nouveau rapport avec le pouvoir, qu'il s'agit de conquérir de l'extérieur et que l'on n'est soumis d'aucune manière à un pays qui tend à apparaître comme un anti-modèle de socialisme.

Pour franchir de tels pas, un parti comme le PCF n'avait pas besoin, au départ, de remettre en cause son passé. Il lui suffisait de suivre la pente que traçait l'évolution de la situation mondiale depuis vingt ans (crise du stalinisme) aussi bien que les transformations de la situation française (mise en place de la V^e République). Cependant, le passage à une nouvelle attitude ne pouvait qu'entraîner des modifications incessantes des rapports du parti avec la réalité nationale (bourgeoisie, institutions existantes, mouvement ouvrier) et, en conséquence, des ajustements permanents de la politique et de l'idéologie. En effet, le PCF, comme l'on dirait sous d'autres cieux, doit davantage compter sur ses propres forces et trouver en elles les moyens de jouer son jeu dans la politique française. Il lui faut trouver une stratégie autonome.

Naïveté et expériences

L'histoire du Parti communiste français, au cours des six dernières années, est l'histoire de la recherche d'une telle stratégie et de l'impossibilité pour le parti d'y parvenir.

« L'Union de la gauche reste notre objectif. Nous n'avons pas de stratégie de rechange. » Depuis la rupture des pourparlers, Georges Marchais a eu l'occasion de répéter dix fois ce propos. Il faut le prendre au sérieux, même si les apparences ne sont pas en sa faveur. Non que le Parti socialiste ait cessé de puer au nez de beaucoup de militants (et de

dirigeants) communistes. Mais, dès lors qu'on admet la légitimité des structures institutionnelles de la France bourgeoise (4), on est obligé de plier sa tactique aux règles du jeu officiel. En 1978, aucun parti ne peut espérer obtenir la majorité absolue des sièges parlementaires. La coalition est une nécessité, pour la droite comme pour la gauche. Et les traditions politiques nationales (ô souvenirs du Front populaire !) tout autant que la répartition actuelle des forces sur l'échiquier politique contraignent les partis de gauche à s'allier, s'ils veulent obtenir des résultats dans le cadre du régime. Ceci explique, beaucoup plus que les motivations programmatiques, la constante unitaire des communistes et aussi des socialistes, Defferre, Chandernagor et les plus anticommunistes compris.

Mais poser la nécessité quasi objective de l'alliance, c'est en rester encore à une définition algébrique. Le problème subsiste entier de qui en détiendra l'hégémonie. Sur ce point, le PCF a fait preuve de myopie et de naïveté. Certes, il n'a jamais cessé de proclamer que « l'union est un combat » (5). Mais les formules générales ne sauraient cacher un fait essentiel : les communistes pensaient que, comme par le passé, la dynamique de l'unité jouerait en leur faveur. Sans doute n'ont-ils jamais cessé de se méfier de Mitterrand et de ses amis ; du moins croyaient-ils leurs déclarations et leur pratique le prouve (6) — qu'ils pourraient contraindre, le moment venu, le PS à respecter ses engagements. Ils semblaient sûrs alors que peu d'obstacles s'opposeraient à la mise en place des nationalisations, lesquelles entraîneraient « une nouvelle logique » des rapports de production, selon l'immortelle formule de Philippe Herzog. On touche ici à la profonde incapacité d'une direction bureaucratique, comme celle du PCF, à analyser avec rigueur les transformations introduites par les luttes survenues depuis vingt ans. Ni le bureau politique ni ses divers collaborateurs ne semblent s'être rendus compte de la recomposition du mouvement ouvrier en train de s'effectuer. Ils n'ont pas su apprécier la signification de la reconstitution du courant socialiste sur une base de masse, du développement militant de la CFDT, de l'apparition

(4) Et le PCF le fait qui a renoncé à demander une révision de la constitution de 1958, qui admet depuis 1972 le principe de la constitution de 1958, qui admet depuis 1972 le principe de l'alternance, qui accepte que Giscard demeure à la présidence même si la gauche devient majoritaire à l'Assemblée.

(5) Titre d'un ouvrage d'Etienne Fajon, paru en 1977, en annexe duquel est reproduit le rapport de Georges Marchais devant le Comité Central réuni immédiatement après la signature du Programme commun, en 1972.

(6) Notamment la bienveillance avec laquelle ils ont accepté le déroulement de la campagne présidentielle de 1974, alors même que Mitterrand en a profité pour donner de sérieux coups de canif dans le contrat de la gauche, en présentant un programme économique très en retrait sur le Programme commun.

d'un « gauchisme » qui trouvait un écho dans certains secteurs de la classe ouvrière.

Les réveils de cette illusion lyrique devaient s'avérer douloureux. Les données plus immédiatement tangibles, de ce fait les plus sensibles à des dirigeants profondément empiristes, furent fournies par les élections partielles de l'automne 1974. Elles fournirent la preuve que, sur le sacrosaint plan électoral, les socialistes progressaient allégrement, alors que les communistes stagnaient pour le moins ; et ceci, six mois après que le parti ait joué les forces d'appoint dans la course manquée de Mitterrand à la présidence. Dès l'époque, les réactions ne se firent pas attendre. Lors de son congrès extraordinaire, le PCF mit quelques bémols à sa politique d'unité tous azimuts. Pendant plusieurs mois, une première polémique fit rage contre le Parti socialiste (7).

On aurait tort, toutefois, de ne prendre en compte que cet aspect des choses. Les réactions d'un appareil, menacé dans l'une des bases de son existence, n'empêchent pas, elles nourrissent au contraire, une réflexion plus globale que mènent avec ardeur certains secteurs, particulièrement chargés d'étayer l'idéologie courante du parti et de préparer les déclarations officielles des dirigeants (la section économique, les commissions spécialisées auprès du comité central, certains organes théoriques, etc.). Et la situation internationale se chargea d'apporter des éléments au dossier.

Il y a d'abord la crise économique. Les théoriciens du capitalisme monopoliste d'Etat en avaient envisagé la possibilité mais elle semble surprendre l'ensemble des dirigeants. Elle réduit en effet à zéro, ou presque, la dynamique économique que l'on pouvait attendre d'une application des mesures du Programme commun. Il faut désormais compter sur une croissance faible, en tout cas éloignée des 5 % prévus. Du même coup s'estompent les espoirs, quasi keynésiens, d'un rapide effet multiplicateur de l'augmentation de la consommation. Il faut désormais mettre l'accent sur les modifications des structures qui, telles les nationalisations, permettent un contrôle de l'ensemble de l'économie.

Mais surtout, il y a, en 1973, la chute d'Allende au Chili et, à partir de 1974, le développement de la révolution portugaise. La première de ces expériences est l'objet d'un débat public dans les partis communistes d'Europe qui n'en sont plus, depuis plusieurs années, à attendre la version des faits élaborée à Moscou. Enrico Berlinguer en tire la conclusion qu'il faut parvenir au « compromis historique ». Le PCF ne va pas si loin mais, dans divers rapports au CC au cours de l'année 1974, il souligne qu'on ne peut se contenter d'une majorité de 51 % : il faut, pour aller

(7) J'ai étudié les remous de la politique du PCF à cette époque dans un article publié dans le numéro 5 de *Critique communiste*.

de l'avant, une assise plus large. Et le trop facile effondrement de la gauche chilienne semble prouver, même à ceux qui sont favorables à la voie pacifique, qu'il faut éviter de se laisser enfermer dans les jeux d'assemblée, qu'il faut donner corps à un mouvement social, contrôlé mais extérieur au parlement. C'est à ce prix que l'on peut, beaucoup de concessions aidant, arriver à neutraliser l'armée (8).

Le Portugal fournit d'autres leçons encore. On a souvent dit que la solidarité, à peu près totale, entre communistes français et portugais, que mettaient en relief les critiques du PCI et du PCE à l'encontre d'Alvaro Cunhal, était due à une commune fidélité à l'URSS et au stalinisme. Force est pourtant de constater, si l'on se donne la peine de lire les publications, que c'est au contraire à partir de 1974 que les attaques du parti français contre Moscou se généralisent. La liaison politique entre les deux organisations a une autre origine qui est une similarité dans la position vis-à-vis du courant socialiste qui fait, en l'occurrence plus que jamais, la politique de l'Alliance atlantique, incarne les espoirs de restauration qu'entretiennent les classes dirigeantes. A cette époque, le PCF est au plus fort de sa première campagne antisocialiste qu'ont fait naître les conséquences désagréables de l'unité, signalées précédemment. Il ne peut être que sensible aux leçons venues de Lisbonne. Il ne peut qu'être alerté encore plus sur le rôle de la « social-démocratie » internationale, de même qu'il ne peut que tirer des enseignements de l'expérience du gouvernement Vasco Gonçalves, pendant laquelle le PCP, quoique minoritaire dans le pays et au gouvernement, a pu jouer un rôle moteur grâce à ses positions dans le mouvement syndical, dans les municipalités, dans certains organismes para-gouvernementaux.

C'est toujours une erreur que de croire qu'une organisation bureaucratique est incapable d'élaborer à partir de l'expérience. Son dogmatisme ne se mesure pas à l'immobilité de sa pensée mais du fait qu'elle ne cherche pas à corriger ses erreurs dans l'intérêt du mouvement des masses mais dans l'intérêt de son appareil qui se substitue à la classe ouvrière. La « politique du XXII^e Congrès », présentée depuis le début 1976 comme une sorte de révolution culturelle et politique du PCF, est le résultat des réflexions et des débats véhéments inspirés par l'actualité française et nationale à un parti profondément marqué par le stalinisme.

L'année terrible

Mais il ne suffit pas de larguer la dictature du prolétariat, tout en maîtrisant de mieux en mieux l'usage de la télévision, pour régler un

(8) Plusieurs publications des communistes chiliens en exil, dont certains articles de Volodia Teitelbaum, ont pu alimenter la réflexion du PCF.

problème qui naît du développement même des luttes. Le XXII^e Congrès n'a permis au PCF de surmonter aucune de ses difficultés. Au contraire.

En effet, il a pu constater, au fur et à mesure que se rapprochait l'échéance fatidique des législatives, une vérité accessible depuis longtemps à tout militant doté seulement de bon sens : le Parti socialiste, quand il sent à portée de sa main la possibilité de « l'exercice du pouvoir » tel que l'a défini Léon Blum, s'adapte de plus en plus aux nécessités de cette tâche. Il fait siennes les nécessités de l'Etat qu'il veut gérer et déploie de talentueux efforts pour prouver à la France respectable, patronat en tête, qu'il est d'une honorabilité au-dessus de tout soupçon de gauchisme. Et rien dans les dispositions du Programme commun, dans la mesure où celui-ci ne remet pas en cause les structures essentielles du régime, ne permet d'endiguer ce courant vers les ministères.

Le Parti communiste a dit depuis que Mitterrand et ses camarades avaient viré à droite. Il n'est pas utile de montrer que ce virage n'existe que dans la tête de ceux qui voulaient jusque là s'aveugler sur la nature exacte du courant socialiste (9). Une chose est certaine pourtant : l'année 1977, parce qu'elle était l'année de veille d'armes électorales, a été particulièrement fertile en déclarations « préoccupantes » des dirigeants du PS. La liste complète serait trop longue à établir ; retenons seulement l'essentiel. Depuis le mémorable Forum de *l'Expansion* qui vit, à la fin 76, Mitterrand, Rocard et autres Attali dialoguer avec les quelques têtes du patronat français, les socialistes n'ont cessé de déclarer qu'ils sauraient éviter les mesures sociales « démagogiques » qui ruineraient l'économie de marché auxquels ils renouvelaient leur déclarations d'ardeur. Dans le contexte économique actuel, ces propos peuvent être interprétés sans exagération comme l'annonce d'une austérité de gauche. Pour avoir les mains libres, sans nul doute, Mitterrand refuse dès lors tout nouvel engagement précis avec ses partenaires de gauche ; il se fait fortement tirer l'oreille pour précéder à une actualisation du Programme commun, dont les imprécisions, les contradictions ou les inadaptations à la conjoncture n'ont rien de gênant pour qui s'apprête, en tout réalisme d'Etat, à faire la part des choses, une fois au pouvoir. Parallèlement, le premier secrétaire ne veut pas d'entraves au sein de son propre parti : au congrès de Nantes, il met le CERES en lisères. Tous ces événements ne peuvent qu'inquiéter le Parti communiste français (10).

(9) Rappelons à nouveau que dès 1974, lorsque la conquête de la présidence de la République était possible, Mitterrand et son brain-trust avaient pris avec le Programme commun les libertés que commandent les responsabilités de l'homme d'état potentiel. Et on pourrait additionner les exemples de ce genre.

(10) Celui-ci n'a pas de sympathie particulière pour Chevènement et son groupe. Mais il est forcé d'interpréter les attaques contre eux que comme le signe d'une volonté chez Mitterrand de ne pas tolérer la contestation de militants qui se situent sur sa gauche et font

Mais, au cours du printemps 1977, d'autres événements surviennent, à une échelle plus large encore. Les élections municipales sont, à bon droit, considérées par tous comme une répétition générale des législatives de l'année suivante. Elles marquent une avancée considérable de la gauche, des socialistes surtout. Mais elles s'accompagnent d'un autre phénomène qui ne peut que préoccuper le PCF : les listes des écologistes et des révolutionnaires connaissent un succès notable. Les « verts », spécialement, apparaissent comme une force. Leurs positions politiques sont plus que floues ; leur électorat composite. Néanmoins, une bonne partie de ceux qui leur font confiance sont des travailleurs, marqués par 1968, déçus par les réformistes, désireux non sans confusion de transformer immédiatement la société en prenant eux-mêmes, à la base, leurs affaires en main. Quant aux candidats présentés par Lutte ouvrière, l'Organisation communiste des travailleurs et la Ligue communiste révolutionnaire, ils font des scores appréciables dans certains secteurs fortement prolétariens où l'influence du PCF était enracinée de vieille date (Lille, certaines communes de la banlieue parisienne, etc.). Ils apparaissent là comme une force politique, certes encore faible mais dont le report des voix peut s'avérer nécessaire à la victoire de la gauche.

Bref, au début de l'été, les dirigeants du PCF ont conscience de se trouver à un carrefour. Ils se rendent compte (mieux vaut tard que jamais) que s'ils continuent à laisser aller les choses, ils risquent de se retrouver, en cas de succès de la gauche, minoritaires au Parlement et au gouvernement, en compagnie de partenaires qui accumuleront les concessions à la bourgeoisie. Le mécontentement des travailleurs ira galopant et pourra trouver une incarnation politique dans les courants divers qui, depuis dix ans, ont pris corps à gauche du parti. La faiblesse, la division de ces « gauchistes », la confusion des écologistes ne sont pas un argument contre cette analyse : dans une période de crise — et un gouvernement de gauche serait un gouvernement de crise — leur influence générale peut croître rapidement. D'autant que l'existence de la CFDT renforce cette tendance. Non que cette centrale défende des positions révolutionnaires ; ses dirigeants sont, au contraire, fortement liés au Parti socialiste. Mais le rôle que jouent les militants dans les luttes, les revendications de classe qui sont chères à ses adhérents, même les moins politisés, l'amènent à prendre des positions relativement combatives qui, objectivement, sont de nature, en période troublée, à renforcer le courant contestataire du réformisme — on l'a vu en 1968.

Contraint par ses alliances à soutenir une politique impopulaire, le PCF se verrait en contradiction avec une partie importante de la classe ouvrière. Il perdrait sur tous les tableaux : il deviendrait rapidement un

de l'unité avec les communistes un de leurs thèmes principaux d'intervention. Pareil comportement implique en général le désir de poursuivre une politique de droite.

partenaire inutile au gouvernement (à moins d'accepter une politique ouvertement anti-ouvrière qui accentuerait sa rupture avec la base). Il se retrouverait dans la situation de 1947, lorsque Ramadier mit à la porte les ministres communistes (11). Il connaîtrait, en même temps, une grave crise d'identité, puisqu'il aurait le plus grand mal à se présenter comme le parti de la classe ouvrière.

Contre cette éventualité redoutable, les dirigeants du parti furent amenés à tenter de se prémunir. Ils se lancèrent dans une campagne destinée à leur donner des garanties concrètes, tant contre les possibles retournements de leurs alliés que pour le maintien de leur influence de masse. A coup sûr, leurs décisions résultèrent de nombreux débats internes où s'affrontèrent des positions d'autant plus divergentes que les contradictions de la situation la rendaient difficile à maîtriser.

Maintenance et conservation

L'offensive — on ne peut employer d'autres termes — fut menée tambour battant. Faute de connaître les procès-verbaux du secrétariat du parti, on ne peut dire précisément quand fut décidé de faire passer les exigences avant le souci de l'union, quand fut accepté le risque d'une rupture et de ses conséquences graves. Toutefois, un ensemble de faits tendent à montrer que, dès le mois de mai ou juin, le PCF était décidé à aller jusqu'au bout de sa politique. De cette époque datent en effet le rapport de Jean Kanapa devant le comité central, décidant la maintenance de la force de frappe française ; le harcèlement pour la réunion des groupes travaillant à l'actualisation du Programme commun ; la publication du « chiffrage » des propositions communistes en matière économique, à la veille du débat télévisé Giscard-Barre (acte que le bon ton unitaire pouvait considérer comme un tant soit peu inamical). Ajoutons que le livre *Changer l'économie*, recueil d'interviews des principaux responsables de la section économique, qui y développent la totalité des positions que défendra ultérieurement le PCF, a été réalisé avant l'été, bien que paru à la rentrée d'automne. Tout cela montre que les communistes entendaient dès lors suivre une double démarche : assurer, par des prises de position très radicales, leur image de gauche ; imposer aux socialistes une série de contraintes les empêchant d'avoir les mains libres

(11) Il s'agit là d'un des événements qui ont le plus marqué la conscience politique des dirigeants et des militants du Parti communiste français. Avec l'éviction du gouvernement, les espoirs de la Libération étaient définitivement enterrés. Commençaient en même temps la période d'isolement et de reculs qui fut aussi la pire période stalinienne. De ce fait, l'année 47 prit une valeur symbolique ; elle devint une contre-référence, résumant ce qu'il faut éviter à tout prix. Il est significatif que la presse du PCF ait fait, depuis quelques mois, d'innombrables rappels des faits survenus il y a trente ans.

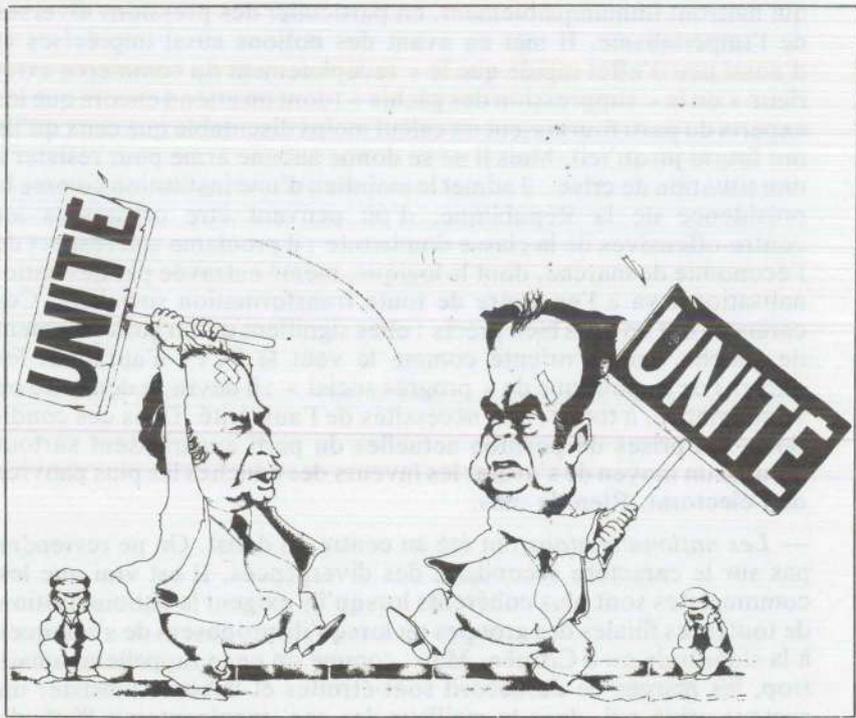
à droite. On en arriva ainsi à la tragi-comédie du 23 septembre et à ses prolongements ultérieurs.

Le dossier de la polémique et de la rupture de l'Union de la gauche a été souvent étudié. N'y revenons pas en détail. Mieux vaut tenter d'éclairer le sens de quelques-unes des positions les plus importantes du Parti communiste français sous l'angle de sa double démarche.

— *Refus de l'austérité.* En paroles, il est absolu : en décembre 1977, *l'Humanité-Dimanche* voit sa première page envahie de gros caractères : « Non à l'austérité ! Avec les communistes jamais ». Les propositions des négociateurs du PCF vont dans le même sens : augmentation substantielle du SMIC, écrasement de la hiérarchie, impôt sur les fortunes, création d'emplois, etc. La situation est claire : il ne faut pas qu'un gouvernement de gauche arrive au pouvoir sans apporter aux travailleurs de satisfactions matérielles immédiates qui les inciteront à attendre avec confiance la suite de l'action gouvernementale et qui permettront d'autre part de relancer la consommation, garante de toute croissance. Mais, pour le moyen terme, le PCF ne propose rien qui permette de faire face efficacement aux difficultés économiques qui naîtront inmanquablement, en particulier des pressions diverses de l'impérialisme. Il met en avant des notions aussi imprécises et d'aussi peu d'effet rapide que le « redéploiement du commerce extérieur » ou la « suppression des gâchis » (dont on attend encore que les experts du parti fournissent un calcul moins discutable que ceux qu'ils ont fourni jusqu'ici). Mais il ne se donne aucune arme pour résister à une situation de crise : il admet le maintien d'une institution comme la présidence de la République, d'où peuvent être organisées les contre-offensives de la classe dominante ; il proclame son respect de l'économie de marché, dont la logique, même entravée par des nationalisations, va à l'encontre de toute transformation socialiste. Ces carences ont un sens bien précis : elles signifient qu'un gouvernement de gauche, même orienté comme le veut le PCF, n'aura pas les moyens de sa politique de « progrès social » ; il devra se démettre ou se soumettre, à terme, aux nécessités de l'austérité. Dans ces conditions, les prises de position actuelles du parti apparaissent surtout comme un moyen de s'attirer les faveurs des couches les plus pauvres de l'électorat. Rien de plus.

— *Les nationalisations* ont été au centre du débat. On ne reviendra pas sur le caractère secondaire des divergences. Il est vrai que les communistes sont plus cohérents lorsqu'ils exigent la nationalisation de toutes les filiales des groupes où lorsqu'ils proposent de s'attaquer à la sidérurgie ou à Citroën. Mais, comme on ne le rappellera jamais trop, les marges de désaccord sont étroites et laissent subsister un secteur privé qui, dans le meilleur des cas, représenterait 80 % de

Le dossier de la politique et de la situation de l'Union de la gauche a été discuté par le bureau politique du PCF dans sa séance du 15 septembre 1977. Les conclusions de cette séance ont été adoptées par le bureau politique du PCF dans sa séance du 22 septembre 1977. Les conclusions de cette séance ont été adoptées par le bureau politique du PCF dans sa séance du 22 septembre 1977.



l'économie française. L'indemnisation des actionnaires, même ré-
glémentée et étalée dans le temps (comme l'envisageait le PC qui n'en
a d'ailleurs pas fait un point décisif de la polémique), donne aux
capitalistes atteints les moyens d'investir dans d'autres secteurs.
Pourquoi alors faire de la question un point de rupture ? Souci tacti-
que — nous y reviendrons — dans la mesure où les entreprises
nationalisées pourraient, grâce à la CGT qui y serait majoritaire,
devenir des bases solides pour l'influence du parti. Mais surtout,
volonté, par une fermeté sans conséquences majeures sur le rapport
des forces global, d'aller au devant des vœux de travailleurs avancés
qui veulent une rupture effective avec le capitalisme, qui, souhaitant
l'expropriation de leur patron, avaient accueilli avec faveur la fa-
meuse « petite phrase » du Programme commun, au terme de la-
quelle, les ouvriers pourraient prendre l'initiative de demander la
nationalisation de leur entreprise. Volonté aussi de faire du secteur
public ainsi élargi un noyau dur, échappant, partiellement au moins,
au contrôle gouvernemental, constituant de ce fait un frein aux éven-
tuelles reculades du PS. Dans cette démarche, assez symbolique au
demeurant, on retrouve la dualité des objectifs que vise le Parti
communiste français.

— *La maintenance de la force de frappe* mérite que l'on s'y arrête un
peu. On a souvent interprété la conversion du PCF à la défense « tous
azimuts » comme un clin d'œil vers une partie de l'électorat gaulliste.
Ce souci est indéniable ; il est bien dans la ligne de l'idéologie nationa-
liste du parti. Mais il ne saurait tout expliquer. Georges Marchais et
l'Humanité l'ont dit cent fois, et il faut les croire malgré la fréquente
outrance des propos, les communistes français redoutent l'atlantisme
du Parti socialiste. Ils craignent que celui-ci ne s'aligne peu à peu,
dans le cadre des institutions internationales existantes, sur la politi-
que d'Helmut Schmidt et, par là, de Carter. Pour pallier les inconvé-
nients de cette orientation, dont les conséquences sur la situation
intérieure seraient considérables, ils proposent une France indépen-
dante — ce qui se manifeste d'abord sur le plan de la politique
militaire. Du même coup, on se concilie les cadres de l'armée, on les
neutralise au moins, en allant aux devants de leurs vœux en matière de
défense nationale. Le PCF nous fournit ainsi un bel exemple de la
façon dont une direction réformiste peut, par une pratique réformiste
nationale, tenter de contrecarrer l'orientation internationale d'un
courant réformiste rival. Sans que les intérêts des masses face au
capitalisme soient pris en compte un instant !

On n'a pris que quelques exemples, parmi les plus significatifs. Ils
sont cependant suffisants pour illustrer la signification de la vigueur du
Parti communiste à casser du socialiste. Il s'agit pour lui d'endiguer une

évolution qui lui était défavorable. Les moyens qu'il emploie sont profondément inefficaces et l'obstination à s'y accrocher ne pouvait que conduire à la rupture, aujourd'hui consommée. En effet, face à un parti socialiste qui, du fait de sa nature et de sa fonction sociales, n'a d'ambition que l'occupation des vestibules du pouvoir, on ne peut lutter avec des chances de l'emporter qu'en mobilisant les masses pour une politique de rupture anticapitaliste. Le PCF, pour sa part, demande aux travailleurs d'approuver ses positions qui sont des positions de défense du *statu quo* actuel au sein du mouvement ouvrier. Il s'agit bien là d'une politique bureaucratique, insigne sectaire.

Sectarisme tous azimuts

Les grands mots sont lancés. Il convient de s'en expliquer — avec d'autant plus de précision que, par certains côtés, la politique du PCF a de quoi réjouir ceux qui ont vécu les pires moments du stalinisme français. Aujourd'hui, le parti critique le stalinisme. Aujourd'hui, il se prononce pour l'autogestion, contre la centralisation d'Etat. Aujourd'hui, il parle un langage de classe. Quels espoirs ne peut-on avoir pour demain ?

En politique, le vocabulaire est le moyen de faire adopter une orientation à des couches sociales déterminées, dans une conjoncture bien précise. Seuls les maniaques emploient toujours les mêmes termes pour parler de choses totalement différentes. Aussi les variations du langage sont-elles pleines d'intérêt : non seulement, elles ont des conséquences éventuelles sur les événements, mais, plus encore, elles soulignent quels interlocuteurs sont choisis. Mais elles ne modifient pas obligatoirement le contenu de la ligne suivie. De ce point de vue, la terminologie nouvelle du PCF ne transforme pas les visées de ses dirigeants. Pour eux, il existe toujours un théorème de base : la classe ouvrière, l'ensemble des exploités n'existent que par l'intermédiaire du Parti. Et ils ne cherchent pour l'heure, qu'à renforcer les bases matérielles de cette identification largement imaginaire.

Reprenons les données de la pratique des communistes français. Que cherchent-ils d'abord ? A élargir leur audience. Georges Marchais l'a expliqué, avec un sang-froid sans égal, lors de la Conférence nationale, lorsqu'il a lié, dans les faits sinon tout à fait dans les mots, la possibilité d'infliger une défaite électorale à la bourgeoisie au pourcentage de voix, c'est-à-dire au nombre de sièges, obtenu par son parti. Mais toute la politique du PCF est à l'échelle de cette conception de la lutte. Pendant toute la dernière période, le Parti communiste a mis au premier plan une triple volonté de prééminence : être le seul porte-parole des couches les plus pauvres ; être le seul implanté dans les entreprises ; être l'organisation la plus nombreuse en adhérents.

Pour atteindre le premier de ces objectifs, il suffit de se faire le porte-parole des revendications des chômeurs, des smicards, des retraités... C'est bien, mais ce serait encore mieux si cette quête de soutiens (et de votes, dans la période actuelle) s'accompagnait d'une tentative sérieuse d'organiser ces couches, de les aider à prendre en main leurs propres luttes, sans délai. Alors que le PCF se contente de les inviter à exprimer leurs doléances (12) pour mieux démontrer, hier, que seul un gouvernement de gauche les satisferait, aujourd'hui, que seul le vote communiste peut les sauver. Est-il excessif de voir là, avant toute chose, un moyen de se renforcer ?

Par ailleurs, le parti recrute, à un rythme tel que ceux qui envoient leur bulletin par la poste tardent souvent à être contactés par les organisations de base « Vers le million d'adhérents », proclame-t-on du côté de la section d'organisation. Dans ce flux vers le parti de masse, beaucoup de déchets. Jean-Elleinstein l'a dit sans hésitation dans son livre officieux *le PC*, paru en 1976. Qu'importe ! Toutes les déclarations des dirigeants montrent que le but recherché est moins d'avoir une majorité de militants conscients, politiquement formés, que de posséder, dans un maximum de secteurs, un maximum d'adhérents qui se fassent, bon an, mal an, les relais de l'influence générale du parti. L'étendue de l'organisation compte plus que la compréhension de l'orientation (13). A l'intérieur même du parti, des militants évoquent la social-démocratie pour qualifier ces pratiques.

Du côté des entreprises, la situation est plus claire encore. Le PCF entend exercer un monopole. La CGT demeure, bien entendu, les événements récents l'ont démontré, associée étroitement à sa stratégie. Mais elle n'est plus au temps de l'unanimité, que troublaient à peine de temps à autre les rares interventions aux congrès d'opposants de droite ou de gauche. Les socialistes sont présents, à tous les niveaux et, même si leur nombre est restreint, ils ont un écho assez large lorsqu'ils réclament un peu plus de démocratie, un peu moins de suivisme à l'égard de la ligne communiste. De plus, la CGT doit une partie importante de sa force à sa position de confédération qui défend les intérêts économiques immédiats des salariés. Elle est contrainte, de ce fait, de maintenir l'apparence au moins de l'indépendance par rapport aux partis de gauche, surtout s'ils

(12) *C'est tout le sens de la campagne des Cahiers Vérité-espoir, bâtie, au début de 1977, sur le modèle des cahiers de doléance de 1789.*

(13) *Celle-ci est du ressort des cadres, c'est-à-dire des quelques trente mille responsables qui, du bureau de section à la fédération et aux services centraux, assurent la permanence de la politique du PCF. Ce sont eux qui expliquent ensuite à la base, complètent les informations données par la presse, les meetings et les rassemblements. Ce sont eux que, par exemple, on a réunis, département par département, au lendemain de la suspension des négociations.*

exercer le pouvoir. Le Parti communiste ne peut espérer faire passer ses propres mots d'ordre que par le biais de ses cellules d'entreprises. C'est pour cette raison qu'il met leur renforcement à l'ordre du jour et qu'il veut interdire aux révolutionnaires — la chose n'est pas nouvelle — mais aussi aux socialistes de s'exprimer dans les usines. Il faut qu'en cas de période difficile, sa voix seule ait un écho. En définitive, l'exigence, tant répétée, du droit de faire de la politique dans l'entreprise serait plus adéquatement formulée si le PCF exigeait la reconnaissance officielle de ses propres sections d'entreprise.

Mais, en définitive, n'est-ce pas là ce qu'il recherche pour l'avenir ? Son combat pour l'autogestion a de fières résonances, même s'il est récent. Il semble bien, en effet, que toute l'idéologie anti-étatiste, décentralisatrice, tous les éloges de la démocratie directe qui envahissent peu à peu la presse du parti peuvent être déchiffrés d'une manière très peu idyllique. Il ne s'agit moins de promouvoir une véritable démocratie à la base que de démultiplier les centres de décision à partir desquels il sera possible, demain, de faire obstacle aux décisions gouvernementales que l'on jugera défavorables. Un indice dans ce sens : l'obstination du PCF à demander l'élection des directeurs d'entreprise nationalisées par le personnel (ou ses délégués). Cette revendication, parfaitement justifiée en elle-même, ne pourrait avoir d'efficacité anti-étatique que si elle était un simple élément d'une réorganisation générale de l'économie sur la base du contrôle ouvrier. Sinon, elle apparaît comme un moyen de donner à la CGT, majoritaire aux élections syndicales, un contrôle administratif sur les unités de production nouvellement étatisées. De même, la reprise du mot d'ordre CFDT de comités d'atelier aboutit à créer des structures démocratiques de base. Mais, tant qu'ils ne sont pas coordonnés par branche, par région, à l'échelon national, ces organismes peuvent être, dans un premier temps, facilement contrôlés par les partis et syndicats les plus puissants sur le lieu du travail. Il est clair que le Parti communiste, avant d'opérer son tournant vers la « démocratie économique », a assimilé l'expérience italienne, qui a vu une récupération par les organisations majoritaires des structures de lutte nées pendant « l'automne chaud » (14).

Tout l'effort du PCF s'inscrit dans un plan d'ensemble que résume bien le document soumis aux différents syndicats à la fin de l'année dernière. La carte jouée est celle de l'autonomie des institutions locales et

(14) Cette constatation ne doit pas impliquer un rejet des formes nouvelles ainsi mises en avant. Elle signifie seulement que les comités d'atelier, parce qu'ils sont des cadres de lutte, peuvent permettre une affirmation de l'autonomie ouvrière. Mais ils ne peuvent jouer ce rôle automatiquement, sans combat en leur sein.

(15) Le PCF a donné officiellement pour consigne à ses élus locaux de ne pas répercuter les querelles de la gauche au niveau municipal. Il n'y est parvenu que partiellement. Mais

régionales (les communes, gérées démocratiquement (15) ; les assemblées départementales et régionales, élues au suffrage universel et débarrassées du préfet). Accompagnée d'une extension de l'aire d'influence de l'organisation, cette tentative peut permettre de donner au parti une base de départ, à l'intérieur même de l'Etat.

Car, en définitive, il ne s'agit pas d'autre chose. La récupération de l'idéologie autogestionnaire facilite la « main tendue » à la CFDT et au PSU et, par leur intermédiaire, au courant né des luttes depuis dix ans. Mais elle ouvre, au moins autant, la possibilité de compenser par une présence dans les institutions de base la détérioration, que l'on sait irrémédiable, du rapport des forces électoral avec le Parti socialiste. On retrouve ici le sectarisme.

Plus forte que les manœuvres...

Le jeu n'est pas sans danger, car on ne répète pas impunément, à longueur de journée, des thèmes « basistes » sans éveiller un écho. En cherchant à se renforcer, le Parti communiste français risque de consolider le courant de masse qui, depuis dix ans, est en quête d'une autre politique que celle des réformistes, une autre politique que la sienne par conséquent. Mais peut-il faire autrement, face à des contradictions qu'il ne maîtrise pas, parce qu'elles sont inscrites dans la situation même du pays ?

Le PCF sur son chemin de Damas ? On a vu jusqu'ici à quel point il fallait relativiser cette idée, puisqu'il s'agit d'abord de maintenir les positions du parti dans une conjoncture peu favorable. Mais l'adaptation est révélatrice : l'appareil, parce qu'il est appareil bureaucratique, ne maîtrise pas la situation. Il est obligé de tenir compte, selon ses propres règles de fonctionnement, de toutes les transformations qu'a subies le mouvement ouvrier depuis 1968. La révolte étudiante et la grève de masse n'ont sans doute pas ouvert immédiatement alors une véritable crise révolutionnaire. Mais leur effet, décuplé par l'extension des combats dans toute l'Europe, a bouleversé les conditions de la lutte prolétarienne, généralisé la détérioration des rapports sociaux, fait naître une nouvelle génération de militants ouvriers. Pour ceux qui dirigent maintenant les mouvements sociaux les plus importants, la méfiance à l'égard des directions en place est devenue normale. Certes, elle ne s'exprime pas encore nettement au niveau politique. La majorité croit encore que les élections sont le moyen indispensable pour briser le carcan de la

les dissensions les plus vives sont nées en général du refus des communistes de vote des augmentations d'impôt ou de se dissocier de grèves en cours, comme celle de Dubigeon à Nantes. S'ils ne s'étaient pas démarqués en de telles occasions, les conseillers du parti auraient perdu leur image de meilleurs défenseurs des plus pauvres.

domination bourgeoise (ou bien, elle n'est pas encore persuadée de la possibilité d'une voie révolutionnaire). Mais dans les luttes, elle veut faire prévaloir son droit à décider elle-même de la tactique à suivre. Elle est attachée, de plus en plus, à la démocratie ouvrière, notamment sous la forme des assemblées générales de grévistes. Elle n'est pas prête à renoncer à un ensemble de revendications anti-hiérarchiques. Elle vit à l'heure de Lip (16). Elle constitue un facteur important des luttes ouvrières, dont doivent tenir compte toutes les bureaucraties installées.

Celle du Parti communiste plus qu'une autre. Le PCF demeure en effet, de loin, le premier parti ouvrier de France, quand bien même il n'est pas le - parti - de - la - classe - ouvrière, cette expression mythique qu'il faut mettre en tirets pour mieux ponctuer les rêves désabusés de Georges Marchais et de ses pairs. A ce titre, il reflète forcément, de façon atténuée et déformée, les grands mouvements qui agitent cette classe. L'extrême mobilité de ses effectifs renforce encore cette influence. Il faut s'attarder sur ce point que l'on oublie souvent, à force de ne voir dans le PCF qu'un parti stalinien ou, dans le meilleur des cas, néo-stalinien, comme aime à l'écrire Annie Kriegel.

Stalinien, il l'est par son passé, par la formation de ses cadres, par les traces durables que l'un et l'autre ont laissé. Si l'on prend en considération les distances prises avec l'Union soviétique, le repliement sur l'intégration à la société française, il devient plus difficile de continuer à l'appeler ainsi, à moins de considérer que le stalinisme est une simple idéologie et non un rapport de soumission à la bureaucratie dirigeante en URSS. Mais lorsqu'on se tourne vers la base du parti, on doit abandonner ce qualificatif. Le PCF compte en 1978 environ 620 000 adhérents (le chiffre exact importe peu car les statistiques officielles, plus ou moins gonflées, portent sur le nombre de cartes délivrées, à la rigueur placées mais pas sur la quantité de participants effectifs à la vie du parti). Il perd, de l'aveu même des directions de l'organisation, environ 50 000 militants par an. Tout ceci fait qu'à l'heure actuelle, 60 à 70 % de ses membres ont adhéré depuis 1978, 40 % et probablement plus depuis la signature du Programme commun (1972).

Ces adhérents sont d'origines variées. Ils ont, le plus souvent, une formation politique à peine élémentaire et s'identifient sans mal à l'orientation qui a marqué leur adhésion, la voie pacifique et parlementaire vers le socialisme. Les débats hautement théoriques, comme peuvent les mener Althusser ou Balibar, les touchent peu. Mais, en même temps, ils

(16) Il n'y a pas d'autres raisons que l'existence de cette nouvelle avant-garde ouvrière, encore diffuse, qui explique l'engouement assez subi du PCF pour la CFDT. Engouement tel que Piaget et quelques autres ont eu les honneurs d'une photographie en première page de France-nouvelle, pour illustrer une table ronde très fraternelle. A la section CFDT de Lip, où l'on n'a aucune raison d'avoir la mémoire courte, on a dû sourire.

sont étrangers au passé du parti, hostiles au stalinisme. Et, qui plus est, ils sont sensibles à l'influence du milieu où ils agissent. Ils traduisent jusqu'au sein du parti les grands courants qui traversent le mouvement ouvrier. A des degrés variables, les prises de position qui sont celles de l'avant-garde de lutte de la classe ouvrière sont aussi les leurs. Le respect de la démocratie, la volonté anti-hiérarchique, plus généralement un anticapitalisme pratique font partie de leur patrimoine, encore qu'obscurcis par beaucoup de mystifications politiques. La direction du PCF est obligée de tenir compte de cet état de fait. Elle ne peut pas entraîner sa base dans n'importe quelle aventure droitiste. En particulier, elle ne peut pas se permettre de décevoir trop ouvertement les sentiments de classe qui font qu'en 1978, une majorité de militants communistes attendent de la politique de leur parti une transformation rapide de la condition de vie des masses et, pour les plus réfléchis d'entre eux, d'un gouvernement de gauche, l'ouverture d'une transition vers le socialisme. Ces sentiments, régulièrement renforcés par l'accentuation des tensions sociales dans toute l'Europe, ont plus d'impact que les confusions idéologiques avec lesquelles ils coexistent dans la cervelle des communistes de la base.

C'est dans ce contexte qu'il faut situer les divergences qui peuvent exister dans les cercles dirigeants du Parti communiste. Il n'en a pas été question jusqu'ici, bien que ce soit l'aspect dont la presse est la plus friande, parce que la façon dont peuvent réagir différemment, voire contradictoirement, un Marchais, un Laurent ou un Leroy est le produit d'une situation qu'ils ne maîtrisent qu'imparfaitement. La meilleure preuve en est la démocratie, très relative au demeurant, qui tend à s'intaurer dans le parti. Bien entendu, les courants n'ont pas le droit à l'existence et personne ne peut opposer une contre-orientation aux résolutions du bureau politique. Et la contestation se cantonne au niveau de la cellule, de la section et de la fédération, sans atteindre celui du congrès. Mais pourtant, l'hyper-centralisme est en train de mourir, ce qui est bien une démonstration de la crise du stalinisme français. Ça discute ferme partout, sans trop de respect pour les valeurs établies. Et les militants s'expriment à l'extérieur (voir les nombreuses lettres critiques qui sont parvenues au *Monde*) sans s'attirer jusqu'ici de foudres disciplinaires. Cette nouveauté, impensable il y a vingt ans, traduit un rapport des forces en cours d'évolution.

Pour le moment, la direction du PCF n'a pas la possibilité de contrôler la situation dans sa totalité. Chaque solution qu'elle envisage comporte des inconvénients graves. L'union mène à la perte d'influence du parti. Le renforcement de l'organisation implique une politique qui obère les chances de changement politique. A partir de ces constatations que tous peuvent faire, chacun est tenté de privilégier la solution qui lui semble la moins mauvaise, en fonction de son expérience ou des secteurs dans

lesquels il intervient. Plutôt que de personnaliser les options divergentes, sur la base de bruits et d'hypothèses, il est préférable de cerner les grands choix qui s'offrent à ceux qui ont la dure tâche de conduire le PCF vers un ailleurs incertain. Première tentative : accorder la priorité à l'union, sans laquelle le succès est hypothétique ; la conséquence de cette option est de transformer le Parti communiste français d'après le modèle italien, en un grand parti moderniste, responsable du devenir de la nation. Deuxième inclination : préserver aveuglément l'organisation, à n'importe quel prix, car elle fait la force et la spécificité du parti. Troisième penchant, au demeurant complémentaire du précédent : mettre en place un dispositif politique et pratique qui limite toute chance de débordement à la base dans le futur, au prix d'un radicalisme verbal assez poussé.

Mettez des noms — Paul Laurent, Georges Marchais, Roland Leroy — si vous le voulez derrière chaque « tendance ». Vous atteindrez peut-être une parcelle de vérité, mais une parcelle seulement. Car toutes les différenciations politiques se recoupent, dans le monde clos des dirigeants temporairement historiques, de rivalités de clans qui brouillent les données du problème. Le régime interne ne permet pas les affrontements clairs et le souci d'éviter les conflits, dangereux pour l'unanimité encore nécessaire en façade, amène des retournements subits. En tout état de cause, la politique officielle du PCF est la résultante d'influences contradictoires. Si, à la veille des élections, la victoire semble revenir à ceux qui privilégient la défense de l'appareil, au sens large du terme, rien ne prouve que de nouveaux tournants ne soient pas possibles au gré de l'évolution de la situation générale.

Rien ne prouve mieux que le Parti communiste français est impuissant à dégager une stratégie, qui lui est pourtant indispensable s'il veut maintenir ses possibilités d'action. Cette faiblesse fondamentale découle de l'étape actuelle de la crise des sociétés européennes. L'ébranlement des régimes est, dans plusieurs pays, trop profond pour que des solutions réformistes puissent être facilement mises en place. Mais la prise de conscience des travailleurs est encore insuffisante pour que la recomposition du mouvement ouvrier s'opère rapidement. Les partis réformistes dominants se renforcent même, mais ils ne maîtrisent pas la situation. Il en va ainsi en Italie, où Berlinguer doit admettre que sa base renâcle devant la course aux honneurs gouvernementaux. Il en va ainsi en France. Malgré les difficultés de l'heure, c'est le signe d'un approfondissement du processus révolutionnaire — qui connaîtra de nouveaux bonds en avant, si l'avant-garde sait agir intelligemment.

Les dernières années d'un règne

Avant de terminer cet article, qui visait à *analyser* la politique actuelle

du PCF, quelques conclusions, sous une forme volontairement schématique.

1 — *A court terme, un changement de la politique des communistes français est peu probable.* En fixant la barre à 25 % des suffrages (c'est-à-dire la majorité au sein de la gauche pour le PCF, Georges Marchais a peu de chances de réussir. S'il échoue, le désistement se fera peut-être quand même au second tour : les formulations qu'il a employées permettent un éventuel recul. Mais un accord sur le programme restera hypothétique.

2 — *Si la gauche obtient quand même la majorité, le PCF s'abstiendra selon toute probabilité de participer au gouvernement.* Il a pris trop d'engagements publics sur le programme qu'il déclarait indispensable pour pouvoir, sans inconvénients graves, se dédire. Dans la situation confuse qui régnerait alors (majorité parlementaire incertaine, pressions multiples de la droite, etc.) les communistes, tout en soutenant éventuellement les « mesures progressistes » du nouveau pouvoir, continueraient à lutter dans le pays pour imposer leurs solutions, à l'aide de mobilisations qu'ils tenteraient de contrôler au maximum. Ils chercheraient ainsi à approfondir la crise pour créer les conditions de leur participation au gouvernement dans les conditions qu'ils ont définies.

3 — *Le Parti communiste est décidé à mener très loin et très durement une offensive pour casser le PS.* Il a réalisé que tant que celui-ci apparaîtrait, avec Mitterrand, comme un candidat possible au pouvoir, lui-même se trouverait en état d'infériorité permanente. Jouant sur l'instabilité de la situation en Europe, il préfère à cette situation insupportable un échec en 1978, qu'il pense pouvoir compenser ultérieurement. Son objectif semble être d'obtenir une différenciation interne des socialistes, les uns retrouvant leur vocation droitnière traditionnelle, les autres acceptant avec le PC une alliance où ils ne seraient pas hégémoniques.

4 — *Cette tactique du pire est à la fois dangereuse et inefficace.* Dangereuse parce qu'elle constitue un manque-à-gagner immédiat pour le mouvement ouvrier qui pouvait, par-delà les élections, infliger des défaites à la classe dominante. Inefficace parce qu'il est illusoire de penser que de grandes manœuvres d'appareil peuvent infléchir durablement le cours des luttes ouvrières.

5 — *Face à l'insuccès éventuel de son orientation, le Parti communiste français connaîtrait de nouveaux remous internes.* Les courants favorables à une « social-démocratisation » accélérée de la politique et de l'organisation du parti seraient alors à même de marquer des points, aux dépens des « sectaires ». En fin de compte, le cours actuel du PCF ne remet pas en cause le sens de l'évolution qu'il suit depuis que, par le biais de l'eurocommunisme, il a cessé de se soumettre totalement à la stratégie soviétique. Il continue à aller dans le sens d'une adaptation grandissante à

la société française. L'actuelle ligne « dure » (lire sectaire), due à des contradictions bien déterminées au sein du mouvement ouvrier, montre simplement que la « social-démocratisation » est un processus complexe, qui n'est pas achevé.

6 — *Toute la politique actuelle des dirigeants aboutit, contre leur volonté, à accentuer les contradictions au sein du parti.* Il ne faut pas s'attendre à de grandes différenciations dans un avenir immédiat, car les militants, dont beaucoup ne sont pas en désaccord avec l'attaque contre les socialistes, se sentent investis de responsabilités quant à l'issue de l'impasse actuelle. Ce sont seulement le constat de l'échec de leur ligne officielle et le développement de luttes ouvrières importantes qui feront surgir massivement les questions qui commencent déjà à se poser.

7 — Ces interrogations, formulées imprécisément aujourd'hui, renvoient à un certain nombre de thèmes fondamentaux : a) la volonté de maintenir une véritable unité ouvrière (souvent confondue avec l'union à tout prix avec le PS) ; b) la nécessité de donner à l'unité une base de classe nette (ce qui peut être conçu dans une optique sectaire) ; c) la recherche des formes de démocratie de masse (comités et autres) qui permettent le contrôle par les travailleurs de leurs propres luttes et, demain, le contrôle de l'action du gouvernement ; d) l'insistance sur la démocratie interne au parti et la répudiation des pratiques stalinienne (pouvant aller jusqu'à l'exigence d'une certaine expression des courants). Le débat autour de ces thèmes s'amorce seulement. A l'heure actuelle, certains militants s'attachent à certaines idées seulement, que leur expérience leur a fait assimiler. D'autres défendent conjointement des positions en fait contradictoires. Une clarification devra s'opérer. Elle ne sera pas facile, compte tenu de la formation des militants et du régime intérieur du parti. Il n'en reste pas moins que tout tend à prouver que le PCF sera le lieu d'affrontements politiques intenses.

Cette ultime constatation permet de tempérer les conclusions négatives que l'on pourrait tirer de la situation présente. Les risques de démoralisation sont réels. Mais, d'autre part, l'instabilité politique du régime est telle qu'il est difficile de prévoir un recul prolongé de la combativité ouvrière. En même temps — et c'est peut-être le plus important — la direction du Parti communiste français est soumise à des contradictions dont l'aiguïsement est inévitable, même s'il ne doit pas être nécessairement rapide.

A terme, c'est l'hégémonie de cette direction bureaucratique qui peut être remise en cause.

C'est la bataille que nous devons mener. Donnons-nous en les moyens en sachant comprendre toute la nouveauté et toute la richesse de la situation.

Denis Berger

Les staliniens au secours de Giscard - Barre

Les trois mois qui se sont écoulés depuis le début de l'offensive lancée par le PCF contre le Parti socialiste ont permis de dissiper la fumée qui en obscurcissait le sens dans un premier temps : la multiplication des dénonciations du « virage à droite » du PS ne trompent plus personne et nul ne cherche plus dans les « divergences » apparentes entre PC et PS (SMIC, nationalisations, etc.) les raisons réelles de la rupture. A travers ces derniers avatars, et sans discontinuité quant au fond, le parti stalinien poursuit une même orientation qui a prit nom, il y a plus de quarante ans : le front populaire. Politique dont les deux aspects — collaboration politique avec la bourgeoisie, division des rangs ouvriers — prennent tour à tour plus ou moins de relief selon les diverses conjonctures mais restent indissociablement liés, au rvice du même objectif : la défense de l'ordre bourgeois contre la mobilisation révolutionnaire des masses.

Union de la gauche et front populaire

Lorsqu'en juin 1972 fut signé le Programme commun, il représentait l'aboutissement de la politique du PC qui, depuis 1965 déjà, souhaitait la signature d'un accord global avec le Parti socialiste et des représentants de partis bourgeois. Mais, c'est la grève générale de mai 1968 qui, en posant ouvertement la question du renversement de Gaulle et la venue

au pouvoir des partis ouvriers, a mis à nu l'absence de réponse des vieilles directions de la classe ouvrière. L'Union de la gauche ainsi constituée avait pour objectif de s'opposer à la montée impétueuse du mouvement des masses et de l'enfermer dans les limites de la collaboration avec la bourgeoisie, du soutien aux institutions en place et du maintien de l'économie du marché. En attestaient, dès cet instant, le contenu bourgeois du programme lui-même (notamment la défense des institutions de la V^e République) et la présence de quelques notables radicaux. Ces derniers ne représentaient certes pas grand-chose, et l'essentiel de l'appareil politique de la bourgeoisie espérait encore pouvoir trouver une issue à la crise politique sans avoir recours au soutien gouvernemental direct des directions ouvrières traîtres. Comme les républicains de gauche dans le Front populaire espagnol, ces radicaux « ne représentaient rien en dehors d'eux-mêmes ». Mais comme eux, ils étaient et restent appelés à « jouer dans la révolution un rôle décisif. Comment ? Très simplement en tant qu'incarnation du principe de la révolution démocratique, c'est-à-dire de l'inviolabilité de la propriété privée » (L. Trotsky, « Leçons d'Espagne, dernier avertissement »).

Dans toutes les luttes de la classe ouvrière, de la jeunesse, des femmes, etc., dans les années qui suivirent la signature de l'accord, sociaux-démocrates et staliniens se sont employés à s'opposer à toute centralisation du combat pour les revendications, qui aurait été indissociable d'un combat contre le gouvernement. A cette aspiration élémentaire des masses en mouvement, ils opposaient la perspective de la victoire électorale de l'Union de la gauche. Ne trouvant pas, du fait de la politique des directions traîtres, d'issue positive sur le terrain de la lutte revendicative, les masses ont partiellement reporté l'expression de leurs aspirations à la centralisation de leur combat et au changement sur le terrain électoral : à chaque occasion, les travailleurs votèrent de plus en plus massivement pour leurs partis ; à chaque fois, staliniens et sociaux-démocrates refusèrent de les suivre et d'engager la lutte pour le gouvernement. Ceci fut particulièrement net dès le lendemain des présidentielles de 1974 et des cantonales de 1976 qui consacrèrent l'effondrement électoral de l'UDR et la poussée des partis ouvriers face à la « majorité présidentielle ». En s'opposant notamment à la lutte pour la dissolution de l'Assemblée nationale après de telles démonstrations électorales de leur force et face au lancement du plan Barre, PS et PC manifestaient déjà leur volonté de tout tenter pour maintenir jusqu'au terme de son mandat la « majorité » parlementaire, alors que les plus pessimistes des commentateurs bourgeois jugeaient inévitable le recours aux élections anticipées. Dans ce pronostic, ces derniers oubliaient d'inclure le rôle de soutien actif à Giscard que n'a pas manqué de remplir la politique des partis de l'Union de la gauche durant cette période.

La décomposition de la V^e République

En dépit de cette « victoire » pour les sociaux-démocrates et les staliniens, le mouvement profond de la classe ouvrière n'a cessé de progresser durant ces dernières années et s'est traduit par les progrès électoraux des deux partis ouvriers et par l'accélération du processus de décomposition du système de domination politique.

Depuis l'accession de Giscard à la présidence, ce processus s'est transformé en une crise ouverte. La paralysie du gouvernement s'illustre par le bilan du plan Barre : du point de vue de la bourgeoisie, celui-ci n'a porté ses fruits que dans un seul domaine, le blocage du pouvoir d'achat, c'est-à-dire celui de ses objectifs dont la réalisation reposait le plus directement sur la passivité des directions syndicales à son égard et sur leur refus d'engager le combat conséquent qui, à coup sûr, l'eût fait échouer. Pour le reste, les résultats seraient même, selon le très prudent *Monde* plutôt « moroses ». Brutale attaque contre le niveau de vie et l'emploi des travailleurs, la politique d'austérité n'a pas pour autant réussi à véritablement restaurer les conditions de rentabilité et la compétitivité du capital français ; en témoignent la persistance du rythme de l'inflation et des difficultés monétaires et commerciales extérieures.

Sur le plan politique, le conflit entre les diverses composantes de l'ex-majorité présidentielle ne cesse de s'approfondir. Conflit sur le mode de préservation des institutions bonapartistes, mais surtout conflit sur la façon de s'opposer à la crise révolutionnaire qui vient. En effet, face à la montée ouvrière, Giscard, conscient de son incapacité à prendre pleinement la succession du bonaparte, espère utiliser la fonction présidentielle pour s'émanciper de sa dépendance vis-à-vis de l'UDR et redonner au pouvoir une nouvelle assise parlementaire, si possible ouverte au PS. Chirac tire le bilan de faillite de cette tentative ; il prétend alors restaurer l'appareil gaulliste dans son rôle de pivot politique, quitte à remettre en cause l'orientation et l'autorité du président. Cette tentative s'inscrit dans une perspective de confrontation globale avec les organisations ouvrières. Mais ces projets respectifs de Giscard et de Chirac sont, dans la situation présente, tous deux aussi impraticables et cela pour la même raison : leur commune impossibilité, en l'état actuel du rapport de forces entre les classes, de se dégager de leur dépendance politique et institutionnelle, à l'égard du carcan du régime bonapartiste en décomposition. En revanche, les tentatives rivales de Giscard et de Chirac contribuent à approfondir la crise d'ensemble en affaiblissant, tour à tour, les deux piliers principaux du régime : l'UDR et l'institution présidentielle. C'est cette complémentarité négative des effets de leur politique — et non un machiavélique partage des rôles — qui, face à l'échéance électorale, contraint les deux leaders rivaux de la « majorité » à atténuer provisoirement

rement l'expression de leurs divergences. Néanmoins le conflit, loin d'être surmonté, se traduit encore, même au plan électoral, par l'impossibilité de réaliser un accord global pour le premier tour entre les partis qui participent au gouvernement (des élections « primaires » sont ainsi prévues dans plus des quatre cinquièmes des circonscriptions) et par l'hostilité militante du chef du RPR aux projets présidentiels pour l'après-mars 1978. Au lendemain même du discours où Giscard, chaleureusement appuyé par les centristes et les radicaux, lance un appel explicite à l'entrée des socialistes au gouvernement, le maire de Paris s'empresse de préciser : « *Le Parti socialiste n'a jamais été aussi peu qu'aujourd'hui un parti de gouvernement (...) Unie ou séparée, l'opposition socialiste ou communiste présente toujours les mêmes dangers.* » Et pour ceux qui n'auraient pas saisi le sens de son attaque directe contre le chef de l'Etat, il ajoute : « *Le parti que conduit M. Mitterrand est le parti de l'irresponsabilité.* »

Les trois mois de division entre les partis ouvriers ont finalement peu profité à la bourgeoisie. Soisson, secrétaire général du PR, le reconnaît en affirmant, dans les derniers jours de l'année : « *La majorité n'a pas su tirer les conséquences de la division de l'opposition, elle n'a pas su se regrouper et s'affirmer comme une force porteuse d'espoir (...). A la division de l'opposition répond, hélas, en province la dispersion de la majorité.* »

Rien ne justifie la restriction « provinciale » de Soisson : le 17 décembre, un sondage accordait 47 % des « intentions de vote » à l'émajorité, soit sensiblement le même score qu'au début de la campagne de division du PCF ; cette tendance est rigoureusement confirmée lors du « test national » qu'a constitué l'élection cantonale de Strasbourg. La conviction profonde que l'aide fournie par la politique de l'appareil stalinien ne suffira pas à empêcher l'ouverture de la phase finale de la crise de la V^e République. Au point que certains, non contents d'espérer la collaboration gouvernementale du Parti socialiste, en appellent ouvertement à la défaite de la « majorité » à laquelle elles appartiennent. Tel le Parti radical, par la bouche de Servan-Schreiber, le 18 décembre : « *Notre objectif est clair et net. Je récusé, avec l'appui du Parti radical, l'unité de la majorité, car nous ne voulons pas que la majorité parlementaire sortante soit reconduite.* » Dernière image d'un régime qui se sait au bord de l'abîme...

Les staliniens tentent d'organiser la défaite des partis ouvriers

La politique récente du PCF intervient dans ce contexte de crise

aggravée du régime, dont la prochaine échéance électorale pourrait ouvrir la phase finale. A l'issue de la conférence nationale du 8 janvier, les interprétations les plus communément admises en ce qui concerne les fondements et les objectifs de cette politique ont trouvé la preuve définitive de leur inadéquation : comment parler encore d'une « polémique » bien contrôlée préparant une réconciliation de dernière heure entre des partenaires « condamnés à s'entendre » ? Comment, surtout, continuer à prétendre que l'objectif fondamental du PCF serait de s'assurer, dans la perspective d'un futur « gouvernement de gauche », la garantie de positions accrues dans l'appareil politique ou dans le secteur nationalisé ?

Paradoxalement, le CERES, pourtant proche en général de la position de l'appareil stalinien, a mieux pressenti l'enjeu fondamental de la campagne du PCF : « *La décision de rompre l'accord sur le Programme commun au moment le plus grave de la crise économique n'ouvre, si elle était durablement maintenue, au PC que la voie italienne.* » (Didier Motchane, *Repères*, octobre 1977).

En effet. A condition de prendre l'hypothèse de la « voie italienne » dans une acception suffisamment large (on pourrait aussi bien parler de voie « espagnole »), la condition de comprendre qu'elle s'inscrit, elle aussi, dans le cadre général toujours maintenu de l'orientation front-populiste. Le parti stalinien a en fait brutalement réajusté les formes d'application de cette orientation à l'étape actuelle de la crise française. Pendant des années, conjointement avec les sociaux-démocrates et les directions syndicales, il avait différé tant la centralisation des luttes revendicatives que la confrontation politique avec le gouvernement en place, au nom de la future accession au gouvernement de l'Union de la gauche. A la veille de l'échéance décisive, il décide de tout faire pour éviter que soit clairement sanctionnée en termes parlementaires la majorité électorale existant en faveur des partis ouvriers. C'est qu'il est conscient qu'une telle victoire politique ouvrirait une situation de nature à précipiter le rythme de la crise de la V^e République, sans que tous les gages contre-révolutionnaires donnés à la bourgeoisie à travers la constitution du gouvernement d'Union de la gauche (par radicaux et gaullistes, Giscard et Programme commun interposés...) soient nécessairement suffisants pour maîtriser une telle déstabilisation sociale et politique.

Aussi active soit-elle d'ici les élections, une telle politique n'a guère de chances de renverser le sens du mouvement de fond par lequel les masses s'apprentent à apporter majoritairement leurs voix aux partis ouvriers. Elle peut en revanche semer suffisamment d'éléments de désorientation et de méfiance mutuelle pour affaiblir le report des voix entre partis ouvriers et ce d'autant plus que le PCF entend se conserver jusqu'au bout la possibilité de ne pas appeler lui-même au désistement au second tour. Cette attitude revient clairement à tout faire pour empêcher

le renversement de l'actuelle majorité parlementaire. D'ailleurs, Marchais ne craint pas de déclarer que si la victoire n'est pas pour 1978 (c'est-à-dire si Giscard-Barre et leur politique l'emportent...), « *ce sera pour le prochain coup* ». Le PCF se refuse « à servir de marchepied au PS ». *L'Humanité* affirme que « *peu importe la victoire électorale* », si ce n'est pas « *pour changer la vie* ». Ces rodomontades n'auront servi qu'à préparer la décision finale de la conférence nationale de janvier : le refus de s'engager, immédiatement et sans condition, pour le désistement en faveur du candidat ouvrier le mieux placé. Le choix est clair : une tentative délibérée pour organiser la défaite électorale, envers et contre toutes les aspirations des masses.

Ce faisant, le PCF n'hésite pas à prendre le risque d'un recul de son audience électorale propre, d'apparaître ouvertement comme l'organisateur de la division ouvrière, de subir de graves difficultés vis-à-vis d'une partie de sa base. C'est le prix à payer pour tenter, une nouvelle fois, de différer l'ouverture de la phase décisive de la crise politique. Le recul infligé à la classe ouvrière, lors de cette échéance électorale de son combat d'ensemble, ne saurait cependant suffire à clore la période d'instabilité politique ouverte il y a dix ans. Après les élections et quelle qu'en soit l'issue parlementaire, la crise politique ne peut que continuer à s'approfondir, sur l'arrière-fond d'un déséquilibre durable des rapports entre les classes. La politique présente du PCF, qui couvre la division ouvrière de la phrase la plus « sectaire », a alors toutes chances de déboucher sur une orientation de tonalité apparemment bien différente : les sempiternelles proclamations de « combativité » (« *poursuivre la lutte contre l'austérité* », etc.) ne couvriront que bien mal ce que sera l'indispensable mise en avant, au plan politique, des formules les plus ouvertes de collaboration de classes : formules gouvernementales, et surtout extra-gouvernementales, de front populaire ou d'union nationale, dont les actuels PCP, PCI ou PCE illustrent la variété et la souplesse d'adaptation aux étapes successives de la crise politique. Les lois de l'histoire sont néanmoins plus fortes que les appareils : les rapports actuellement établis entre les classes — et cela tant que la mobilisation présente des masses n'aura pas été épuisée par une confrontation politique décisive — ne peuvent donner qu'un caractère profondément instable à toutes ces combinaisons contre-révolutionnaires.

La politique actuelle du PCF comme ses lendemains probables ne peuvent être compris sans prendre en compte les déterminations propres à un parti stalinien. Celles-ci ne sont pas identiques à celles d'une organisation sociale-démocrate qui, directement lié à son propre Etat impérialiste, a un besoin absolu pour survivre et jouer son rôle propre dans la contre-révolution de se doter des positions parlementaires et gestionnaires les plus solides possibles. Un PC ne néglige pas de telles positions,

bien au contraire (et celles-ci tendent même à constituer une nouvelle base sociale objective de la politique contre-révolutionnaire et chauvine des partis staliniens). Mais de telles positions ne représentent pour ces derniers ni le fondement premier ni l'instrument principal de leur politique conservatrice. Celle-ci n'est pas dissociable des liens historiques, sociaux, politiques, qui rattachent les divers partis staliniens nationaux à la défense des intérêts parasitaires de la bureaucratie soviétique et, en conséquence, à celle de l'ordre social en place à l'échelle mondiale. Cette mission réactionnaire des divers partis staliniens — dont la mise sur pied de fronts populaires constitue la « dernière ressource face à la révolution » — doit, bien évidemment, s'appliquer pays par pays, ce qui implique une nécessaire adaptation aux conditions nationales et aux formes particulières prises par la crise de domination politique de chaque bourgeoisie. Ceci a deux conséquences. La première est que les contradictions croissantes auxquelles est soumis l'appareil bureaucratique international face à la nouvelle montée de la révolution — à l'Ouest mais aussi à l'Est... — épousent, pour une large part, des lignes de fracture nationales (telle est la base objective des phénomènes communément décrits comme « eurocommunistes »). Cette tendance à la dislocation bureaucratique de l'appareil stalinien ne contredit cependant pas, bien au contraire, le caractère convergent de la politique contre-révolutionnaire mise en œuvre par chacune de ses composantes nationales. A cet égard, point n'est besoin, pour saisir la dimension et les enjeux internationaux, de la politique actuelle du PCF, d'invoquer une mystérieuse « main de Moscou ». Il suffit de constater la puissante et objective convergence d'intérêts qui lie la prolongation du *statut quo* en France aux exigences de la détente en Europe telles que tente de les codifier le dispositif contre-révolutionnaire scellé entre bureaucratie et impérialisme à Helsinki et à Belgrade.

Il faut également constater qu'en pleine campagne de division, les dirigeants soviétiques, recevant M. Barre, ont exprimé le souhait que celui-ci dirige en personne la délégation gouvernementale qui doit se rendre à Moscou fin 1978 ; tandis que, selon *le Monde*, un « important officiel soviétique » aurait déclaré à propos de la situation en France :

« Pour gagner les élections, communistes et socialistes ont fait des promesses et des promesses. Mais s'ils remportent la partie, qui les tiendra ? Les gens perdront vite leurs illusions et la gauche ses électeurs. On ne peut pas faire de tels changements en douceur (1). »

(1) Il est à noter que Giscard sait apprécier le service ainsi rendu. C'est pourquoi dans une interview télévisée du 14 décembre, il n'a eu de cesse de réaffirmer le droit de l'URSS à être partie prenante du règlement du conflit du Moyen-Orient, critiquant ouvertement l'orientation présente de l'impérialisme américain : « Il ne faut pas essayer d'oublier dans cette affaire l'influence et le rôle de l'Union soviétique (...). Il n'y aura pas de garanties si

Par ailleurs, du point de vue des impératifs fondamentaux de leur mission de défense du *statu quo* social et international, « électoralisme » et conquêtes de positions dans l'appareil d'Etat ne représentent pas les objectifs finaux et principaux des partis staliniens. Ainsi, leur propre accès à des responsabilités gouvernementales, loin d'être recherché comme un but en soi, à tout prix et à tout moment, ne représente pour eux qu'un ultime recours ; il n'en est fait effectivement usage qu'après que la lutte des classes ait épuisé l'efficacité de toutes les autres combinaisons de soutien aux forces politiques bourgeoises, que dans la mesure où l'acuité de la crise politique rend inévitable la poursuite de la collaboration de classes au niveau de l'exercice direct des responsabilités gouvernementales. En revanche, tant que cela leur reste encore possible, les partis staliniens emploient toute leur énergie à mettre en place les formules les plus diverses (abstention, pactes divers, soutien sans participation, etc.) pour organiser la survie des formes en place de la domination politique bourgeoise et tenter ainsi d'éviter, ou au moins de différer, la déstabilisation politique. Quitte à payer une telle attitude d'un grave préjudice pour leurs intérêts électoraux propres (Pato au Portugal, le PCI en 1976, etc.) ou même de leur degré de contrôle sur le mouvement revendicatif (le recul relatif de l'influence des Commissions ouvrières depuis le pacte de la Moncloa, la résistance ouvrière à la politique actuelle du PCI, etc.).

Le PS, cible principale du PCF

La recherche par le parti stalinien, dans sa volonté de différer l'ouverture de la crise politique décisive, de formes d'application de sa politique front-populiste qui diffère encore l'accès au gouvernement des partis ouvriers se heurte en France aujourd'hui à un obstacle majeur : l'existence d'un puissant parti social-démocrate et ses intérêts politiques immédiats. C'est ce que note D. Motchane dans son article déjà cité : la voie italienne est « un choix qui implique la destruction du parti d'Epinyay ».

La direction social-démocrate partage avec l'appareil stalinien les responsabilités de la contre-révolution. Le PS s'est développé au cours de la période récente jusqu'à occuper la place de parti ouvrier le plus puissant électoralement. Cet essor n'est pas dissociable du fait que le PS s'est associé dès l'origine à la politique « d'Union de la gauche » dans laquelle il a joué un rôle particulièrement actif, en tant que représentant

si n'y participent pas l'ensemble des puissances susceptibles de modifier l'équilibre au Proche-Orient. Parmi ces puissances, figure évidemment l'Union soviétique. »

politique direct de l'impérialisme dans les rangs ouvriers. C'est ce même rôle que la direction du PS continue à jouer dans la période actuelle et qu'illustre la rencontre Mitterrand-Carter ou l'accord de répartition abandonnant trente-cinq circonscriptions au MRG pour garantir à ce « demi-cadavre politique » de la bourgeoisie les moyens parlementaires de jouer son rôle dans toutes les combinaisons éventuelles de la collaboration de classes. Tout entier engagé dans la politique d'Union de la gauche, le PS est aussi fermement opposé que le PCF à la réalisation du front unique ouvrier. Les intérêts bureaucratiques propres du PS en tant qu'organisation social-démocrate lui assignent cependant une place particulière dans la crise récente. Cible d'une campagne acharnée du PCF — qui au-delà du prétendu « débat programmatique » mettait en fait en cause sa nature d'organisation ouvrière — le PS devait se refuser à élargir le fossé politique que les staliniens s'emploient à creuser chaque jour un peu plus entre les deux partis ouvriers.

Il y a, à cela, une raison simple : à l'inverse du PC dont le souci dominant est de tenter d'éviter que ne se pose la question gouvernementale, le PS joue tous les acquis de son récent essor, dans la défense d'une « Union de la gauche » se portant candidate immédiate à l'exercice du gouvernement. La direction social-démocrate, en effet, a réaffirmé tout au long de la campagne du PCF son intention de chasser Barre (en conservant Giscard) et d'accéder au gouvernement dans le cadre de l'Union de la gauche, en compagnie du PCF. La veille de Noël, Mitterrand le répétait encore : « *Les Français ne veulent plus de cette majorité, de ce gouvernement, de cette politique (...). Le Parti socialiste est un parti de gouvernement et entend gouverner, si les Français le veulent. Quant à prétendre que je songe à un gouvernement homogène type Soarès... Pardon ! Ce sont des « imaginations » comme on dit à la campagne.* »

De même, quelques jours avant la conférence nationale du PCF, Mitterrand devait réaffirmer le PS comme « parti de gouvernement », partisan de l'accès immédiat au pouvoir d'un gouvernement de l'Union de la gauche.

Le PS, jusqu'aux élections, ne peut se permettre d'avoir une autre attitude. Lieutenant de la bourgeoisie dans la classe ouvrière, le PS ne s'est reconstruit que pour accéder au gouvernement et y accomplir la tâche que la bourgeoisie ne peut plus remplir par le biais de ses seuls appareils et de ses seules institutions : résoudre la crise du système de domination politique du capital. Pour ce faire, il a été tenu de s'inscrire dans le cadre de l'alliance front-populiste des staliniens, et c'est à ce prix qu'il a effectué son formidable redressement, notamment sur le plan électoral. Accepter aujourd'hui la rupture avec le PCF, c'est risquer en même temps un retour à la marginalité d'antan, un échec sur le plan

électoral et, dans l'hypothèse inverse, une incapacité de sa part à enrayer seul la vague révolutionnaire qui s'annonce. C'est pourquoi il maintient fermement son désir de voir se reconstituer l'Union de la gauche et ne manque aucune occasion de s'engager unilatéralement à se désister en faveur du « candidat de gauche le mieux placé » pour le second tour.

C'est pourquoi également le PS, au moins d'ici l'épreuve électorale, ne peut avancer la perspective d'un gouvernement socialiste homogène qui prétendrait d'emblée assumer seul la responsabilité gouvernementale de la contre-révolution (même si une fraction de l'appareil, autour de Defferre, se charge dès aujourd'hui d'évoquer cette éventualité ; même si dans la situation parlementaire confuse qui peut sortir des élections le PS peut être amené à participer, sur les ruines de l'ex-Union de la gauche, aux combinaisons politiques les plus diverses).

C'est donc en tant qu'obstacle à la forme immédiate de son orientation générale que le PS est l'objet d'une campagne d'une rare violence de la part de l'appareil stalinien. D'où les attaques qui, du « glissement à droite », en sont rapidement venues à une assimilation PS-Giscard et, finalement, à une négation du caractère *ouvrier* du parti socialiste.

Arrivée à un tel stade, ladite « polémique » ne laisse plus aucun doute sur ce qui constitue son réel enjeu. Il devient clair que l'attaque lancée par le PCF ne porte en aucune manière sur le « programme » (les directions du PC et du PS n'étant, en fait, séparées par rien de sérieux sur le terrain du « Programme commun », programme bourgeois de défense de la V^e République, qu'elles soutiennent, toutes deux, depuis des années). Il est non moins évident que la politique du PCF n'est pas dirigée fondamentalement contre la politique de l'Union de la gauche en tant que telle (puisqu'aussi bien, le PCF n'a jamais dénoncé ce qui en constitue le noyau front-populiste : le principe de l'alliance avec les partis bourgeois ; l'engagement à défendre, en toutes hypothèses, la Constitution de 1958, la légitimité présidentielle de Giscard, les outils de la défense nationale). L'enjeu véritable (auquel le PCF sacrifie la perspective d'un gouvernement d'Union de la gauche) est d'éviter la précipitation de la crise politique qu'induirait la victoire parlementaire des partis ouvriers. La conséquence majeure de cette politique, du point de vue des intérêts de la classe ouvrière, n'est cependant pas « la crise de l'Union de la gauche » (une coalition qui, en tout état de cause, avait un caractère à cent pour cent contre-révolutionnaire) mais bien que la politique stalinienne conduit à une division encore aggravée des rangs ouvriers face au gouvernement et au régime en place, à la création de nouveaux obstacles dans la voie de la réalisation de l'unité de combat du prolétariat.

Une telle politique n'est pas sans précédent. Sans remonter à la ligne criminelle du « social-fascisme » du Komintern de 1928-1933, comment ne pas rappeler la situation portugaise au printemps 1975 ? Moment

précis où le PCP, alors principal partenaire gouvernemental de la hiérarchie militaire et soutien le plus actif des projets anti-ouvriers et néo-corporatistes du MFA, s'est engagé dans une furieuse campagne de division des rangs ouvriers, niant les droits les plus élémentaires du PSP lors du 1^{er} mai ou de l'affaire du *Republica*, tentant de désigner aux masses le PS comme « l'ennemi principal » et niant ouvertement sa nature d'organisation ouvrière de masse. N'est-il pas éclairant de rappeler que cette offensive a immédiatement suivi un événement de première importance ? La victoire électorale écrasante des deux partis ouvriers à la Constituante, victoire dont il fallait pour le PCF nier, par tous les moyens, la portée, parce qu'elle posait de la façon la plus évidente l'exigence suivante : rompre tous les liens politiques de subordination au MFA ; se dégager des engagements du « pacte constitutionnel » qui ligotait la Constituante ; constituer sans plus tarder un gouvernement du PCP et du PSP sans représentants de partis bourgeois ou de la hiérarchie militaire.

Cette relation est d'ailleurs clairement établie par *l'Humanité* qui, à propos de la récente démission de Soarès, souligne ainsi, au-delà des divergences, l'unité profonde de la politique de l'appareil stalinien international : « *Dans un contexte certes bien différent, le reniement par les dirigeants socialistes des engagements contenus dans le programme commun de 1972 expose la France à de graves périls. La crise ouverte sur l'estuaire du Tage comporte des leçons à méditer sur les bords de la Seine.* »

L'heure n'est pas encore venue des barricades destinées à empêcher la liberté d'expression du Parti socialiste ; la menace en est cependant présente.

Municipalités et syndicats : la division assourdie ?

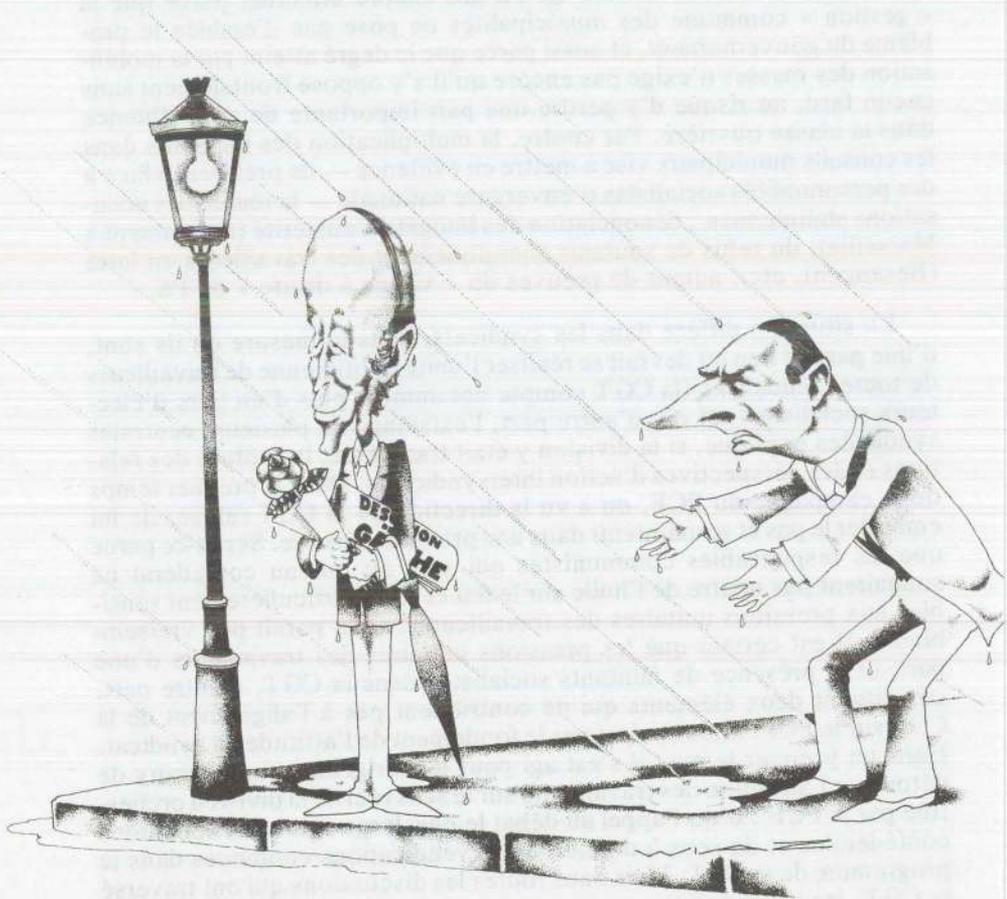
Il est un fait que, jusqu'à présent, l'appareil stalinien ne s'est pas employé à reproduire, sous la même forme et avec la même intensité, sa campagne contre le Parti socialiste en deux endroits où pourtant il côtoie ses militants : les conseils municipaux d'Union de la gauche et les syndicats. Ce fait, loin de constituer une atténuation de la politique de division, correspond aux exigences mêmes de celle-ci.

En effet, si l'on admet que le véritable objectif poursuivi par le PCF est de différer l'ouverture de la crise révolutionnaire, même au moyen de sa propre défaite électorale, on comprend que le conseil municipal ne constitue qu'un terrain médiocre pour atteindre ce but. Comme le soulignait le 8 octobre Marcel Rosette, membre du CC du PCF, devant l'Association nationale des élus communistes et républicains : « *Les élus*

communistes n'entendent pas transférer dans les assemblées élues les divergences entre les partis de gauche (...). Nous ne voulons pas que les divergences actuelles sur la question du changement de politique au niveau national provoquent des affrontements et créent des divisions dans les assemblées où nous avons des responsabilités dans la gestion des affaires publiques. »

Engager aujourd'hui un processus de rupture au sein des centaines de conseils municipaux d'Union de la gauche reviendrait, pour le PCF, à dévoiler publiquement l'objectif de division qui est le sien ; en remettant en cause la victoire électorale des partis ouvriers en mars 1977, il indiquerait à tous les travailleurs son intention explicite d'empêcher celle de mars 1978. Ce choix, le PCF ne l'a pas encore effectué, parce que la « gestion » commune des municipalités ne pose pas d'emblée le problème du gouvernement, et aussi parce que le degré atteint par la mobilisation des masses n'exige pas encore qu'il s'y oppose frontalement sans aucun fard, au risque d'y perdre une part importante de son influence dans la classe ouvrière. Par contre, la multiplication des incidents dans les conseils municipaux vise à mettre en évidence — de préférence face à des personnalités socialistes d'envergure nationale — la réalité des accusations stalinienne : dénonciation des budgets d'austérité (notamment à Marseille), du refus de soutenir énergiquement des travailleurs en lutte (Besançon), etc., autant de preuves du « virage à droite » du PS.

La situation diffère dans les syndicats, dans la mesure où ils sont, d'une part, le lien où devrait se réaliser l'unité quotidienne de travailleurs de toutes tendances (la CGT compte notamment plus d'un tiers d'électeurs socialistes), et où, d'autre part, l'existence de plusieurs centrales syndicales implique, si la division y était transférée, la rupture des relations et des perspectives d'action intersyndicales. Dans le premier temps de la campagne du PCF, on a vu la direction de la CGT refuser de lui emboîter le pas et se maintenir dans une prudente réserve. Serait-ce parce que les responsables communistes qui sont au bureau confédéral ne souhaitent pas mettre de l'huile sur le feu et sont particulièrement sensibles aux pressions unitaires des travailleurs ? Cela paraît peu vraisemblable. Il est certain que les pressions unitaires des travailleurs d'une part, et la présence de militants socialistes dans la CGT, d'autre part, constituent deux éléments qui ne contribuent pas à l'alignement de la CGT sur le PCF. Mais là n'est pas le fondement de l'attitude du syndicat. Dans un premier temps, il s'est agi pour les dirigeants confédéraux de détourner l'attention des travailleurs sur le sens réel de la division orchestrée par le PCF : d'où l'appel au débat le plus large autour des positions confédérales et du sens à donner aux revendications contenues dans le programme de la CGT. Mais dans toutes les discussions qui ont traversé la CGT, les bureaucrates ont constamment refusé d'aborder une ques-



tion, pourtant soulevée par de nombreux militants : comment forger l'unité des rangs ouvriers, comment réaliser l'unité du PC et du PS pour chasser Giscard et aller au gouvernement ? En se retranchant pour une fois derrière le souci d'indépendance du syndicat à l'égard des partis, en cantonnant le débat aux nationalisations et au SMIC, la direction confédérale poursuivait exactement le même objectif que le PCF : elle masquait la division à l'œuvre derrière le viol des prétendues divergences « programmatiques ».

Dans un deuxième temps, la campagne de division s'approfondissant, l'inquiétude des travailleurs quant à ses conséquences s'amplifiant, la CGT s'est jetée ouvertement aux côtés du PCF, dénonçant le manque de sérieux du PS dans les discussions bilatérales avec elle et soulignant sa profonde convergence avec le parti stalinien sur l'interprétation à donner à la portée des nationalisations. Pour ce faire, il a fallu deux mois de travail intense de la confédération, dans toutes les instances du syndicat, pour convaincre les militants syndicaux du PCF eux-mêmes du bien-fondé de l'orientation de leur direction. Car s'il est peu probable que Séguy ou Krasucki soient sensibles aux pressions unitaires de la base, il est réel en revanche — maints exemples l'ont montré — que les syndicalistes de base du PCF ont rencontré beaucoup de difficultés à traduire dans les entreprises la politique de division de leur parti. Mais, dans le même temps où elle décidait un alignement de fait du syndicat sur le PCF, la direction confédérale se devait d'indiquer aux travailleurs qu'une autre issue était ouverte pour la satisfaction des revendications : non plus la victoire de l'Union de la gauche, au nom de laquelle tous les mouvements étaient bradés auparavant, mais la lutte immédiate et dispersée sur le terrain des entreprises.

Combativité ouvrière. Division et tactique des luttes

L'ensemble des manœuvres auxquelles se prêtent les directions depuis des années pour empêcher toute lutte conséquente pour la satisfaction des revendications n'est pas parvenu à entamer le potentiel de résistance de la classe ouvrière et de la jeunesse. Bien au contraire, les travailleurs n'hésitent pas, malgré la division et l'intransigeance patronale et gouvernementale, à engager le combat contre la dégradation des conditions de travail (Michelin), contre les licenciements (Dubigeon), contre la répression antisyndicale (PTT-Créteil), etc. Dans les CET, le mois de décembre 1977 a été marqué par un mouvement puissant bien qu'inégal, qui s'est traduit par un début de centralisation, autour du comité de grève de Saint-Nazaire, autour de la grève du CET des Ecluses, dans la région parisienne.

Afin de dévier le mouvement naturel qui guide ces mouvements vers la centralisation du combat contre ce gouvernement, pour un gouvernement des partis ouvriers, l'appareil stalinien de la CGT a brusquement relancé l'idée que la victoire pour les revendications était immédiatement possible, sur le seul terrain des luttes sociales. Il s'est bien entendu gardé d'indiquer la voie réelle qui aurait permis cette victoire : centralisation du combat de la classe, extension, généralisation, unification des grèves, qui eut, à elle seule, comporté l'affrontement inéluctable avec la bourgeoisie et son gouvernement.

C'est donc de cette préoccupation (partagée avec la CFDT et la FEN) que sont nés la journée intersyndicale du 1^{er} décembre et les mouvements qui ont suivi à l'EGF. Le 1^{er} décembre, la direction de la CGT a organisé une nouvelle « journée d'action » pour tenter, une fois de plus, de détourner les masses de leur aspiration à renverser Giscard et Barre, et de voir leurs partis former un gouvernement. Ce faisant, elle relayait directement la politique du PCF qui, après avoir contraint les masses à placer tous leurs espoirs dans les élections, tente aujourd'hui de faire croire que « *peu importe le gouvernement, seules l'action et les luttes revendicatives paient* ».

Le caractère très inégal de la participation à cette journée de grève, l'aspect squelettique des cortèges syndicaux ont montré que les travailleurs n'étaient pas dupes de ce qui, sous l'enveloppe « unitaire », ne constituait qu'un appui, indirect mais réel, à la campagne de division. De même, les prétentions de la CGT et de la CFDT à enfermer la mobilisation des travailleurs de l'EGF dans le cadre de mouvements échelonnés, aussi inefficaces qu'impopulaires, se sont heurtées à l'opposition de nombreux travailleurs conscients que ces initiatives, loin de faire progresser la lutte pour la satisfaction des revendications, visaient finalement à l'entraver.

Uni ou divisé, le front populaire tend la main à la bourgeoisie

Incarnation du principe de l'inviolabilité de la propriété privée, les composantes bourgeoises de l'Union de la gauche sont appelées rappelons-le, à « *jouer un rôle décisif dans la révolution* ». Rien d'étonnant à ce que, l'échéance de l'ouverture en France de la crise révolutionnaire approchant, elles croissent en nombre, en prétention, en activité. Près de deux cent cinquante candidats radicaux de gauche, environ cent cinquante représentants des deux groupuscules gaullistes de gauche, c'est un total de plus de quatre cents des siens que la fraction de l'appareil

politique de la bourgeoisie qui a opté pour le front populaire met en avant. Les « fantômes » ont pris quelque consistance. Leur attitude différenciée à l'égard de la situation présente mérite des éclaircissements.

Rassemblement de généraux et de notables (ex-députés, ex-ministres) de la V^e République, la « quatrième composante » gaulliste de l'Union de la gauche a accédé, principalement grâce à l'appareil stalinien, à de très nombreux conseils municipaux en mars dernier. Son objectif est de mener « *une campagne active auprès de ceux des électeurs gaullistes qui restent encore dans la majorité ou qui n'entendent rejoindre la gauche qu'au sein de leur famille politique...* » (Déclaration de Charbonnel, président de la FRP, 20 décembre). C'est-à-dire de préserver, au sein de l'Union de la gauche, l'héritage des institutions bonapartistes. A cet effet, sa campagne visera à contester aux partis de l'ex-majorité leur filiation au bonaparte déchu. Cette orientation ne peut rencontrer d'écho que si elle s'appuie sur un front populaire réellement uni, d'autant que l'appui stalinien reste indispensable pour gonfler la baudruche gaulliste de gauche. Ce qui amène naturellement Charbonnel à se faire le chantre du retour à « l'union » : « *La FRP confirme qu'elle se sent profondément solidaire de l'ensemble de la gauche, sans privilégier, dans l'état actuel du débat qui la déchire, aucune de ses composantes, mais en formant le vœu pressant qu'elles reprennent le dialogue interrompu sans faire prévaloir le patriotisme de parti sur les intérêts des Français et de la France.* »

... De la France du capital et de l'invulnérabilité de la propriété, pourrait-on préciser, dont les intérêts exigent, si l'on en croit M. Charbonnel, la reconstitution au plus vite de la coalition de front populaire. D'autres débris de l'appareil du gaullisme en décomposition ne sont pas loin de rejoindre cette conception des « intérêts de la France ». Ainsi, les jobertistes et l'UJP, tous deux également bien représentés parmi les candidats aux élections, mènent-ils campagne contre Chirac, sans craindre de favoriser l'Union de la gauche. L'UJP va même jusqu'à rappeler au maire de Paris « *que M. Durafour a rencontré l'UJP lors des municipales et que bon nombre de députés giscardiens et chiraquiens vont la rencontrer lors des législatives* ». Si l'on se souvient que la « rencontre » de Saint-Etienne avait valu à Durafour de perdre la mairie au bénéfice d'une liste Union de la gauche menée par le stalinien Sanguedolce, il s'agit bien là d'un engagement explicite à préférer la victoire du front populaire à la reconduction de l'actuelle coalition gouvernementale.

D'une toute autre nature sont les débats qui agitent aujourd'hui le Mouvement des radicaux de gauche. Rassemblement étriqué de quelques banquiers et notables de la IV^e République conscients, dès 1972, que l'approfondissement de la crise politique et sociale ne laisserait d'autre issue à la bourgeoisie que d'appeler au gouvernement le PC et le PS, il a su

tirer bénéfice de sa place de première composante bourgeoise de l'Union de la gauche. En septembre 1977, R. Fabre rappelait fort à propos à G. Marchais la vocation de son parti de défenseur de la libre entreprise au sein de l'Union de la gauche. Présentant des candidats dans plus de la moitié des circonscriptions, il s'est vu céder par le PS trente-cinq circonscriptions sans concurrent socialiste. Pas plus que les gaullistes, le MRG ne peut, sous peine de perte sensible de son influence électorale, accepter ouvertement la division actuelle de l'Union de la gauche ; mais cela ne l'empêche pas de préparer les lendemains d'élection... Le dernier congrès de ce parti a montré la place charnière qu'occuperaient les radicaux de gauche dans trois mois, quelle que soit l'issue des élections. Majorité électorale au PC et au PS : il participe à un gouvernement avec le PS (avec la participation, ou au moins la neutralité bienveillante du PCF), y occupe d'importants postes ministériels et se charge de l'élargissement vers les radicaux valoisians, centristes, jobertistes, etc. Coalition gouvernementale reconduite : il est le point de passage obligatoire d'une politique d'ouverture au PS. Dans ce cadre, on comprend que d'importantes manœuvres soient déjà engagées pour permettre de réunifier les deux branches du parti radical, que peu de chose séparerait au lendemain des élections : car les radicaux valoisians auraient peu d'alternatives à l'appui et même à la participation à un gouvernement de front populaire (même avec le PC), tandis que, en cas de victoire chiraco-giscardienne, le MRG sera le point de passage obligé de toute tentative d'élargissement de la coalition gouvernementale. Dans tous les cas, ce groupuscule jouera un « rôle décisif ». Fabre ne l'a pas laissé oublier à Carter, en employant ces termes mêmes : ceux de Trotsky...

Au sein même des vieux partis, s'exprime l'aspiration à l'unité et à l'indépendance de classe

Nombreux sont les militants du PC et du PS qui refusent la division présente et cherchent confusément la voie du front unique ouvrier. Cette aspiration s'exprime dans des formes qui ne sont pas clairement dégagées des illusions créées par la politique des directions ouvrières vis-à-vis de ce qui, loin d'être une approximation du front unique, en est la négation politique : la politique front — populiste d'Union de la gauche, mais cela ne doit pas dissimuler le profond mouvement progressiste qui la porte.

Ainsi, les différenciations internes au PC ne remettent pas en cause ni la collaboration avec les partis bourgeois ni le cadre « théorique » général de l'Union du peuple de France ; il n'empêche que les centaines de militants qui se sont exprimés, dans leurs cellules et sections, pour que se forge l'unité avec le PS, pour que leur parti s'engage à se désister au

deuxième tour pour le candidat ouvrier le mieux placé, l'ont fait au nom d'arguments voisins de ceux invoqués par une militante parisienne au PCF, dans une tribune libre du *Monde*, à la mi-octobre : « *Les masses veulent aller de l'avant, les masses veulent la gauche au gouvernement, et celui des deux qui défaillera en route laissera la place au courant qui saura alors représenter à lui seul la tradition unitaire.* »

En se prononçant contre la division des rangs ouvriers, pour la victoire électorale et l'accession au gouvernement du PC et du PS, ces militants se heurtent frontalement au fondement même de la politique de leur direction ; ils expriment ainsi, de façon déformée, les inquiétudes et les aspirations de franges beaucoup plus importantes de travailleurs, organisés ou influencés par le parti stalinien.

Si l'aspiration à l'unité est également puissante au sein du Parti socialiste, on a vu qu'elle ne pouvait s'exprimer aussi directement contre la direction social-démocrate, dont les intérêts exigent qu'elle refuse la rupture du PCF et maintienne son objectif de former le gouvernement. Mais les indices se multiplient qui indiquent que, pour nombre de militants socialistes, l'aspiration au front unique ouvrier entre en conflit avec la collaboration avec la bourgeoisie à laquelle se prête leur direction. Ceci se traduit par la véritable mobilisation qui s'est emparée de nombreuses sections socialistes à qui leur direction cherche à imposer de s'effacer derrière un candidat radical de gauche. D'ores et déjà, c'est le cas en Charente-Maritime, dans le Tarn-et-Garonne, où la section socialiste de la seconde circonscription affirme dans le *Monde* : « *Depuis quinze ans que la circonscription est bradée aux notables MRG par les appareils parisiens, les militants et élus se déclarent las de ces pratiques et estiment qu'à un moment donné, il faut savoir dire : non, quinze ans, ça suffit.* »

C'est le cas également de la septième circonscription de la Loire où la section socialiste unanime s'oppose à l'effacement devant une candidature bourgeoise en des termes particulièrement explicites : « *Une telle candidature ruinerait le crédit du parti dans la circonscription ; alors qu'il a une très forte implantation dans le milieu ouvrier et syndical, soutenir un homme qui s'est opposé à plusieurs reprises aux organisations politiques et syndicales de gauche briserait notre implantation locale, entraînerait le départ de nombreux militants et hypothéquerait gravement notre développement ultérieur.* »

Ces prises de position au sein même des deux grands partis ne constituent que les prémisses, certes encourageants, de mouvements beaucoup plus profonds et massifs qui s'affirmeront à coup sûr avec vigueur, à un stade plus avancé de la crise politique. On ne saurait cependant les qualifier d'« opposition », en raison même de leur caractère confus, éclaté, contradictoire. Il ne faudrait cependant pas les confondre avec

diverses manœuvres qui, sous couvert d'« opposition », ne sont que l'expression d'intérêts divergents au sein des appareils bureaucratiques. Le combat mené par le CERES contre l'éventualité d'un gouvernement socialiste homogène, loin d'exprimer l'aspiration des travailleurs socialistes au front unique ouvrier, s'inscrit ainsi dans l'orientation front-populiste de ce courant, dont toute l'existence est alliée à l'Union de la gauche. De même, le texte publié dans « Politique-Hebdo », et rédigé par des cadres du PCF qui s'intitulent eux-mêmes « opposition de gauche », n'est en rien l'expression d'un mouvement progressiste au sein de l'appareil stalinien. Qu'il soit lourdement erroné en ce qui concerne la caractérisation d'une « double nature » du PCF et les liens avec l'URSS s'explique fort bien par la confusion inévitable de toute opposition naissante.

Mais qu'à propos de la situation politique présente — qui, rappelons-le, est à l'origine de son expression publique — ce courant écrit : « La cause principale de la rupture entre le Parti communiste et le Parti socialiste est la nature social-démocrate du Parti socialiste. La cause secondaire — et c'est là que se situe la responsabilité propre du PCF — se résume à deux aspects : premièrement l'absence d'analyse de la nature social-démocrate du PS, et deuxièmement l'absence de dynamique unitaire de masse organisée, l'absence de mots d'ordre pour la création de comités unitaires. »

Voilà qui éclaire sur sa fonction politique. Il s'agit ni plus ni moins d'une couverture de la politique de division du PCF, auquel cette fraction de l'appareil bureaucratique, probablement hostile aux accents « euro-communistes », reproche finalement de ne pas s'en être pris plus tôt, et avec plus de vigueur, au Parti socialiste. Ceux qui, avec un langage en apparence plus radical, dégagent la responsabilité de leur direction sur la question cruciale du moment : la division de la classe ouvrière, ne représentent, qu'une fausse opposition. Une « opposition » qui ne fait que surenchérir sur la politique de l'appareil en proposant, sous couvert d'orthodoxie, un retour conséquent à la politique suicidaire de la « troisième période ».

Les premiers balbutiements d'oppositions diversifiées au sein du PC et du PS constituent un indice de plus de la proximité des échéances décisives qui attendent la classe ouvrière. Demain, ces courants pourront influencer des milliers de travailleurs, mais ils n'aboutiront dans leur recherche de la voie du front unique ouvrier qu'en rompant avec les vieilles directions, en se tournant vers le programme de la IV^e Internationale. C'est à ce titre que les trotskystes ne peuvent qu'encourager de tels mouvements, en restant conscients que leur progression politique ne peut être que le fruit de leur seule maturation interne, et qu'elle dépend pour beaucoup des progrès réalisés dans la construction du parti révolutionnaire, de l'agitation incessante des trotskystes pour l'unité, l'indépen-

dance de la classe et de leur lutte pour le gouvernement ouvrier.

Celle-ci trouve des enjeux bien concrets à l'heure d'une échéance électorale qui peut ouvrir la phase finale de la crise de la V^e République. Contre le gouvernement en place, la politique d'austérité et les institutions réactionnaires d'un régime en décomposition ; contre la division des rangs ouvriers et la collaboration avec la bourgeoisie et tous ses « demi-cadavres politiques », contre « l'Union de la gauche » et toutes les autres variantes de la politique de front populaire. La lutte pour le front unique ouvrier se concentre conjoncturellement autour de quelques exigences politiques élémentaires adressées aux partis ouvriers qui, malgré la politique de leurs directions, conservent largement la confiance des masses : non à l'abandon des circonscriptions aux notables radicaux ; pour que le PC s'engage immédiatement et inconditionnellement au désistement de second tour pour le candidat ouvrier le mieux placé ; pour la victoire du PC et du PS ; pour que ces deux partis forment un gouvernement sans représentants des partis bourgeois, sans Giscard, dont les masses exigeront qu'ils satisfassent leurs revendications et rompent avec la Constitution de 1958.

Tel est aujourd'hui l'expression vivante, l'axe de combat, de la politique trotskyste.

8 janvier 1978
Daniel Seldjouk

Le PCF et les nationalisations

Introduction

Le PCF présente les « *nationalisations démocratiques* » comme la clé de voûte aussi bien du Programme commun que de son programme de « *démocratie avancée* ».

Associées à la « *démocratisation de l'Etat* », elles doivent permettre la mise en œuvre d'une « *nouvelle logique de développement* », et constituer une étape vers l'instauration d'un « *socialisme aux couleurs de la France* ».

Avant même, cependant, de préciser et de critiquer ces analyses, il est intéressant d'étudier les conceptions qu'a le PCF des entreprises nationalisées telles qu'elles fonctionnent aujourd'hui. Il existe, en effet, très clairement, des liens entre ces conceptions et les analyses du PCF concernant les entreprises nationalisées dans la France du Programme commun (ou de la démocratie avancée).

I. Le PCF et les entreprises nationalisées telles qu'elles fonctionnent aujourd'hui

1. Il faut être bien clair : pour nous, les nationalisations se situent dans le cadre plus général du développement des interventions économiques de l'Etat bourgeois et ne signifient en rien la suppression de l'exploitation capitaliste.

Ce sont les exigences de la socialisation croissante des forces productives qui ont conduit à un développement de plus en plus important du capital public, à travers précisément les entreprises publiques. « *L'Etat moderne, notait déjà Engels en 1880, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste : l'Etat des capitalistes, le capitalisme collectif en idée. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble (1).* »

C'est du capital (public) qui est mis en valeur dans les entreprises nationalisées. Le fait que les nationalisations aient pu, dans un certain nombre de cas, être obtenues essentiellement sous la pression des luttes ouvrières n'y change rien : en France, c'est dès 1945-1947 (et non après 1947 !) que c'est du capital qui est mis en valeur dans les entreprises nationalisées.

Ce capital reproduit les rapports capitalistes d'exploitation. Certes, les entreprises publiques ne recherchent pas, en toutes circonstances, le profit maximum à court terme : mais il n'en reste pas moins qu'elles n'échappent pas aux lois de l'accumulation du capital, et que leurs travailleurs n'échappent pas à l'exploitation capitaliste. Certes, les entreprises nationalisées sont utilisées par la bourgeoisie pour favoriser l'accumulation du grand capital privé et permettre le relèvement de son taux de profit. Mais, même s'il y a transfert de plus-value, il n'en demeure pas moins que la production de capital public se poursuit également, et même sur une échelle élargie. Le capital des entreprises nationalisées est, à cet égard, un capital qui, à la fois, cherche à se mettre en valeur et à servir les intérêts de la classe capitaliste, représentée par sa fraction hégémonique. C'est en tant que telles que les entreprises publiques sont soumises aux lois de la valorisation capitaliste, et non pas simplement parce qu'elles sont mises au service des monopoles.

2. Sur ce problème de la nature des entreprises nationalisées, la position du PCF est, pour le moins, ambiguë. Certes, souvent le PCF parle de

(1) F. Engels, *Anti-Dühring*, Editions sociales, p. 317-318. Souligné par nous.

capital public, et de non de simples moyens de production, de l'extraction de plus-value et de l'exploitation des travailleurs des entreprises publiques. C'est ainsi, par exemple, que le livre d'Henri Sègre et de son équipe sur les entreprises publiques consacre un chapitre entier à l'exploitation.

On notera d'ailleurs que ces affirmations, correctes, sont en contradiction avec l'idée, qui est au cœur de la théorie de la suraccumulation-dévalorisation du capital du PCF, selon laquelle les capitaux publics sont des capitaux « dévalorisés », en donnant à la dévalorisation le sens d'absence de mise en valeur. Boccara, en effet, explique que la dévalorisation est « strictement opposée au concept de valorisation », lui-même défini comme « la mise en valeur par la plus-value (2) ». On arrive, ainsi, à ce résultat absurde : les capitaux publics mis en valeur... ne sont pas mis en valeur par la plus-value !

Mais surtout, très souvent également, le PCF identifie rapports de production capitalistes et propriété privée. Certes, il existe, en ce domaine, des propos contradictoires. Mais la plupart du temps, l'assimilation est faite. Ainsi, par exemple, affirme-t-on que « la propriété privée des moyens de production définit le contenu général des rapports de classes (3) », que ce qui « constitue l'essentiel du système capitaliste (est) l'appropriation privée des moyens de production (4) », et cette dernière est « la base du rapport d'exploitation du travail par le capital (5) ».

Dès lors, même si le PCF parle de capital public et d'exploitation des travailleurs des entreprises publiques, la conclusion de son assimilation rapports de production capitalistes - appropriation privée et de son rattachement de la plus-value à l'existence de la propriété privée est de nier qu'il existe des rapports de production capitalistes et une exploitation dans ces mêmes entreprises.

Ainsi, puisque les nationalisations s'opposent à la propriété privée et que celle-ci constitue « l'essentiel du système capitaliste », il est logique d'en conclure que les nationalisations nient, même dans le cadre du capitalisme monopoliste d'Etat, l'essentiel du système capitaliste ! Et de fait, les auteurs du traité n'affirment-ils pas : « (...) Les nationalisations, même si elles furent ensuite détournées de leur objectif initial, n'en constituent pas moins une négation particulièrement évidente de ce qui constitue l'essentiel

(2) P. Boccara, *Etudes sur le CME, la crise et son issue*, Editions sociales, p. 298-299.

(3) *Traité marxiste d'économie politique, le capitalisme monopoliste d'Etat*, Editions sociales, t. 1, p. 200-201.

(4) *Ibid.*, t. 1, p. 68. Souligné par nous.

(5) L. Perceval, « Idéologie de masse, crise de la société, crise du capitalisme monopoliste d'Etat », *Cahiers du communisme*, juin 1975, p. 35.

du système capitaliste : l'appropriation privée des moyens de production (6). » De même, H. Sègre nous explique-t-il que les nationalisations, parce qu'elles « nient » l'appropriation privée, « montrent qu'on peut se passer des patrons (7) ». On ne comprend pas très bien, d'ailleurs, pourquoi, dans ces conditions, même Sègre nous parle « d'Etat patron » (8) !

Bref, dans les entreprises nationalisées, s'il n'y a ni « l'essentiel du système capitaliste », ni patrons..., c'est qu'il n'y a plus d'exploitation capitaliste !

Plus précisément, il semble que pour le PCF, d'ores et déjà et par nature, les entreprises publiques échapperaient aux lois de l'accumulation du capital. C'est d'ailleurs ce que confirme Boccara lorsqu'il explique qu'une « autre logique de développement (...) existe déjà, mais de façon antagonique, dans le capitalisme (9) ». Ainsi, ce serait uniquement parce que les entreprises publiques sont mises au service des monopoles, qu'elles seraient soumises aux lois de l'accumulation du capital et que leurs travailleurs seraient exploités. En tant que telles, par nature, il n'en serait pas ainsi.

Mais les théoriciens du PCF ne voient-ils donc pas que les entreprises publiques, dans le cadre de l'Etat bourgeois et du système capitaliste, sont soumises aux lois de la valorisation capitaliste, quel que soit le mode d'utilisation de la plus-value créée par leurs travailleurs ? Ne voient-ils donc pas que ce qui spécifie la situation des entreprises publiques, c'est d'être un capital qui, à la fois, cherche à se mettre en valeur et à servir les intérêts de la classe capitaliste (représentée par sa fraction hégémonique), un capital à la fois particulier et collectif (10) ? Ces « erreurs », d'ailleurs, doivent être reliées à une thèse beaucoup plus générale du PCF, selon laquelle l'Etat échapperait, pour certaines de ses fonctions, à toute détermination de classe, ce qui conduit à admettre, comme le souligne Balibar, « que les exploités et les exploités ont « aussi » certains intérêts historiques en commun (ceux de la collectivité nationale) par exemple) (...) (11). »

(6) *Traité...*, t. 1, p. 68. Souligné par nous.

(7) H. Sègre, « Autour de trois livres concernant les entreprises publiques », *Economie et Politique* n° 250, mai 1975, p. 103. Souligné par nous.

(8) H. Sègre, *les Entreprises publiques*, Editions sociales, p. 13.

(9) P. Boccara, « Inflation, chômage, ressources naturelles, automation. Les contradictions éclatent », *Economie et Politique*, n° 251-253, juin juillet-août 1975, p. 63.

(10) Cf. sur ce point, le livre de B. Théret, à paraître dans la collection de livres de *Critiques de l'économie politique*.

(11) E. Balibar, *Sur la dictature du prolétariat*, Maspero, p. 64.

3. Par ailleurs, le PCF insiste beaucoup sur ce qu'il appelle les aspects « positifs » des entreprises publiques, dans le cadre même du capitalisme monopoliste d'Etat (CME), du point de vue de leur « efficacité ».

Ce sont ces aspects « positifs » qui, selon lui, justifient qu'on se batte, dès maintenant, sans attendre un gouvernement d'Union de la gauche, pour des nationalisations.

Par « efficacité », il entend d'abord les garanties sociales obtenues par les travailleurs de ces entreprises. Il convient de préciser, d'ailleurs, que ces avantages ont été le fruit des luttes ouvrières et ne sont pas inhérents au capital public... qui serait alors censé moins rechercher l'exploitation que le capital privé.

Mais, l'efficacité et le « rôle positif » des entreprises nationalisées ne se limitent pas là. Selon le PCF, ils se situent également au niveau du « développement de l'économie nationale », du développement des techniques les plus avancées, de la productivité, des capacités d'exportation, etc. Le PCF ne se contente pas de décrire « l'efficacité » des entreprises nationalisées : il la glorifie, vante leur productivité, leur rôle dans le développement des exportations françaises, etc. Plus précisément, pour lui, dans le CME, du fait de la nature de classe de l'Etat et de leur utilisation au bénéfice des monopoles, il y a dans les entreprises nationalisées, à côté des aspects « positifs » (efficacité), des aspects « négatifs ». L'existence de ces deux aspects montre, nous explique-t-on, que les entreprises nationalisées sont « une réalité contradictoire » (12).

Mais malheureusement pour le PCF, la dialectique ne consiste pas à faire un tableau à deux colonnes, où l'on met d'un côté les « aspects positifs », et de l'autre les « aspects négatifs ». On ne peut vanter et glorifier l'efficacité et la productivité des entreprises nationalisées, en tant que telles, c'est-à-dire indépendamment des rapports de production capitalistes.

Vanter cette efficacité et cette productivité, c'est, en définitive, compte tenu de l'existence des rapports de production capitalistes, vanter le développement de l'accumulation du capitalisme et de l'exploitation des travailleurs.

Se féliciter de l'accroissement de la productivité en soi, à l'EDF ou chez Renault, c'est négliger (?) que cet accroissement signifie aussi celui de l'exploitation des travailleurs. Si on « l'oublie », on tombe alors dans la profonde erreur commise par H. Sègre, lorsqu'il explique (13) que dans les entreprises publiques, la hausse de la productivité est due, soit à l'exploitation accrue, soit à une meilleure prise en compte du progrès technique... ce qui sous-entend : sans accroissement de l'exploitation. Or, dans le

(12) H. Sègre, « Autour de trois livres... », article cité, p. 103.

(13) Cf. H. Sègre, *les entreprises publiques*, op. cit., p. 72.

système capitaliste, il n'est pas de développement du progrès technique sans celui de l'exploitation ; la hausse de la productivité ne peut être le fruit que de techniques conçues et développées pour les besoins de la mise en valeur du capital.

On notera enfin, sans y insister davantage ici :

a) Les liens entre les analyses du PCF et une thèse largement développée dans la littérature consacrée, en URSS, au CME : thèse selon laquelle, sous l'impact de la concurrence du « système socialiste », le capitalisme « choisit » de s'adapter et met en œuvre des changements, qui caractérisent précisément le CME, et qui ont des aspects « positifs » : le développement du progrès technique, les nationalisations qui limitent le pouvoir des monopoles et mettent en cause l'existence de la classe bourgeoise, changements qui « minent » progressivement le système capitaliste.

b) Les liens entre les analyses du PCF et celles qu'il développe sur le progrès technique, la science et le développement des forces productives, compris et posés comme des catégories propres, ayant un caractère progressiste par nature, et n'étant pas affectés, dans leur essence, par les rapports de production capitalistes ; analyses qui le conduisent, précisément, à se féliciter de la hausse de la productivité (qui serait « positive »), en critiquant l'exploitation (qui serait « négative »), sans voir que, dans le cadre de rapports de production capitalistes, les deux sont indissociables.

En définitive, la politique du PCF, surtout si l'on tient compte également de ses propositions de réorientation des investissements dans le secteur privé, se ramène à substituer à la perspective de la suppression du capital des propositions d'allocation différente du capital.

La façon dont il explique au gouvernement qu'il y va de « l'intérêt de la France » qu'il prenne des mesures favorisant le développement des productions et des techniques nationales, notamment dans le secteur public, revient à donner des conseils à la bourgeoisie pour qu'elle développe mieux et davantage l'accumulation du capital, et donc l'exploitation ; elle sème des illusions sur la logique du système capitaliste qui implique, précisément et nécessairement, exploitation et chômage. Se battre, par exemple, pour la garantie de l'emploi, pour le développement de l'embauche, etc. est, bien évidemment, une nécessité. Mais faire croire que de telles mesures correspondraient « aussi » à l'intérêt de « l'économie nationale »... c'est-à-dire à l'intérêt du capital (puisque le PCF raisonne ici dans le cadre du système capitaliste, et même dans celui du régime Giscard), est semer des illusions sur la nature du système capitaliste. A cet égard, précisons bien, sans pouvoir dans le cadre de cet article longuement le développer, que nous estimons qu'il faut être favorable à une bataille pour des nationalisations..., mais à certaines conditions, qui la différencient profondément de la nature et du sens des propositions du PCF :

1. La bataille pour les nationalisations doit concerner l'ensemble des

monopoles industriels, des banques et des grandes propriétés foncières, les entreprises « incapables » d'assurer la garantie de l'emploi, les entreprises pour lesquelles la majorité des travailleurs est favorable à la nationalisation.

2. Les nationalisations doivent se faire sans indemnité ni rachat : il doit donc s'agir d'une expropriation.

3. La bataille pour les nationalisations doit s'accompagner d'une bataille pour le contrôle ouvrier (sur les licenciements, les stocks, les conditions de travail, etc), puis, dans le cadre de l'Etat ouvrier, pour une réelle gestion ouvrière.

4. La bataille pour les nationalisations doit être un élément d'un programme d'ensemble de mobilisation des travailleurs, susceptible de conduire à la destruction de l'Etat capitaliste, c'est-à-dire à la prise du pouvoir par les travailleurs.

II. Le PCF et les « nationalisations démocratiques » du Programme commun

L'analyse du PCF de l'influence des « nationalisations démocratiques » sur la nature de l'économie française dans la France du Programme commun (ou de la « démocratie avancée ») révèle la plus grande confusion :

— tantôt, on affirme que l'on sera dans le cadre d'un « capitalisme d'Etat démocratique (14) » ;

— tantôt, on laisse entendre que l'on sera toujours dans le cadre du capitalisme... mais d'un capitalisme sans monopoles (du moins, sans les principaux d'entre eux, nationalisés). Même si le PCF s'en défend, c'est pourtant bien ce qu'il affirme, lorsqu'il explique que dans la démocratie avancée, le développement continuera à se faire « dans un cadre de type capitaliste » et conservera « un secteur capitaliste privé très important (15) », mais qu'on en finira « avec la domination des monopoles (16) ».

De même, lorsque P. Herzog explique que « purgée des prélèvements et des distorsions des monopoles, la concurrence concernera un large secteur d'activités publiques et privées, dépassant de beaucoup les seules PME (17) », que fait-il d'autre que de justifier la nationalisation des monopoles

(14) P. Boccara, *Etudes...*, op. cit., p. 32. Souligné par nous.

(15) *Ibid.*, p. 104.

(16) *Traité...*, op. cit., t. 2, p. 360.

(17) Cf. *France nouvelle*, février 1977. Souligné par nous.

au nom du rétablissement de la libre concurrence et de préconiser un retour en arrière vers un capitalisme sans monopoles ?

Ce thème est largement repris par Anicet Le Pors, dans les *Cahiers du communisme* de juin 1977, même s'il se défend de toute tentative de « retour en arrière ». En effet, après avoir défini le marché comme « 1. la liberté des choix réalisée par la concurrence ; 2. la vérité des prix », il affirme que le problème sera, pour un gouvernement de gauche, « de créer les conditions de la libération du marché dans les domaines où il permet réellement une liberté des choix et la vérité des prix » (p. 35). Et dans cette optique, les nationalisations, ajoute-t-il, créeront « les conditions générales les meilleures pour la libre entreprise la plus avancée possible dans le cadre de l'ensemble de la société (18) ».

— tantôt enfin, on affirme que la démocratie avancée constitue une « économie de transition » vers le socialisme (19). Les « nationalisations démocratiques », cette fois, n'ont plus pour justification le rétablissement de la libre entreprise, mais sont censées jouer un rôle décisif dans l'instauration d'une société de transition au socialisme. Le PCF, en effet, explique :

1. A partir du moment où l'Etat est « démocratisé » et « occupé » par la classe ouvrière et ses alliés, et à condition que soit mis en œuvre un plan « démocratique » et que les entreprises nationalisées soient gérées « démocratiquement », le secteur public, qui se constitue dans la démocratie avancée, devient véritablement un secteur socialiste, d'où disparaissent le capital et l'exploitation.

Dans le secteur public nouveau, affirme-t-on, l'exploitation est « brisée à la base », et de ce fait, l'encadrement n'a plus à jouer le rôle de « collecteur de plus-value (20) ». De même, P. Herzog écrit-il que « le profit (...) commencera, dans le secteur public, à ne plus avoir comme contenu l'exploitation (21) ». Bref, pour le PCF, le secteur public est un secteur socialiste. On nous explique précisément que, dans la démocratie avancée, le secteur public va « encadrer le secteur capitaliste (22) »..., ce qui sous-entend que lui-même n'est pas capitaliste.

(18) Anicet Le Pors, *Cahiers du communisme*, juin 1977, p. 40. Souligné par nous

(19) P. Boccara, *Etudes...*, *op. cit.*, p. 15.

(20) M. Dupuis, *Nationaliser. Quel groupes ? Pourquoi ? Comment ?* Editions sociales, 1974, p. 114. Souligné par nous.

(21) P. Herzog, « Démocratie, efficacité, pluralisme », *Economie et Politique*, n° 269, décembre 1976, p. 15.

(22) *Traité...*, *op. cit.* t. 2, p. 393.

2. Certes, ajoute le PCF, il existe dans la démocratie avancée un secteur capitaliste privé important.

Mais, affirme-t-il, l'existence d'un Etat « démocratisé », d'une planification « démocratique » et celle du secteur public ont pour conséquence que le secteur privé est encadré, dominé même par le secteur public. Il devient un « *secteur subordonné* (23) ». De ce fait, dès la « démocratie avancée, la logique de la satisfaction des besoins domine la logique du profit, d'autant que dans le secteur privé, l'exploitation, dont on n'ose malgré tout pas dire qu'elle disparaîtrait, serait censée être allégée.

Tout en notant que les propos qui justifient les nationalisations au nom de la libre entreprise sont parmi les plus récents... et éclairent d'un jour nouveau le verbalisme « gauche » du PCF dans sa polémique avec le PS, nous nous efforcerons essentiellement, ici, de critiquer ce qu'affirme le PCF sur le rôle des « *nationalisations démocratiques* » dans l'instauration d'une société de transition.

A cet égard, deux grandes remarques peuvent être faites.

1. L'ampleur des nationalisations

Avant même d'aborder le problème essentiel de la signification des nationalisations dans le cadre d'un Etat qui reste un Etat bourgeois, il n'est pas inutile de se pencher sur le problème de l'ampleur des nationalisations prévues.

On notera d'abord, que même si l'on nationalisait 15 groupes industriels et les filiales contrôlées à plus de 50 % par les capitaux publics, de sorte que 1450 entreprises soient nationalisées, le secteur privé, d'après les propres calculs du PCF, continuerait à contrôler 85 % de la population active, 85 % de la production intérieure brute, et 50 % de l'investissement industriel.

Au sein même du secteur privé, demeurerait un secteur monopoliste considérable, comprenant des trusts aussi importants que Michelin, BSN, Shell-France, Pennaroya, les trusts des industries agricoles et alimentaires, Kléber-Colombes, les Ciments Lafarge, Hachette, etc. Le refus de nationaliser un trust comme Hachette, en particulier, ne pourrait manquer d'être lourd de conséquences.

Bien plus, le capital nationalisé ne serait même pas exproprié, puisque des indemnités sont prévues. Le PCF est donc prêt à verser 30 milliards de francs aux propriétaires, alors que l'indemnisation des seuls petits porteurs, qui représentent à peu près 30 % des porteurs (la seule que

(23) P. Boccara, *Etudes...*, op. cit., p. 327.

les travailleurs au pouvoir devraient envisager), coûterait, selon les calculs du PCF, quelque 10 milliards. D'ailleurs, en octobre 1976, à propos de la nationalisation éventuelle de Dassault, C. Fiterman ne se contentait-il pas d'espérer que « *M. Dassault se ferait un devoir de ne pas présenter d'exigences déplacées* (24) » !

Ajoutons enfin, qu'en se situant dans l'optique même du PCF de nationalisation de filiales contrôlées à plus de 50 % par les capitaux publics, le processus en cours d'éclatement et de réorganisation des groupes industriels menacés de nationalisation est susceptible de faire échapper à la nationalisation un grand nombre d'entreprises et d'en limiter encore plus l'ampleur. En n'organisant pas réellement, dès maintenant, la bataille contre le régime Giscard-Barre, le PCF laisse faire ce processus (25).

Certes, les militants du PCF pourraient affirmer : d'accord, il subsistera un important secteur privé, y compris monopoliste, mais la nationalisation du système bancaire sera une arme pour la mise en œuvre d'une politique sélective du crédit, permettant à un gouvernement de « gauche » d'imposer sa volonté au secteur privé et d'orienter les investissements. On répondra qu'en admettant même que l'ensemble du système bancaire soit nationalisé, le maintien du système capitaliste et de l'Etat bourgeois rendrait illusoire cette politique. On sait, en effet, que les monopoles sont particulièrement armés vis-à-vis des banques, disposent d'importantes ressources propres et pourraient développer d'autres sources de financement : émissions en bourse, crédits interentreprises, etc. L'exemple du Chili de l'Unité populaire est, en ce domaine, également, probant. En effet, au Chili, à la fin de 1972, l'Etat contrôlait 96 % des dépôts bancaires. Et pourtant, la politique sélective du crédit n'a jamais réellement permis une direction de l'économie, elle a été tout à fait incapable d'empêcher la spéculation et les politiques d'accaparement des grands monopoles, elle a même eu des résultats inverses de ceux recherchés (26). Dans cet échec, ont joué un rôle important l'absence de création d'une banque nationale qui aurait centralisé toutes les fonctions bancaires et le maintien de la structure bancaire du pays. Or, F. Mitterrand n'a-t-il pas déclaré, sans que le PCF sourcille : « *Nationaliser les banques, ce n'est pas les concentrer en un vaste monopole bancaire, absolument pas. Nous entendons maintenir la compétition entre banques* (27). » On rappellera donc au PCF, mais sans

(24) *L'Humanité*, du 27/10/1976.

(25) Cf., sur ce point, l'article de N. Benies, dans le n° 2 de *Critiques de l'économie politique*, nouvelle série.

(26) Cf., sur ce point, les articles de E. Sader et de Marini et Sepulveda, dans le n° 16-17 de *Critiques de l'économie politique*.

(27) Interview au journal *les Echos*, le 15 mars 1974.

doute trouvera-t-il ces propos « dépassés dans la France contemporaine », que Lénine, déjà, expliquait qu'aucun contrôle effectif des différentes banques et de leurs opérations n'est possible sans « la réunion de toutes les banques et une banque unique. » (T. 25, p. 359.)

Par ailleurs, il nous faut souligner maintenant les virages assez spectaculaires effectués par le PCF sur les problèmes de l'ampleur, du dépassement et de la date d'application du « seuil minimum » de nationalisations qu'il préconise dans le secteur industriel.

Virages sur l'ampleur du seuil

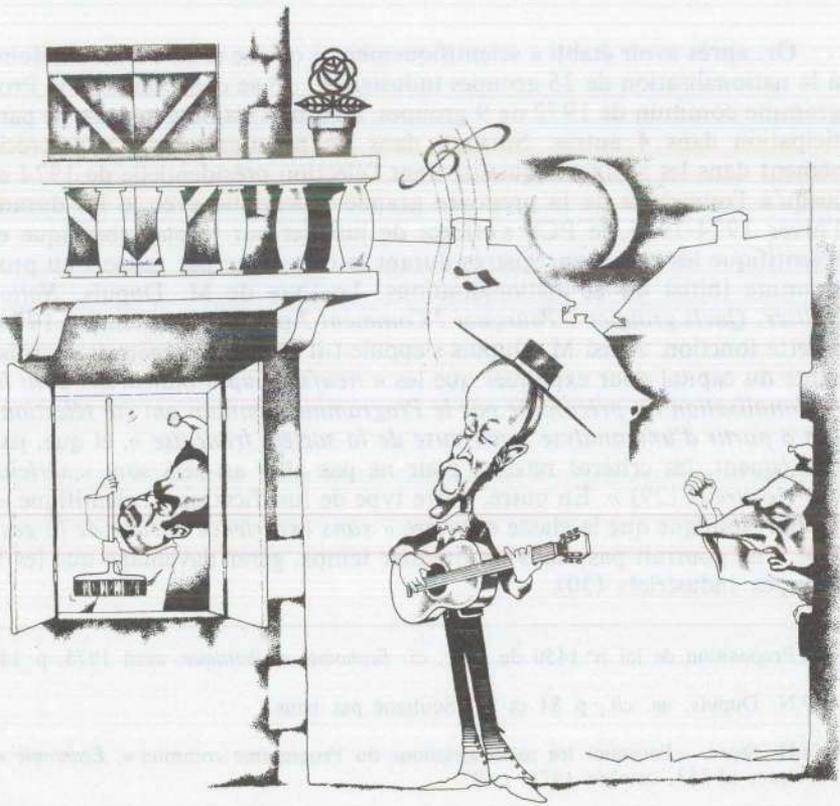
Le « seuil minimum » de nationalisations, explique le PCF, « doit constituer une rupture suffisante pour conduire à une modification progressive mais radicale des rapports de production et permettre la mise en œuvre d'une nouvelle logique de développement (28). »

Or, après avoir établi « scientifiquement » que ce seuil devait conduire à la nationalisation de 25 groupes industriels..., il se contente dans le Programme commun de 1972 de 9 groupes, auxquels s'ajoute la prise de participation dans 4 autres. Surtout, dans un premier temps, plus précisément dans les semaines qui suivirent l'élection présidentielle de 1974 et jusqu'à l'ouverture de la première grande polémique avec le PS durant l'hiver 1974-1975, le PCF s'efforce de justifier sur le plan théorique et scientifique les reculs enregistrés durant la campagne par rapport au programme initial de 25 nationalisations. Le livre de M. Dupuis, *Nationaliser. Quels groupes ? Pourquoi ? Comment ?* publié en septembre 1974, a cette fonction. Ainsi M. Dupuis s'appuie-t-il sur l'interpénétration croissante du capital pour expliquer que les « neufs groupes industriels dont la nationalisation est préconisée par le Programme commun ont été sélectionnés à partir d'une analyse rigoureuse de la société française », et que, par conséquent, les critères retenus pour ne pas aller au-delà sont « sérieux (et) rigoureux (29) ». En outre, autre type de justification « scientifique », le PCF souligne que la classe ouvrière « sans expérience aucune de la gestion » ne pourrait pas, dans un premier temps, gérer davantage que les 9 groupes industriels (30).

(28) Proposition de loi n° 1450 du PCF, cf. *Economie et Politique*, avril 1975, p. 18.

(29) N. Dupuis, *op. cit.*, p. 84 et 83. Souligné par nous.

(30) H. Sègre, « Pourquoi les nationalisations du Programme commun », *Economie et Politique*, n° 253, octobre 1974, p. 97.



Mais si ce sont, comme l'affirme le PCF, des critères « *sérieux* » et « *rigoureux* » qui justifiaient de ne pas étendre au-delà de 9 nationalisations, alors manquait-il de sérieux et de rigueur lorsqu'il en proposait 25 ? A moins qu'il nous démontre que l'interpénétration du capital s'était tellement développée en quelques semaines, que 9 nationalisations suffisaient ! A moins qu'il se soit très brusquement aperçu que la classe ouvrière, « *sans expérience de gestion* », ne pourrait pas gérer plus de 9 groupes !

... Et puis la farce va continuer et un nouveau virage va être pris. A partir de la fin 1974, le PCF change d'attitude sur le problème de l'ampleur des nationalisations. Il va successivement réclamer, et on retrouvera ces exigences dans la discussion sur l'actualisation du Programme commun, la nationalisation de Peugeot-Citroën, de la CFP et de 4 groupes sidérurgiques, il va préciser que les nationalisations doivent concerner les filiales contrôlées à plus de 50 % par les capitaux publics (31). Mais alors, que deviennent les critères « *sérieux* » et « *rigoureux* » qui justifiaient 9 nationalisations et pas une de plus ? On nous explique que la nationalisation de Citroën ou de la sidérurgie se justifie en raison du scandale de leur financement public : très bien... mais ce scandale n'existait-il pas déjà au moment de la campagne présidentielle ou en septembre 1974, date à laquelle on justifiait encore de ne pas dépasser 9 nationalisations ?

En fait, maintenant, le PCF a totalement changé de justification de la limitation du nombre de nationalisations. Il n'est pas tant question de critères « *sérieux* » et « *rigoureux* » que de la responsabilité du PS. Mais pourquoi, dans ces conditions, le PCF a-t-il parlé de critères scientifiques et a-t-il tenté de justifier théoriquement la seule nationalisation de 9 groupes industriels ? Pourquoi a-t-il voulu faire croire que la non-nationalisation de Citroën ou de la sidérurgie se justifiait scientifiquement ?

Virages sur le dépassement du seuil

Dans un premier temps, alors que le Programme commun envisageait (même de façon floue) la possibilité d'une extension des nationalisations, au-delà du « seuil minimum », le PCF dit clairement qu'il n'en est pas

(31) On notera que ceci exclut les filiales soumises à un contrôle réel, même s'il est quantitativement inférieur à 50 %. Le PS, lui, réclame 98 %, et il faut de la mauvaise foi pour prétendre que nationalisation et participation majoritaire sont identiques. Nationaliser les holdings ou nationaliser les entreprises elles-mêmes, ce n'est pas le même processus... étant entendu, par ailleurs, que dans le cadre du Programme commun, la nationalisation, pas plus que la prise de participation majoritaire, ne supprimerait la nature capitaliste des entreprises publiques et de l'économie dans son ensemble.

question. Ainsi, précise F. Lazard, en septembre 1974, il faut « *expliquer que la victoire du Programme commun ne placerait pas, demain, l'entreprise sous la menace permanente d'une extension des nationalisations sous un prétexte ou sous un autre. Comme si le « seuil » dont parle le Programme commun était une porte ouverte* (32) ! »

Puis, en avril 1975, le PCF explique, au contraire, que le seuil minimum « *ne peut, en aucun cas, être considéré comme un catalogue figé* » et qu'il « *est appelé à évoluer* », notamment sous l'influence « *des exigences des masses (...)* (33) ».

Alors, quelle est la position du PCF ? Le « seuil minimum » est-il une porte fermée ou un catalogue non figé ?

Virages sur l'application du seuil

Dans un premier temps, on explique que « *la réalisation du seuil minimum de nationalisations s'étalera sur une certaine période* (34) », et P. Herzog précise en août-septembre 1974 : « *On ne dit pas (...) : avant les nationalisations, point de salut. On peut faire beaucoup pour le pays dès avant les nationalisations* (35). »

Puis, en septembre 1976, le PCF explique, au contraire, que « *retarder leur application serait laisser aux monopoles les moyens politiques et économiques pour récupérer les acquis sociaux qui auraient pu être accordés...* (36) », et en mai 1977, il précise, dans son calendrier d'application du Programme commun, que les nationalisations devraient se produire dans les trois mois suivant la victoire de la « gauche » (37).

Alors, quelle est la position du PCF ? Peut-on attendre pour la réalisation de l'ensemble du « seuil minimum », ou faut-il le réaliser dans les trois mois ?

(32) F. Lazard, « En commun pour des réformes démocratiques », *Cahiers du communisme*, septembre 1974, p. 18-19. Souligné par nous.

(33) Proposition de loi n° 1450 du PCF, *loc. cit.*, p. 24. Souligné par nous.

(34) P. Laurent, cf. *France nouvelle*, n° 1390.

(35) P. Herzog, « Réponse à dix questions sur le Programme commun », *Economie et Politique*, août-septembre 1974, p. 24. Souligné par nous.

(36) B. Marx, « Quelle politique pour l'emploi ? », *Economie et Politique*, n° 266, septembre 1976, p. 28.

(37) Cf. *Economie et Politique*, mai 1977, p. 79.

L'ensemble de ces virages et des ces changements de justification nous montre, tout simplement, qu'on ne peut pas prendre très au sérieux les propos du PCF sur les nationalisations.

En fait, la façon qu'il a, aujourd'hui, de mettre sur le dos du PS la limitation du nombre de nationalisations a pour objectif :

a) De le faire apparaître comme plus « gauche » que le PS, qu'il s'agisse, par la suite, de rompre ou d'accepter un accord avec le PS. On soulignera, d'ailleurs, que ce choix dépend, non pas de l'appréciation portée par la direction du PCF sur la possibilité de « changer la vie » avec le Programme commun actualisé, mais de l'appréciation portée sur l'ampleur de la crise du régime et sur la nécessité ou non d'une présence au gouvernement du PC pour maintenir l'ordre bourgeois.

b) De masquer que le débat sur l'ampleur des nationalisations n'est pas l'essentiel, dans la mesure où ce n'est pas le nombre de nationalisations en tant que tel qui changera la nature de l'économie capitaliste maintenue par le Programme commun. Même si on nationalisait les 1450 entreprises dont le PCF réclame la nationalisation, l'économie française resterait une économie capitaliste, sous l'égide d'un Etat bourgeois et soumis aux lois de la valorisation capitaliste.

Il doit être clair, à cet égard, que tant que l'Etat bourgeois est maintenu, c'est-à-dire tant que la bourgeoisie est au pouvoir, elle conserve les moyens, même si les nationalisations lui ont été imposées :

— soit d'un retour en arrière (dénationalisations) ;

— soit d'une utilisation des entreprises nationalisées dans le sens de ses intérêts.

Les nationalisations de 1945-1947, en France, même si elles ont été liées au développement des luttes ouvrières et même si une partie de la bourgeoisie s'y est opposée, ont été utilisées dès 1945-1947, par une bourgeoisie qui avait toujours le pouvoir, pour reconstruire et relever le capitalisme français, tandis qu'elles permettaient à de Gaulle, avec la complicité des dirigeants du PCF et de la SFIO, de mieux tromper les travailleurs sur la nature capitaliste de l'économie qu'on leur demandait de « reconstruire » et la nature bourgeoise de l'Etat. De ce fait, le PCF eut davantage de facilités pour faire accepter à la classe ouvrière, en 1945-1947, un certain nombre de « sacrifices » qui allaient permettre précisément la « reconstruction » du capitalisme français (38).

(38) Le PCF est d'ailleurs parfois cynique à cet égard. Ainsi, par exemple, lorsque G. Cogniot écrit : « Il est certain aussi que, parmi les Etats bourgeois, la France était passée du rang des trainards à la position des pionniers » (« La libération de France », *Cahiers du communisme*, septembre 1974, p. 66, (Souligné par nous), il se félicite ouvertement du développement du capital (du moment qu'il est français !), et donc de l'exploitation.

Par ailleurs, s'il est « certain que la France restait un pays capitaliste » à quoi rime

Au total, non seulement les nationalisations prévues au Programme commun (même si on y ajoute celles réclamées par le PCF) n'entraîneraient ni la disparition du capital dans le secteur privé ni même en son sein la disparition du grand capital, comme le reconnaît C. Fiterman en affirmant qu'« après l'application du Programme commun, il y aura un grand patronat (39) », mais encore, les entreprises publiques elles-mêmes, bien loin de constituer un secteur socialiste, resteraient caractérisées par des rapports de production capitalistes et soumises aux lois de la valorisation capitaliste. C'est ce qu'il nous faut préciser maintenant.

2. La nature des entreprises publiques

Les nationalisations prévues dans la démocratie avancée (ou dans le Programme commun) se situent dans le cadre d'un Etat qui reste un Etat bourgeois. On sait, en effet, qu'entre l'Etat bourgeois et l'Etat ouvrier, il n'y a pas de transition possible au sens où il pourrait exister un Etat semi-bourgeois et semi-ouvrier. Il peut y avoir, durant un temps limité, une situation où coexistent un Etat bourgeois et un embryon d'Etat ouvrier, ou un gouvernement ouvrier et un Etat bourgeois : cette situation peut être une étape dans la marche vers la révolution. Mais il ne peut y avoir un Etat dont la nature de classe serait mal définie, un peu bourgeois et un peu ouvrier. La période de transition du capitalisme au socialisme ne commence qu'après la destruction de l'Etat bourgeois (notamment de son noyau répressif, dont la destruction est, à la fois, la condition et la première conséquence de la prise de pouvoir par le prolétariat) et l'instauration de l'Etat ouvrier.

Il ne saurait exister, contrairement à ce qu'affirme le PCF, qui a renoncé depuis fort longtemps à la perspective de la destruction de l'Etat bourgeois, un « milieu » entre l'Etat bourgeois et l'Etat ouvrier, milieu caractérisé par une utilisation par la classe ouvrière et ses alliés de l'appareil d'Etat bourgeois, censé changer graduellement de nature, comme on nous l'explique : « *Les nationalisations démocratiques ne renforceront pas l'Etat lui-même. Elle commenceront à modifier sa nature* (40). »

alors d'affirmer que de 1945 à 1947, l'ensemble du « redressement économique » a été « orienté (...) vers la satisfaction des besoins tant individuels que collectifs » (H. Sègre, *les Entreprises publiques*, Editions sociales, p. 51). A moins de supposer qu'il y a compatibilité entre le système capitaliste (maintenu en 1945-1947, c'est G. Cogniot, lui-même qui l'affirme) et la production pour les besoins !

(39) *L'Humanité*, du 27/10/1976. Souligné par nous.

(40) G. Masson, « Crise de l'Etat : autoritarisme ou démocratisation ? » *Cahiers du communisme*, mars 1975, p. 49. Souligné par nous.

L'Etat dans la démocratie avancée (comme dans la France du Programme commun) resterait un Etat bourgeois.

Or, à partir du moment où les nationalisations se situent dans le cadre de l'Etat bourgeois, elles ne signifient en rien la suppression de l'exploitation capitaliste, la perte par les moyens de production de leur qualité de capital. Les entreprises nationalisées seraient toujours soumises à la loi de la valeur et aux exigences de la mise en valeur. Leur gestion prétendument devenue « démocratique » n'y changerait rien (41). Comment d'ailleurs parler de gestion des entreprises par les travailleurs (que le P-DG soit élu ou non !)... tant que l'Etat bourgeois n'a pas été détruit, c'est-à-dire tant que les travailleurs n'ont pas pris le pouvoir !

C'est seulement dans le cadre d'un Etat ouvrier que les nationalisations peuvent prendre un sens totalement différent. Ce qui n'était qu'une transformation de l'Etat bourgeois en capitaliste collectif devient alors la possibilité d'abolir le capital lui-même : « *Par cet acte (la prise du pouvoir), il (le prolétariat) libère les moyens de production de leur qualité antérieure de capital et donne à leur caractère social pleine liberté de s'imposer. Une production sociale suivant un plan déterminé est désormais possible* (42). » La centralisation des moyens de production entre les mains de l'Etat ouvrier et la mise en œuvre d'un plan central organisant l'ensemble de la production sociale rendent possibles la disparition du capital et de l'exploitation capitaliste.

Mais dans le cadre de l'Etat*bourgeois de la démocratie avancée, les nationalisations ne supprimeront pas les rapports de production capitalistes. C'est ce point essentiel, beaucoup plus que celui du nombre de nationalisations, qu'il faut souligner.

Notons d'ailleurs que les déclarations qui vont se multiplier de la part des responsables du PCF, à partir de l'automne 1976, sur le rôle du marché dans la société qu'instaurera le Programme commun, montrent que le PCF masque de moins en moins que les entreprises publiques resteront soumises aux lois et à la logique du capital. P. Herzog, par exemple (cf. *France nouvelle*, février 1977), nous explique qu'avec l'application du Programme commun, « *le marché garde un rôle de base dans la régulation de l'économie* », qu'il permet « *une adaptation individuelle et collective, souple et diversifiée, aux variations de la demande et de l'appareil productif* », qu'il « *incite à la recherche de progrès de productivité* », et que « *la concurrence concernera un large secteur d'activités publiques et privées, dépassant de beaucoup les seules PME.* » (Souligné par nous.) Que le

(41) Nous n'insistons pas, dans le cadre de cet article, sur la gestion prévue des entreprises nationalisées. Cf. dans le n° 2 de *Critiques de l'économie politique*, l'article d'Azouvi.

(42) F. Engels, *Anti-Dühring*, Editions sociales, 1950, p. 324.

PCF confie la régulation à la logique du marché (y compris pour des activités publiques) ne nous surprend pas, car c'est là le résultat inéluctable d'une politique qui refuse l'organisation autonome des travailleurs et leur souveraineté, le contrôle ouvrier sur la production et la mobilisation effective pour le renversement du capitalisme.

Mais le PCF devrait au moins reconnaître que par ses propos, il entere ouvertement l'idée, par ailleurs mystificatrice, selon laquelle, dans la démocratie avancée, la logique du marché, c'est-à-dire la logique du profit, disparaîtrait dans le secteur public et se trouverait « affectée » dans le secteur privé ! Car il faut être bien clair : la loi du marché capitaliste et de la concurrence, c'est bien la loi du profit, ce sont bien les exigences de l'exploitation. Dire que cette loi régit, y compris des activités publiques, c'est reconnaître qu'une seule logique, celle du capital, continuera à régner dans la France du Programme commun.

M. Rocard, en tous les cas, ne s'y est pas trompé, puisqu'il a souligné, à juste titre, que les propos du PCF, en la matière, concordent avec ses propres déclarations devant les patrons, lors du Forum de l'*Expansion* : « *On ne biaise pas avec le marché, sa logique est globale.* » Le PCF tient sensiblement le même langage, même si C. Fiterman (43) s'en défend et revient à la thèse traditionnelle... et fautive, selon laquelle avec le Programme commun, le secteur public serait un secteur échappant à la régulation du marché capitaliste.

Qu'il y ait, dans le cadre prévu par le Programme commun, 9 ou 15 nationalisations, que les filiales soient nationalisées ou non, ne changera la nature capitaliste ni de l'économie dans son ensemble ni du secteur public.

Bien plus, notons que le PCF affirme que le remboursement annuel des nationalisations ne figure pas dans les comptes actualisés qu'il a présentés, dans la mesure où il correspond à peu près aux dividendes versés par les sociétés à nationaliser (44). Or, par cette affirmation, le PCF ne souligne-t-il pas que non seulement l'exploitation subsistera dans les entreprises publiques, mais qu'elle se situera au même niveau qu'auparavant !

Notons enfin, combien absurde est l'idée que « l'encadrement » du secteur privé par l'Etat (... qui, par ailleurs, reste un Etat bourgeois !) et par le secteur public (... qui, par ailleurs, reste soumis à la domination du capital !) y « affecterait » les mécanismes de l'exploitation et permettrait à la logique des besoins d'y prendre place. Le capital ne peut fonctionner que selon une seule logique : celle du profit.

En conclusion, nous ferons trois remarques qui, toutes les trois d'ailleurs, mériteraient d'amples développements :

(43) Cf. *Economie et Politique*, février 1977, p. 14-15.

(44) Cf. *Economie et Politique*, n° 275, juin 1977, p. 28.

— Nous avons essayé de montrer dans cet article que « *les nationalisations démocratiques* » et la « *démocratisation* » de l'Etat, clefs de voûte de la démocratie avancée, bien loin de permettre l'instauration d'une société de transition au socialisme, laisseraient à la bourgeoisie son pouvoir politique et maintiendraient le règne du capital. A ce titre, l'économie capitaliste française resterait également totalement insérée dans l'organisation économique du capital international.

Lorsque le PCF, en contradiction avec sa présentation de la démocratie avancée, comme société de transition du capitalisme au socialisme, laisse entendre que la démocratie avancée maintient le système capitaliste..., c'est alors pour nous présenter l'image utopique d'un possible capitalisme sans crise (45). En effet, la crise du capitalisme monopoliste d'Etat se ramène, en dernière instance, à ses yeux, à l'incapacité pour les gouvernements en place d'étendre le nombre de nationalisations, et donc de poursuivre ce qu'il appelle la « *dévalorisation de capitaux publics* ». Par conséquent, dans la logique des analyses du PCF, le Programme commun, bien que le système capitaliste soit maintenu, serait un moyen et même le seul de mettre fin à la « *suraccumulation durable* » et à la crise, grâce à l'extension des nationalisations des principaux monopoles « *responsables de la suraccumulation durable* (46) », extension qui permettrait un nouveau développement du financement public et de la « *dévalorisation des capitaux publics* ».

Certes, les propos du PCF ne sont pas toujours aussi explicites. Pourtant, lorsque Boccara explique que le développement des nationalisations permettrait des « *dévalorisations structurelles d'un type nouveau* (47) », il n'est pas loin de reconnaître que, pour lui, des nationalisations nouvelles suscitant de nouvelles « *dévalorisations du capital* » permettraient de sortir de la crise..., tout en restant dans le cadre du système capitaliste. Car, si l'on n'est plus dans ce cadre, il ne faut pas parler de dévalorisation du capital.

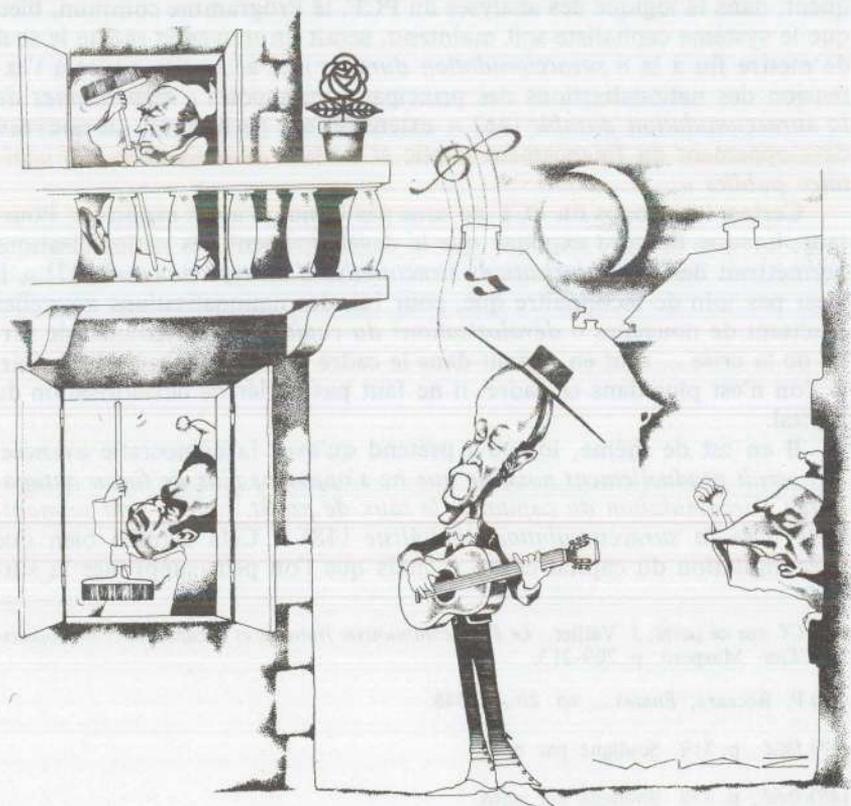
Il en est de même, lorsqu'il prétend qu'avec la démocratie avancée, « *il serait graduellement possible que ne s'opposent plus de façon antagonique l'accumulation du capital et le taux de profit, comme cela se manifeste avec la suraccumulation capitaliste* (48) ». Cela signifie bien que l'accumulation du capital existe..., mais que l'on peut supprimer la sur-

(45) Cf. sur ce point, J. Vallier : *Le Parti communiste français et le capitalisme monopoliste d'Etat*, Maspero, p. 209-213.

(46) P. Boccara, *Etudes...*, op. cit., p. 348.

(47) *Ibid.*, p. 319. Souligné par nous.

(48) *Ibid.*, p. 377. Souligné par nous.



accumulation et donc la crise. Cette fois, Boccara l'affirme ouvertement ! On a bien là l'idée d'un capitalisme sans crises, idée parfaitement utopique, est-il besoin de le souligner..., et parfaitement contradictoire avec l'affirmation du PCF, qui devient alors une simple pétition de principe, selon laquelle la crise du CME « ne peut se résoudre à l'intérieur du capitalisme (49) ».

Nous pensons que la démocratie avancée non seulement n'instaurerait pas une société de transition au socialisme qui implique, notamment, la destruction préalable de l'Etat bourgeois et la prise du pouvoir par les travailleurs, mais qu'elle n'est même pas une étape conduisant à cette prise du pouvoir. Nous reprochons à la démocratie avancée et au Programme commun non pas d'être une étape vers la prise du pouvoir..., mais de ne pas en être une, de conduire à une impasse (50).

A cet égard, il faut souligner que nous ne pensons pas que la direction du PCF ait pour objectif l'instauration du socialisme mais que, simplement, elle ne s'en donne pas les moyens ; nous pensons que son objectif est la défense de l'ordre bourgeois. Il ne faudrait surtout pas se laisser leurrer par le verbalisme « gauche » du PCF, dans sa polémique avec le PS. Ce ne sont pas les hurlements de la bourgeoisie, après la publication par le PCF, en mai 1977, des « comptes du Programme commun mis à jour » qui nous feront oublier que les propositions du PCF restent très en deçà de la défense de l'ensemble des intérêts immédiats de la classe ouvrière ; qui nous feront oublier que l'obstacle que les travailleurs auront à détruire, pour la satisfaction même de leurs revendications, est le maintien de l'Etat bourgeois et du règne du capital, fondement du programme du PC comme de celui du PS ; qui nous feront oublier la responsabilité que partage le PCF avec le PS, dans le maintien du régime de Giscard, depuis 1974. « ... Si nous tenions à renverser le gouvernement avant tout, nous ne nous proposerions pas avec tant d'insistance de venir nous asseoir à la table des négociations, pour rechercher en responsables les meilleures solutions possibles », écrivait G. Séguéy, le 5 novembre 1974, à Giscard, Chirac et Ceyrac, lors de la grande grève des postiers.

Jacques Vallier

(49) P. Grevet, « Besoins populaires et financements publics », *Economie et Politique*, n° 258, janvier 1976, p. 51.

(50) Cf. sur ce point, J. Vallier, *op. cit.*, p. 215 et suivantes.

Centrismes (1)

L'article dont nous publions la première partie ci-dessous a été écrit avant la rupture de l'Union de la gauche. Il nous a paru suffisamment actuel pour que nous le publions tel quel sans « réactualisation ».

Centrismes

Première partie

Depuis que le mouvement ouvrier existe, à chaque étape de son développement, les révolutionnaires ont toujours été confrontés à l'apparition de courants « centristes », c'est-à-dire de courants qui oscillent entre la politique réformiste et la politique révolutionnaire. La tentation a sans doute existé de voir dans ce terme une étiquette commode et une classification facile, qui permettent de se débarrasser, sans analyse sérieuse, de phénomènes somme toute permanents. Tel n'était pas l'avis de Trotsky. Celui-ci écrivait :

« Le centrisme reflète les différents types d'évolution du prolétariat, sa croissance politique, sa faiblesse révolutionnaire, liée à la pression

que toutes les autres classes de la société exercent sur lui. Rien d'étonnant à ce que la palette du centrisme soit aussi colorée. Cela n'implique pas qu'il faille renoncer à la notion de centrisme ; il faut seulement dans chaque cas procéder à une analyse sociale et historique concrète pour mettre en évidence la nature réelle de telle variété du centrisme. » (« La révolution allemande », *Comment vaincre le fascisme*, p. 173.)

C'est bien en effet sur la nécessité de procéder à une « analyse sociale et historique concrète » qu'il faut insister.

Mais il faut avancer encore plus loin : dans Trotsky lui-même, ce n'est pas seulement toute la « palette colorée » du centrisme qui est méticuleusement disséquée. C'est en fait à trois utilisations différentes de la notion de centrisme que Trotsky se réfère (1).

I. Les trois « centrismes » de Trotsky

1. La bureaucratie stalinienne comme centrisme

Il est connu que Trotsky et l'Opposition de gauche ont longtemps défini la bureaucratie stalinienne comme un centrisme. Sa politique est décrite comme une série de zigzags, comme une politique en quelque sorte inconsciente (2), oscillant entre les pressions de la gauche et de la droite boukharinienne. Ce centrisme-là n'a pas d'avenir propre : il est en effet « sur la corde raide » entre les classes fondamentales : les nouveaux propriétaires restaurationnistes et la classe ouvrière. Mais si Trotsky dénie ainsi au centrisme bureaucratique toute base de classe réelle, il envisage par contre à plusieurs reprises ses liens avec des couches sociales, des fractions de classe (3). C'est là une démarche qui restera singulière dans ses diverses approches des phénomènes centristes.

(1) Dans *le Mouvement communiste en France*, Pierre Broué avance quatre utilisations différentes du qualificatif « centriste » par Trotsky. La première des quatre utilisations qu'il récuse (p. 7) est le « qualificatif appliqué par Trotsky pendant la guerre de 1914-1918 aux socialistes qui ont pris position pour une paix de statu quo, appelés par ailleurs « pacifistes. » Nous n'avons, dans le cadre de cet article, traité des positions de Trotsky qu'à partir de la naissance de l'Opposition de gauche.

(2) « Les falsifications staliniennes sont conscientes dans la mesure où elles sont dictées à chaque moment par des intérêts personnels bien déterminés. Elles sont en même temps inconscientes dans la mesure où son ignorance grossière ne contrarie pas son arbitraire dans le domaine théorique. » (« Bas les pattes devant Rosa Luxemburg », *Ecrits*, t. 1, p. 329.)

(3) « Le propriétaire qui se relève trouve à s'exprimer, bien que craintivement jusqu'à présent, par l'intermédiaire de la fraction de droite. La ligne de conduite du prolétariat est

Cette analyse est généralement présentée comme étant concomitante de la période où Trotsky croyait possible de redresser et le Parti bolchevique et l'IC. Les staliniens sont alors « *des révolutionnaires confus, mauvais, maladroits, fourvoyés* », avec lesquels il est au besoin possible de s'allier contre la droite restaurationniste. A partir de 1933, le constat étant fait que l'IC est définitivement passée du côté de l'ordre bourgeois, Trotsky rectifiera son analyse : en même temps que commence la marche vers la construction de la IV^e Internationale, Trotsky abandonne la qualification de la bureaucratie stalinienne comme centriste. Bref, le centrisme bureaucratique n'aurait été qu'une qualification conjoncturelle, liée à un certain nombre d'erreurs de Trotsky : avoir sous-estimé le processus d'autonomisation de la bureaucratie, n'avoir vu que zigzags là où il y avait déjà une ligne politique affirmée, avoir pris pour des révolutionnaires confus ceux qui étaient déjà des contre-révolutionnaires actifs.

Le problème, pour ceux qui admettent cette explication (4), c'est que si Trotsky admet partiellement l'erreur commise (5), il ne remet pas pour autant en cause l'emploi qu'il a fait durant cette période du terme de « centrisme bureaucratique ». Mieux, il n'y a aucunement simultanéité entre l'abandon de l'espoir de redressement de la III^e Internationale et l'abandon du terme de « centrisme bureaucratique » pour qualifier sa politique. Dans un texte de février 1934, c'est même de « décomposition ultérieure » du centrisme bureaucratique que parle Trotsky :

« La définition de la politique de l'IC comme celle d'un centrisme bureaucratique conserve aujourd'hui également toute sa force. En fait, seul un centrisme peut sauter constamment des trahisons opportunistes à l'aventurisme ultra-gauche ; seule la bureaucratie soviétique a pu pendant dix ans donner une base stable à cette catastrophique politique de zigzags. (...) Il est clair pour tout le monde que l'effondrement politique de l'IC signifie nécessairement la décomposition ultérieure du centrisme bureaucratique (6). »

défendue par l'opposition. Que reste-il en partage au centrisme ? En procédant par élimination on trouve... le paysan moyen. » « La crise du bloc centre-droite », Contre le courant, 22 mars 1929 et encore : « Dans la présente étape les centristes reflètent dans une mesure toujours plus grande les larges couches des parvenus de la classe ouvrière. » « Un kérenskisme à rebours », Contre le courant, 28 janvier 1929.

(4) Dallemagne, *la Nature de l'URSS*, p. 38 ; Abrahamovici, *Sur le centrisme*, p. 7 et 8.

(5) « 1924, voilà l'année du commencement du Thermidor soviétique », L. Trotsky, *l'Etat ouvrier, Thermidor et Bonapartisme*, 1935.

(6) *Centrisme et IV^e Internationale*, février 1934.

Il réemploiera la qualification dans d'autres articles ultérieurs (7), et, en fait, n'abandonnera formellement cette caractérisation qu'en 1937 (8). Le comportement de l'IC en Espagne semble avoir été sur ce point plus décisif à ses yeux que l'expérience allemande.

Bref, ou bien on admet que l'accolement du terme « centrisme bureaucratique » à la politique stalinienne représente une réelle erreur d'appréciation, ou bien on admet que le contenu du terme qu'il employait revêtait un sens réellement différent de celui du « centrisme » des groupes et organisations intermédiaires surgies dans les années trente. Décrire la fièvre chez plusieurs patients ne signifie pas tirer un trait d'égalité entre grippe et malaria. Mais il n'y a pas, en tout cas, de troisième solution.

Les ambiguïtés qui demeurent sur la place exacte de la notion de « centrisme bureaucratique » dans la pensée de Trotsky ont pu alimenter par la suite des erreurs de la IV^e Internationale. Ainsi le tournant « entriste » de 1953 était fondé, non seulement sur la perspective de courants centristes à l'intérieur des partis staliniens, mais sur un possible cours centriste de ces partis eux-mêmes, tel que paraissait le préfigurer le comportement du PCF dans les années 1950-1952. De manière générale, ces ambiguïtés n'ont pas aidé à ce que soit clairement faite la distinction entre les comportements centristes qui pouvaient être ceux de telle ou telle organisation à un moment donné de la lutte de classes et la nature — centriste ou stalinienne, par exemple — de cette organisation.

2. Le centrisme comme déguisement

Un second emploi du terme centrisme par Trotsky a généralement été passé sous silence. Il s'agit de l'époque, relativement brève, où Trotsky estima que les défaites allemande, puis autrichienne avaient à ce point discrédité le réformisme social-démocrate que celui-ci ne pouvait plus se présenter aux travailleurs sous son vrai visage. Trotsky écrit alors :

« La majorité écrasante des réformistes se repeint aujourd'hui délibérément de couleurs nouvelles. Le réformisme fait place aux innom-

(7) « L'ILP et la IV^e Internationale », septembre 1935, *Writings 1935-1936*, p. 67, et « Encore une fois où va la France », mars 1935, *Où va la France*, p. 72.

(8) « Quelques camarades continuent de caractériser le stalinisme comme un « centrisme bureaucratique ». Cette caractérisation est maintenant totalement dépassée. Sur la scène internationale, le stalinisme n'est plus un centrisme, mais la forme la plus grossière de l'opportunisme et du social-patriotisme. Regardez l'Espagne ! » L. Trotsky, *Lettre à J.-P. Cannon*, 10 octobre 1937.

brables nuances de centrisme qui couvrent aujourd'hui le champ du mouvement ouvrier dans la majorité des pays (9). »

Il ne maintiendra cette utilisation de la notion de centrisme comme « déguisement » des organisations réformistes de masse que peu de temps : en fait jusqu'à ce que le tournant droitier de l'IC vers le front populaire et le social-patriotisme vienne redorer le blason de la politique réformiste. Ceci dit, cette appréciation jouera un rôle certain dans le tournant de 1934 — l'entrée dans les partis socialistes — même si en France la nécessité d'être présent dans le « front unique » qui se formait entre le PCF et la SFIO fut un argument important. Trotsky écrivait ainsi :

« L'impossibilité d'employer désormais une définition simple, habituelle, fixée une fois pour toutes, est précisément l'expression parfaite du fait que nous avons affaire à un parti centriste, qui, en raison de la lente évolution du pays, réunit encore en lui des contradictions considérables (10). »

En fait, Trotsky avait compris le caractère contradictoire de cette « mode » centriste. Maquillage conscient et cynique pour les chefs réformistes, elle était au contraire prise au sérieux par une partie des travailleurs qui croyaient voir se régénérer leur parti. Confrontées au feu de la lutte des classes, de telles illusions ne pouvaient que voler en éclats. Fondamentalement, c'est cette conception-là qui permit à Trotsky de pronostiquer le développement de courants centristes à l'intérieur des organisations social-démocrates.

3. Le centrisme des organisations intermédiaires

Les caractéristiques avancées par Trotsky de ce qu'il appellera parfois le centrisme moderne — c'est-à-dire les groupes nés de l'éclatement de la II^e et de la III^e Internationale — sont parcimonieuses et souvent dispersées. En polémique avec l'ILP (Independent Labour Party), Léon Trotsky met en avant comme éléments d'une attitude centriste : une phraséologie radicale irresponsable sur la grève générale et l'incapacité à prendre une décision concernant l'Internationale (11), ainsi que ses concessions au pa-

(9) « Centrisme et IV^e Internationale », 22 février 1934.

(10) « L'évolution de la SFIO », *Writings 1934-1939*, p. 49.

(11) « L'ILP et la IV^e Internationale ».

cifisme (12). En direction du POUM, ce sont les hésitations par rapport à l'Internationale, l'attitude par rapport au Front populaire, mais aussi plus fondamentalement son indécision pratique, contrastant avec ses déclarations révolutionnaires (13), du moins celles de son aile gauche. Avec Marceau Pivert et le PSOP, la polémique portera sur la conception du parti et le centralisme démocratique, l'Internationale, le pacifisme et le défaitisme révolutionnaire (14). Toutes ces polémiques sont en général peu globales, d'apparence conjoncturelle et « psychologisante ». Même dans l'article où il synthétise le plus sa caractérisation du centrisme (15), Trotsky reste largement descriptif et propose plus une énumération de traits qu'une définition générale du « centrisme » des groupements nés de la II^e et III^e Internationales. Il propose ainsi dix particularités :

1) Dans le domaine de la théorie, le centrisme est informe et éclectique ; il se soustrait autant que possible aux obligations d'ordre théorique et est enclin (en paroles) à préférer à la théorie la « pratique révolutionnaire » sans comprendre que seule la théorie marxiste est capable de donner à la pratique une direction révolutionnaire.

2) Dans le domaine des idées, le centrisme mène une existence parasitaire : il répète contre les marxistes-révolutionnaires les vieux arguments mencheviques de Martov, Axelrod et Plekhanov, d'ordinaire sans s'en apercevoir ; d'autre part, c'est aux marxistes, c'est-à-dire avant tout aux bolcheviques-léninistes, qu'il emprunte ses principaux arguments contre la droite, en émoussant pourtant le tranchant de leur critique, en se soustrayant aux conclusions pratiques et en privant ainsi leur critique de tout objet.

3) Un centriste proclame volontiers son hostilité au réformisme, mais ne parle pas du centrisme. Mieux, il pense que la notion même de centrisme est « peu claire », « arbitraire », etc. En d'autres termes, le centrisme n'aime pas être appelé par son nom.

4) Un centriste, jamais sûr de ses positions ni de ses méthodes, éprouve de la haine pour le principe révolutionnaire, dire ce qui est : il est en-

(12) « Une fois encore sur l'ILP », *Writings*, novembre 1935.

(13) « *Le centrisme de gauche, surtout dans des conditions révolutionnaires, est toujours prêt à adopter en paroles le programme de la révolution et ne se montre pas avare de phrases ronflantes. Mais la fatale maladie du centrisme est son incapacité à tirer des conclusions de tactique et d'organisation courageuses de ses conceptions générales.* » « Le POUM, parti centriste », 10 mars 1939, *La Révolution espagnole*, p. 534.

(14) « Le « trotskysme » et le PSOP », 25 juillet 1939, Daniel Guérin, *Front populaire, révolution manquée*, p. 278.

(15) « Centrisme et IV^e Internationale », 22 février 1934.

clin à substituer à la politique principale des combinaisons personnelles et une médiocre diplomatie entre organisations.

5) Il n'est pas rare que le centrisme s'efforce de dissimuler son aspect de flâneur dilettante en invoquant le danger du sectarisme : il entend par là, non la passivité propagandiste abstraite du type bordiguiste, mais le souci actif d'avoir une pureté de principes, une clarté de position, un esprit de conséquence en politique, de perfection dans l'organisation.

6) Un centrisme reste toujours dans la dépendance spirituelle des groupes de droite, est enclin à rechercher les grâces des plus modérés, à se taire sur leurs péchés opportunistes et à couvrir leurs actions aux yeux des ouvriers.

7) Un centrisme occupe, entre un opportuniste et un marxiste, une position un peu analogue à celle du petit-bourgeois entre un capitaliste et un prolétaire : il fait des courbettes au premier et n'a que mépris pour le second.

8) Sur l'arène internationale, le centrisme se distingue, sinon par sa cécité, du moins par sa myopie. Il ne comprend pas qu'à l'époque actuelle, on ne peut construire un parti révolutionnaire que comme partie intégrante d'un parti international. Dans les choix de ses alliés sur le plan international, le centrisme est moins difficile encore que dans son propre pays.

9) Un centrisme ne voit dans la politique de l'IC que les déviations « ultra-gauchistes », l'aventurisme, le putschisme et ignore complètement les zigzags droitiers opportunistes (Kuomitang, Comité anglo-russe, politique extérieure pacifiste, bloc antifasciste...)

10) Un centrisme recourt volontiers à de pathétiques leçons de morale pour dissimuler son propre vide idéologique : il ne comprend pas que la moralité révolutionnaire ne peut se former que sur la base de la doctrine révolutionnaire et de la politique révolutionnaire.

Sous la pression des circonstances, le centrisme peut même aller jusqu'à accepter les conclusions les plus extrêmes, mais seulement pour battre en retraite et les abandonner ensuite en pratique. S'il reconnaît la dictature du prolétariat, il laissera un vaste espace pour ses interprétations opportunistes. S'il a proclamé la nécessité de la IV^e Internationale, il va travailler à construire une internationale deux et demi.

Trotsky expliquera lui-même ses difficultés à donner une définition générale du centrisme : d'abord, parce que celui-ci « *scintille aujourd'hui de toutes les couleurs de l'arc-en-ciel* », mais aussi « *parce que le centrisme, à cause de son amorphisme organique, se soumet difficilement à une définition positive : il se caractérise beaucoup plus par ce qui lui manque que par ce qu'il contient* ». Et, de toute évidence, les dix points qu'il énumère ne sont pas à mettre tous sur le même plan. Encore qu'ils conservent une grande partie de leur actualité descriptive. Que les amateurs con-

frontent ces dix points avec l'attitude actuelle du PSU français : à part le point 9, qui mériterait d'être sérieusement nuancé, ils trouveront sans difficulté des illustrations concrètes pour chaque point.

II. Les constantes du centrisme des groupes intermédiaires

Il est cependant possible, à travers l'ensemble des polémiques de l'époque, de regrouper ce qui constitue alors pour Trotsky les éléments caractéristiques du centrisme et de déterminer si cela constitue une grille pertinente pour le centrisme d'aujourd'hui

Il y a d'abord des éléments qui prennent une grande place dans la polémique de l'époque, mais qui restent conjoncturels. Il en est ainsi de l'attitude à l'égard de « la guerre qui vient » et de la lutte contre les illusions pacifistes qui marquent alors une série d'organisations centristes comme l'ILP, le PSOP, ou le SAP (16), sans parler de l'évolution radicale du groupe de Lovestone.

Un autre élément doit être réexaminé : c'est le rapport des centristes à la théorie. Trotsky aborde en fait le problème sous deux angles différents : tantôt il reproche aux centristes de se draper volontiers dans la théorie révolutionnaire, mais de se refuser dans les faits à toute pratique révolutionnaire, tantôt au contraire il met en cause l'empirisme des centristes, le fait qu'ils ne croient qu'en la « pratique » et considèrent tout bagage idéologique comme un poids mort (17). Les deux attitudes concordent en fait dans le mépris de la théorie. Cependant, ce mépris de la théorie ne fut le fait des courants centristes de l'époque qu'à des degrés différents.

Les dirigeants du POUM issus de la gauche communiste ne méprisaient pas la théorie. La production théorique de Nin et d'Andrade, quels que soient ses aspects erronés, était d'ailleurs d'un niveau supérieur à celle des autres dirigeants centristes de l'époque. Et il serait injuste de ne voir dans leurs références théoriques que le déguisement cynique des trahisons quotidiennes. En fait, le glissement du POUM sur des positions centristes emprunte un double cheminement. Le premier consiste à tordre la réalité pour la faire coller avec les références théoriques. Ainsi, la participation du POUM au gouvernement de la généralité de Catalogne ne donnait lieu à aucun accommodement théorique à l'égard du Front populaire ; c'est au contraire la situation en Catalogne qui fut dépeinte de manière idyllique : la révolution y avait pris dès les premiers moments un caractère proléta-

(16) « Alchimie centriste ou marxisme », *Writings 1934-1935*, p. 263-271.

(17) « Le sectarisme, le centrisme et la IV^e Internationale », 22 octobre 1935, *Writings 1935-1936*, p. 26.

rien, la mise sur pied du gouvernement de la généralité mettait fin à une situation de double pouvoir, mais au profit de la classe ouvrière, l'hégémonie prolétarienne y était assurée par la majorité absolue des représentants ouvriers (18). Le deuxième consistait à maintenir ses principes, mais à s'incliner dans les faits pour ne pas briser l'unité avec les autres organisations ouvrières, la décision de dissoudre les milices en Catalogne en étant un bon exemple. En fait, l'apparition de courants centristes issus des rangs même de la IV^e Internationale annonçait un nouveau type de rapport entre certaines organisations centristes et la théorie, ce dont l'évolution ultérieure du courant pabliste sera un bon exemple. C'est autour de trois autres éléments que s'esquissent les traits fondamentaux du centrisme des groupes intermédiaires.

1. La question de l'Internationale

La plupart des groupes centristes de l'époque, confrontés à la faillite de la II^e et de la III^e Internationales, se disaient partisans d'une internationale révolutionnaire.

A partir de la conférence de Paris, en 1933, Trotsky eut une démarche constante pour tenter de construire la IV^e Internationale avec les groupes centristes. Mais l'Internationale ne restait pour ceux-ci qu'un vœu pieux : il y avait ceux qui souhaitaient abstraitement une internationale révolutionnaire « avec ou sans numéro » (Marceau Pivert), ceux qui plaidaient pour la réunification des deux Internationales (ILP), ceux qui se contentaient d'une coordination lâche où cohabitaient des organisations nationales ayant des politiques radicalement différentes (le Bureau de Londres), ceux qui croyaient qu'il fallait d'abord convaincre les masses de sa nécessité (Daniel Guérin, le SAP), ceux qui pensaient que l'on ne pouvait construire une internationale tant qu'il n'y a pas de partis (le courant autour de Victor Serge), ceux qui se déclaraient formellement pour la IV^e Internationale mais ne levèrent pas le petit doigt pour la construire (Nin et Andrade au sein du POUM)...

Derrière des argumentations diversifiées, tous les courants centristes de l'époque ont en commun le refus pratique de l'Internationale. Abrahamovici pense que cette caractéristique des courants centristes des années trente ne se retrouve pas dans l'après-guerre où le niveau de méséducation sur les questions de l'internationalisme est tel que « *la question de l'internationale n'est même plus un point de désaccord ou de discussion avec les marxistes-révolutionnaires, elle n'existe pas* (19) ». Il sous-estime l'acuité

(18) Résolution du comité central du POUM, 7 octobre 1936.

(19) *Sur le centrisme, Cahier rouge*, p. 11

avec laquelle la question de l'internationale réapparaît constamment dans les débats avec les courants centristes contemporains.

2. L'organisation d'avant-garde et le centralisme démocratique

Qu'il s'agisse du refus du « *parti-chef* » (Marceau Pivert) ou de l'exigence de « *la liberté pour les masses* » (Victor Serge), le refus des conceptions léninistes d'organisation et la sous-estimation du rôle du parti furent une caractéristique de la plupart des courants centristes de l'époque (20). Une partie d'entre eux (le SAP, le groupe Spartacus du PSOP en France, divers courants belges) cherchèrent chez Rosa Luxemburg une couverture théorique à leurs réticences (21). Fascinés par la caricature stalinienne, ils voyaient dans celle-ci le prolongement naturel du bolchevisme, ils reprochaient aux trotskystes de reprendre les méthodes autoritaires.

3. Le suivisme à l'égard des masses, les préjugés unitaristes et la politique conciliatrice à l'égard des « fronts populaires »

C'est là de toute évidence la plus importante caractéristique de ces groupes centristes. La gauche révolutionnaire dans la SFIO, puis le PSOP se prononceront pour un Front populaire de combat et Marceau Pivert participera au gouvernement Blum. Nin sera ministre de la Justice du gouvernement de la généralité de Catalogne. Le SAP poussera jusqu'au bout la logique en finissant par rallier inconditionnellement la politique de front populaire des staliniens. Certes, dans la plupart des cas, cet opportunisme même sera marqué d'oscillations : Pivert et Nin démissionneront tous les deux rapidement de leurs fonctions gouvernementales et des courants de gauche, dans le PSOP comme dans le POUM, tireront un bilan sévère de la participation aux responsabilités gouvernementales. Le PSOP se refusera à adhérer au Comité national du Rassemblement populaire et le POUM maintiendra son hostilité théorique au Front populaire. Mais la racine de ces compromissions avec la bourgeoisie est commune à l'ensemble des groupes centristes. Elle consiste dans la volonté de « ne pas se couper des masses », donc à ne pas « s'isoler » par rapport aux organisations réformistes dans lesquelles celles-ci se reconnaissent, donc à accepter des « compromis » de plus en plus compromettants avec la politique de celle-ci, jusque et y compris la collaboration de classes. Rien de plus significatif à cet égard que le discours en vogue dans le PSOP sur le Front populaire

(20) « Alchimie centriste ou marxisme », *op. cit.*, 1934-1935, p. 284, point 6 de la conclusion.

(21) « Luxemburg et la IV^e Internationale » *Writings 1935-1936*, p. 111.

d'en haut (la collaboration de classes) et le Front populaire d'en bas (le mouvement populaire) qui permit au pivertistes de cautionner abondamment le Front populaire n° 1 au nom du Front populaire n° 2. Ce « queuisme »-là restera une constante dans l'attitude des groupes centristes intermédiaires.

Si nous reprenons ces trois éléments, nous voyons que ce sont eux qui forment la spécificité du centrisme des groupes intermédiaires par rapport au centrisme de la bureaucratie stalinienne comme par rapport au « centrisme-déguisement ». Sur la question de l'internationale, les staliniens de cette époque n'en niaient nullement l'utilité, ils la voulaient simplement subordonnée aux intérêts nationaux de l'URSS. C'est justement à partir de la décomposition de la III^e Internationale que Trotsky cessera de les qualifier de « centristes ». Quant aux sociaux-démocrates, même dans la période où ils se crurent obligés de revêtir leur déguisement centriste, leurs liens de dépendance avec leur propre bourgeoisie suffisaient à les préserver de tout souci internationaliste (à moins que l'on ne considère comme tel les avatars pacifistes).

Sur la question du parti, les staliniens ne remettaient pas en cause son caractère d'avant-garde et sa centralisation : ils se servaient au contraire du drapeau du bolchevisme — la bolchevisation du PCF n'est pas si loin — pour couvrir leur entreprise de bureaucratisation. Quant aux sociaux-démocrates, ils voulaient bien bavarder sur la dictature du prolétariat, mais non remettre en cause la nature même de leur parti (parti dit de masse et non d'avant-garde) ou sa fonction, essentiellement électorale.

Quant au suivisme à l'égard des masses et aux préjugés unitaristes, la « troisième période » a abondamment démontré que ce n'était pas là le souci permanent des centristes staliniens. Et les sociaux-démocrates déguisés en centristes n'étaient suivistes à l'égard des masses que tant que ce suivisme-là leur permettait de consolider un peu leur base ouvrière sans remettre en cause leur lien avec la bourgeoisie. Et si les uns et les autres se retrouvèrent pour pratiquer une politique de collaboration de classes, ce n'est évidemment pas en fonction d'un quelconque suivisme, mais le fruit d'une politique délibérée.

Insistons donc sur ce fait : il est absolument souhaitable de mettre un pluriel au terme « centristes » ; pas seulement parce que le type de centrisme auquel nous avons affaire — celui des groupes intermédiaires — chatoie à nouveau de mille couleurs ; pas seulement parce que les différentes organisations centristes traduisent et modèlent le phénomène centriste de manière différente sur le champ politique. Mais parce que — sans remonter dans la nuit des temps : le « centrisme » de Trotsky avant 1917, celui de Longuet et de Cachin-Frossard, celui de l'Internationale deux et demie — la notion de centrisme a couvert, dans l'emploi qu'en a fait le mouvement trokyste, trois phénomènes de nature différente. Permettre

que l'on parle aujourd'hui de « centrismes » sans craindre l'hérésie ne nous paraît pas négligeable : trop souvent, nous avons utilisé pratiquement la notion de centrisme comme un fourre-tout, en nous croyant dispensés de l'analyse concrète des courants auxquels nous étions confrontés, la référence de la notion de centrisme paraissant suffire à la définition et en leur conférant ainsi une homogénéité qu'ils n'avaient évidemment pas.

III. Sur les différenciations à l'intérieur des groupes intermédiaires

Notre courant a souvent essayé, ces dernières années, d'analyser un certain nombre de différenciation à l'intérieur même du phénomène centriste. Mais, avec le recul, ces différenciations apparaissent souvent superficielles et maladroitement. C'est un certain nombre de ces définitions que nous voudrions reprendre ici.

1. Le centrisme comme mouvement pendulaire

Si le propre du centrisme est d'osciller, encore faut-il définir entre quoi et quoi. Des formulations erronées ont eu cours sur ce point qui présentaient le centrisme comme étant tout ce qui se situait entre les organisations réformistes et les organisations marxistes-révolutionnaires. La formule employée par Lequenne : « *Qu'est-ce que le centrisme dans la terminologie marxiste ? Ou plus exactement que sont les centristes ? Ce sont les organisations qui se situent politiquement entre le réformisme (aujourd'hui social-démocrate ou stalinien) et le communisme (c'est-à-dire aujourd'hui les organisations marxistes-révolutionnaires)* (22) », dans la mesure où elle tire un trait d'égalité entre centrisme et organisations centristes, peut effectivement prêter à confusion. Le dernier congrès de la Ligue communiste révolutionnaire a abouti à une formule plus correcte : le centrisme oscille entre la réforme et la révolution et non entre les organisations réformistes et marxistes-révolutionnaires. La première formulation présente un double danger :

— elle peut induire un glissement sectaire qui ferait de l'extériorité à la section de la IV^e Internationale le critère fondamental du centrisme. Nous ferions ainsi l'économie de l'analyse de ce qui est aujourd'hui crise et éparpillement des révolutionnaires (nous y reviendrons). Nous jetterions un voile pudique sur le fait que des courants de type centriste peuvent exister au sein même de la IV^e Internationale et ce sans remonter très loin dans notre histoire. Nous risquerions fort d'être myopes quant à la possi-

(22) « Sur le centrisme », Michel Lequenne, *Marx ou crève* n° 1.

ble existence de courants centristes à l'intérieur même d'organisation réformistes (dans le Parti socialiste chilien par exemple) ;

— elle peut aussi nous amener à une vision réductrice, réduisant le centrisme aux centristes politiquement organisés. Les modes d'expression du centrisme sont plus larges : il existe aujourd'hui en France un centrisme de type syndical, dans la CFDT par exemple, et qui n'est pas représenté politiquement par le PSU ou telle autre organisation d'extrême gauche : il existe un centrisme journalistique qu'exprime fort bien *Politique-Hebdo*. Penser que ce n'est que par rapport à une ou des organisations centristes que l'on peut avoir une politique, et non par rapport au phénomène lui-même est dangereux, car le risque existe alors de réduire la politique à la tactique politique. Bien sûr, ce n'est pas que par rapport à des organisations de type centriste que nous pouvons avoir une tactique politique. Mais nous avons bien une politique à l'égard de tous les modes d'expression du centrisme. Même par rapport aux courants « petits bourgeois radicaux », héritiers du « spontanéisme » et dont *Libération* est le haut-parleur caricatural, les marxistes-révolutionnaires doivent avoir une politique. Elle consisterait notamment à rompre avec l'idée que ce sont là des scories négligeables sur le chemin triomphal de la construction du parti révolutionnaire. Faute d'avoir répondu assez tôt aux questions multiples que posaient ces courants, faute d'avoir mis à jour leur élaboration théorique et de s'être ainsi donné les moyens d'une polémique sans complaisance, les marxistes-révolutionnaires ont trop souvent laissé ces courants passer sous la domination d'influences en dernière instance réformistes. Que dire de notre retard et des occasions manquées en ce qui concerne l'écologie, le nucléaire, les phénomènes « nationalitaires », les prisons et la justice, la santé et l'exercice de la médecine, etc. ? Nous ne pouvons nous contenter de justifier ces carences en expliquant que nous marchons, nous, au rythme du mouvement ouvrier. Parler d'un point de vue ouvrier sur ces questions ne signifie pas nous lier nous-mêmes au rythme de maturation de la classe ouvrière.

2. Les bornes politiques des oscillations centristes

Sur les éléments qui les différencient des marxistes-révolutionnaires, les trois éléments déjà mis en évidence par Trotsky (l'Internationale, rôle et nature du parti, suivisme à l'égard des masses) gardent aujourd'hui leur valeur. Peut-être faudrait-il y ajouter des éléments plus conjoncturels : la question de la nature de l'URSS a pris, depuis 1945, dans la délimitation par rapport aux centristes, une importance plus grande qu'elle ne l'avait du vivant de Trotsky. Sur la délimitation entre centristes et réformistes, ne prendre comme pierre de touche que la place stratégique accordée aux conseils ouvriers paraît restrictif. En fait, ce qui distingue fondamentale-

ment les centristes des réformistes, c'est que les premiers croient à la possibilité de la révolution socialiste. D'où un certain nombre de conséquences : le refus au moins en théorie de la gestion de l'Etat bourgeois, le rejet du « passage pacifique », etc. Le rôle stratégique attribué aux conseils fait partie de ces conséquences. Mais en faire le seul élément de délimitation entre eux et les réformistes risquerait de donner à l'organisation une vision « conseilliste » du centrisme des groupes intermédiaires contemporains qui ne correspondrait qu'imparfaitement à la réalité.

3. Centrisme et éparpillement du mouvement révolutionnaire

L'arrière-fond sur lequel se meuvent les courants centristes est très différent de celui qu'a connu Trotsky. Effectivement, l'éclatement au grand jour de l'imposture stalinienne a entraîné la remise en cause des acquis d'Octobre, du lénisme, voire du marxisme, phénomène dont la facilité avec laquelle se font entendre les « théoriciens » du Goulag n'est que le dernier avatar. Effectivement, nous n'avons plus affaire à quelques groupes centristes hésitant entre la II^e et la III^e Internationale (et en tout cas issus des rangs de l'une ou de l'autre) et que leur impuissance à s'atteler à la construction de la IV^e condamnait à la disparition rapide. Aucun courant ne représente aujourd'hui le pôle politique possible qu'était l'Opposition de gauche pour les révolutionnaires des années trente. Les références des révolutionnaires ne se situent plus par rapport à un débat centralisé entre deux ou trois courants mondialement délimités. A la crise et à l'émiettement du mouvement communiste international se sont surajoutées la révolution cubaine, la révolution culturelle prolétarienne chinoise, diverses expériences nationales parmi lesquelles le Mai 68 français, toute une série d'expériences à travers lesquelles plusieurs courants cherchent leur voie à tâtons. En 1936 en Espagne, en 1938 en France, les seules organisations centristes par rapport auxquelles la IV^e Internationale avait à définir sa tactique s'appelaient le POUM et le PSOP : que l'on compare avec la diversité des groupes espagnols et français aujourd'hui, avec la floraison à laquelle a immédiatement donné lieu le processus révolutionnaire portugais.

De ce panorama, il faut tirer des conclusions. Le label « centriste » pouvait dans les années trente s'appliquer avec une grande rigueur aux groupes intermédiaires existants. L'histoire, les débats, les préoccupations étaient suffisamment communes pour qu'une telle caractérisation soit suffisante au-delà de la diversité des situations nationales et des itinéraires ultérieurs. Aujourd'hui l'erreur serait encore plus grave de se contenter de coller à la légère l'étiquette centriste sans aller plus loin dans l'analyse. Bien des courants d'extrême gauche sont aujourd'hui composés de mili-

tants révolutionnaires (« confus, mauvais, maladroits, fourvoyés ») qui cherchent honnêtement les voies et les moyens de la révolution, à travers une crise sans précédent des références communistes et pour lesquels la IV^e Internationale n'est pas l'étoile polaire, par rapport à laquelle il importe de se définir en assumant ainsi consciemment sa nature centriste. C'est là une situation durable. Il nous apparaît effectivement plus pertinent, au plan de l'analyse, de considérer qu'il s'agit d'organisations subissant des déviations centristes plus ou moins prononcées, que nous devons analyser précisément, en abandonnant l'idée commode qu'il suffit d'avoir collé l'étiquette. Certaines de ces organisations pourront être considérées comme des courants centristes « authentiques », soit en fonction de leur éclectisme théorique, soit en raison de l'ampleur de leurs oscillations, soit parce qu'elles ont ordonné, avec un minimum de cohérence, la quasi-totalité des principales caractéristiques du centrisme contemporain. Bien entendu, l'examen des déviations centristes dont sont affectées les organisations n'aboutit pas à une échelle de valeurs. Mais il peut nous aider à préciser notre tactique politique.

4. Sur la tentative de préciser des « variétés » de centrisme

On peut alors remarquer que notre courant a tenté à plusieurs reprises de distinguer, à l'intérieur même du centrisme, diverses variétés constituées. Mais les classifications ainsi obtenues paraissent superficielles, voire dangereuses.

a) Ainsi en est-il par exemple de la classification souvent faite entre d'une part les organisations qui comptent sur une régénérescence du mouvement ouvrier traditionnel sous l'influence de la pression des masses (type PSU, Manifesto, PDUP) et celles, au contraire, qui tablent sur la reconstruction de toutes pièces d'un nouveau mouvement ouvrier (type LO, Révolution ! PRP-BR (Portugal), Junte de coordination latino-américaine).

Même en se plaçant uniquement « du point de vue de nos tâches » cette classification paraît largement fautive. On peut sans doute décrire le PSU comme comptant aujourd'hui sur une régénérescence du mouvement ouvrier traditionnel. Mais on ne peut oublier pour autant que le PSU s'est justement constitué sur la base d'une majorité « moderniste » qui se donnait comme axe de préserver la spécificité du PSU par rapport au mouvement ouvrier traditionnel perçu comme archaïque ; et qu'il s'est durablement appuyé, dans sa construction, sur des couches caractérisées par leur extériorité au mouvement ouvrier traditionnel : les travailleurs chrétiens radicalisés. Prendre ainsi un élément de l'orientation actuelle du PSU pour caractériser l'organisation PSU risquerait fort de nous faire passer à côté

de la plaque. Les autres exemples donnés ne sont guère plus probants. Sans référence à des spécificités nationales précises, une telle distinction est peu opérationnelle. Que signifie compter sur une régénérescence du mouvement ouvrier traditionnel et miser sur la reconstruction d'un nouveau mouvement ouvrier en Argentine ? Cela a-t-il la même signification qu'au Chili ? Et, même avec les sous-variantes qu'on leur accorde, mettre LO et Révolution ! (23) la même catégorie — ceux qui misent sur la reconstruction d'un nouveau mouvement ouvrier — ne peut qu'obscurcir nos tâches. Car ce qui est fondamental en la matière, c'est que l'opportunisme de LO est un opportunisme par rapport à l'ouvrier moyen, à l'ouvrier du rang. Et que l'opportunisme de Révolution ! est un opportunisme par rapport à des secteurs radicalisés de la petite-bourgeoisie et à des secteurs ouvriers sensibles aux thèmes ultra-gauches. De la même manière, l'attitude dénonciatoire qu'ils ont adoptée à l'égard de l'Union de la gauche n'a pas chez l'un et chez l'autre les mêmes racines : elle renvoie pour Révolution ! à son opportunisme par rapport à des secteurs naturellement défiants par rapport à tout ce qui n'est pas « les luttes ». Au contraire, elle s'explique, pour LO, par le fait que les nombreux traits qui font partiellement de ce groupe une secte lui permettant d'aller, sans trop de difficultés, à contre-courant de la sensibilité immédiate de sa zone d'influence (même si pour ce faire, elle utilise aussi ; l'apolitisme de cette zone d'influence : cf. le thème des « *politiciens de droite et de gauche* »). Pour prendre un troisième exemple, l'attitude apparemment commune de ces deux groupes par rapport au problème du front unique n'a pas les mêmes raisons d'être : il s'agit pour Révolution ! de miser sur l'existence d'un « *camp potentiel de la révolution* », qu'il suffit de souder dans « *l'unité populaire* » et de garder à l'écart des influences réformistes, en facilitant son autonomisation. Ce camp est assez vaste pour que l'on puisse faire l'économie de s'adresser aux organisations réformistes et pour qu'ils puissent les déborder. LO, au contraire, au niveau de ses explications, n'a pas renié la problématique trotskyste du front unique. Elle se contente de répéter, avec plus de constance, les erreurs de la LCR lors de son premier congrès ; le rapport de forces ne permet pas d'imposer le front unique, il n'y a pas de parti révolutionnaire ouvrier implanté, nous sommes trop petits, etc. C'est là le reflet de l'attitude fondamentalement pessimiste de LO : faisons modestement chacun notre travail dans notre petit coin, du mieux que nous pouvons.

On pourrait prendre d'autres exemples : ils aboutiraient tous au constat que la caractérisation évoquée plus haut obscurcit les tâches que doivent se donner les marxistes-révolutionnaires par rapport à ce courant.

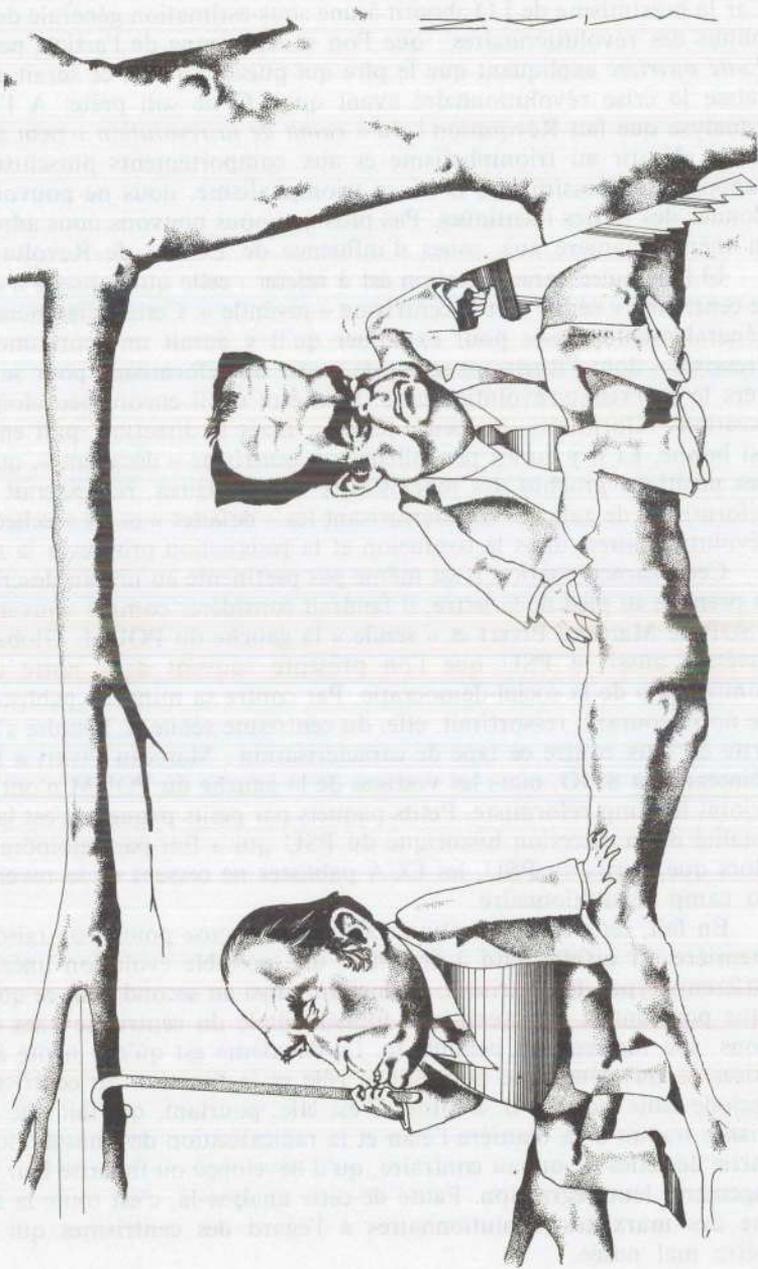
(23) Il s'agit du courant regroupé dans l'Organisation communiste Révolution, avant qu'elle ne fusionne avec la GOP pour donner naissance à l'OCT.

Car le pessimisme de LO aboutit à une sous-estimation générale des possibilités des révolutionnaires : que l'on se souvienne de l'article paru dans *Lutte ouvrière* expliquant que le pire qui puisse arriver, ce serait qu'apparaisse la crise révolutionnaire avant que LO ne soit prête. A l'inverse, l'analyse que fait Révolution ! du « *camp de la révolution* » peut parfaitement aboutir au triomphalisme et aux comportements putschistes. Par rapport à ce pessimisme et à ce triomphalisme, nous ne pouvons nous donner des tâches identiques. Pas plus que nous pouvons nous adresser de la même manière aux zones d'influence de LO ou de Révolution !.

b) Une autre caractérisation est à rejeter : celle qui consiste à opposer le centrisme « sénile » et le centrisme « juvénile ». Cette différenciation est généralement utilisée pour expliquer qu'il y aurait un centrisme « progressiste » dont l'itinéraire serait de partir du réformisme pour se diriger vers le marxisme-révolutionnaire. Peut-être est-il encore peu éloigné des positions réformistes, un peu « jeune », mais la direction qu'il emprunte est bonne. Et il y aurait par ailleurs un centrisme « décadent », qui, parti des positions proches des marxistes-révolutionnaires, régresserait vers le réformisme de gauche, en intériorisant les « défaites » et les « échecs » des révolutionnaires, dans la confusion et la résignation propres à la sénilité.

Cette caractérisation n'est même pas pertinente au niveau descriptif. A la prendre au pied de la lettre, il faudrait considérer comme « juvénile » le PSOP de Marceau Pivert et « sénile » la gauche du POUM. Globalement juvénile aussi le PSU que l'on présente souvent dans notre courant comme issu de la social-démocratie. Par contre sa minorité pabliste, issue de notre courant, ressortirait, elle, du centrisme sénile. L'histoire s'est inscrite en faux contre ce type de caractérisation : Marceau Pivert a fini par réintégrer la SFIO, mais les vestiges de la gauche du POUM n'ont jamais rejoint le camp réformiste. Petits paquets par petits paquets, c'est la quasi-totalité de la direction historique du PSU qui a fini par rejoindre le PS, alors que, sortis du PSU, les CCA pablistes ne cessent de se revendiquer du camp révolutionnaire.

En fait, cette caractérisation s'avère dangereuse pour deux raisons. La première est qu'elle tend à présenter une possible évolution linéaire des différents types de centrisme, en mettant ainsi au second plan ce qui constitue pourtant la caractéristique fondamentale du centrisme : ses oscillations, son mouvement pendulaire. La deuxième est qu'elle incite à minimiser ce qui détermine pourtant le rôle et la fonction du centrisme : la période dans laquelle il se situe. C'est elle, pourtant, qui fait que le centrisme traduit à sa manière l'élan et la radicalisation des masses ou d'une partie de celles-ci, ou, au contraire, qu'il développe ou théorise leur découragement, leur régression. Faute de cette analyse-là, c'est toute la démarche des marxistes-révolutionnaires à l'égard des centristes qui risque d'être mal posée.



c) La caractérisation comme « centristes de droite » et « centristes de gauche » se superpose souvent aux précédentes : on tire volontiers un trait d'égalité entre centrisme de droite et centrisme sénile, centrisme de gauche et centrisme juvénile. Et on désigne volontiers les courants qui veulent reconstruire un nouveau mouvement ouvrier comme centristes de gauche, et centristes de droite ceux qui comptent sur une régénérescence du mouvement ouvrier traditionnel. Il faut ajouter qu'en dehors de ce trait d'égalité les définitions précises de ce qu'est un centriste de droite par rapport à un centriste de gauche ne courent pas les rues. Il semble bien, en effet, que les camarades qui emploient ces qualificatifs s'en servent surtout pour distinguer leurs centristes favoris. Ainsi Lequenne nous présente-t-il une étonnante galerie de « centristes de gauche » (24). D'abord, il y a dans les années trente « un centrisme de gauche, d'origine stalinienne, produit du recul de la révolution et de la décomposition de l'Internationale communiste, simplifiant, mécanisant et dogmatisant selon des besoins localisés certaines des leçons du léninisme, centrisme dont le maoïsme première manière est le type supérieur ». Il y a ensuite les dirigeants des partis communistes de Yougoslavie, de Chine et du Vietnam « formés comme des centristes de gauche pendant l'ère centriste de l'Internationale communiste ». Puis, les partis révolutionnaires nationaux — de type « guévariste », par exemple — « qui nous ont tant de fois montré le chemin de l'action ». Lequenne y ajoute l'OCT et LO et... le courant Poperen dans le PSU des années soixante.

Il n'est pas difficile de voir que, même sur le plan de la description, ce schéma ne colle pas très bien avec la réalité. Trotsky n'a jamais particulièrement caractérisé le centrisme bureaucratique de l'IC comme centrisme de gauche et si des dirigeants des PC formés dans ce cadre ont pu être formés comme centristes, rien, mais alors vraiment rien, n'oblige à préciser « de gauche ». Quant aux scissions centristes d'origine stalinienne, il serait erroné d'y voir une composante de gauche du centrisme, par rapport à un centrisme de droite, qui serait, lui, d'origine social-démocrate. Ce point a son importance, car il est trop souvent implicitement admis dans notre courant qu'un groupe centriste issu du PC est de « gauche », issu de la sociale-démocratie, « de droite ». On peut certes admettre que ces courants n'ont pas appris la même chose dans les organisations d'où ils viennent, mais cela ne suffit point pour leur donner ainsi une « situation » politique sur l'échiquier du centrisme. Et cela quelles que soient les époques : centristes « de gauche » dans les années trente les courants issus des PC, comme le groupe de Lovestone aux USA, la Fédération catalane de Maurin, la direction du SAP allemand ? Centristes de gauche aujourd'hui

(24) *Op. cit.*, « Sur le centrisme ».

le groupe dirigeant du PDUP-Manifesto (Magri-Rossanda), issu du PCI et aujourd'hui pendu à ses basques ?

Là aussi, ce n'est pas seulement la mauvaise description de la réalité qui est gênante dans ce type de caractérisation. Le problème est qu'elle risque d'épingler des organisations, de prétendre les caractériser à bon compte. Une fois de plus passe alors au second plan ce qui reste le propre des organisations centristes : les zigzags, les oscillations. Il peut y avoir, si l'on tient à employer des termes commodes, des politiques centristes de gauche ou centriste de droite qui sont le propre de tel ou tel moment d'une organisation : mais il n'y a pas d'organisations dont la nature serait d'être centriste de droite ou centriste de gauche parce que la nature du centrisme est justement d'osciller entre positions « de droite » et positions « de gauche ». Les organisations guévaristes que Lequenne range sous le drapeau du « centrisme de gauche » en fournissent un bon exemple : centristes de gauche, aurait-on sans doute dit des Tupamaros menant la guérilla urbaine. Et « centristes de droite », quand ils collaborent avec la bourgeoisie au sein du Frente Amplio. Certes, les organisations concrétisent à des moments donnés telle ou telle forme de déviations centristes. Mais l'ennui serait de ne pas comprendre que c'est justement « à un moment donné » ; et le risque est que les étiquettes « de gauche » ou de « droite » fassent oublier la nécessité de l'analyse concrète de ces déviations. On ne peut alors comprendre que le MES (au Portugal), centriste de droite en 1974, s'épuisant en un rôle de conseil technocratique du MFA, ait pu devenir le MES putschiste, ultra-gauche d'octobre 1975.

En fait, c'est un ensemble de conditions complexes qui permet d'analyser les déviations centristes de telle ou telle organisation, le rôle qu'elle tient, de faire des pronostics sur son devenir. Jouent à cet égard l'histoire de l'organisation et en particulier le passé de son groupe dirigeant, les points de rupture sur lesquels elle s'est constituée, les principales références doctrinales qu'elle se donne (c'est-à-dire, dans la plupart des cas, les quelques emprunts qu'elle fait au marxisme-révolutionnaire et au réformisme, plus ou moins revus et corrigés, en fonction de la volonté de synthèse et de « dépassement » qui est souvent le propre des organisations centristes). Jouent également le type de formation sociale dans laquelle elles se situent (d'autant plus que les organisations centristes sont en général très dépendantes du contexte national), la nature du mouvement ouvrier auquel elles s'adressent et plus précisément le poids, le pôle d'attraction qu'y représentent les réformistes et les marxistes-révolutionnaires. Mais, en dernière analyse, c'est la période, comme nous l'avons déjà dit, qui détermine la fonction et le rôle des centristes et notre attitude par rapport à eux. C'est le fait qu'il y a aujourd'hui montée du mouvement de masse, radicalisation ouvrière, rupture empirique de fractions du prolétariat avec la stratégie réformiste, qui donne en première instance un rôle

« progressiste » au centrisme. Car les organisations centristes se définissent comme « parti-objet », reflet et non plus sujet de la lutte des classes (ce qui est particulièrement net pour les organisations centristes « authentiques »). C'est cette caractéristique de la période qui définit également notre attitude : le débat fraternel, la collaboration, l'éducation.

5. Groupes centristes et sectes

En fait, notre courant politique s'est peu intéressé à définir les sectes. On peut trouver dans notre littérature récente un rappel de ce que disait Marx en la matière (Henri Weber dans *Qu'est-ce que l'AJS-OCI ?*) : la secte se caractérise par le fait qu'elle privilégie ses intérêts propres par rapport à ceux du prolétariat dans son ensemble. Mais de manière générale, le sectarisme n'est pas utilisé dans notre courant comme un concept, mais employé de manière descriptive et journalistique. Pourtant, Trotsky a donné une définition assez précise du sectarisme comme concept (25). Il distingue et oppose centrisme et sectarisme : le centrisme méprise les principes et la théorie, a en horreur les formules précises. Le sectaire, lui, vit dans un monde de formules toutes faites : il ne comprend pas la relation dialectique entre un programme (achevé) et la lutte de masse réelle, vivante, qui par définition est toujours imparfaite et inachevée. En bref, *« le centriste est incapable de comprendre que les principes ne sont pas un poids mort, mais une bouée de sauvetage pour un nageur révolutionnaire. Le sectaire, lui, ne voudra généralement pas nager du tout, afin de ne pas mouiller ses principes (26) »*.

Nous pouvons voir aujourd'hui à l'œuvre une série de sectes diverses : elles se caractérisent toutes par leur fétichisation d'un « programme » quelconque, ou tout du moins d'un certain nombre de principes qu'elles sont incapables de transmettre aux masses. Dans la mesure où la lutte de classes réelle ne rentre pas dans leurs cases, ne correspond pas à leurs principes, elles ne participent pas à la lutte de classes. Et plus la lutte des classes se développe, plus elle emprunte des chemins peu balisés, plus les sectes s'isolent, se replient sur elles-mêmes et sur un « programme » qu'elles ne cessent de polir, se contentant d'une propagande programmatique abstraite. Dans une période de montée de la lutte des classes, le comportement des sectes est à l'opposé de celui des groupes centristes que caractérisent au contraire le mépris du programme et l'opportunisme à l'égard du mouvement des masses.

Il peut certes y avoir des groupes centristes sujets à des déviations sec-

(25) « Le sectarisme, le centrisme et la IV^e Internationale », *Writings 1935-1936*, p. 26.

(26) *Ibid.*, p. 27.

taires, voire même (c'est plus rare) des sectes atteintes par des déviations centristes. Mais il reste qu'un certain nombre des caractéristiques du centrisme (mépris de la théorie, opportunisme par rapport au mouvement des masses, empirisme tous azimuts, sont antagoniques avec un certain nombre des principales caractéristiques des sectes (recroquevillement sur le programme, isolement par rapport au mouvement des masses, activité propagandiste abstraite). Les unes et les autres définissent des types différents d'organisation, selon que dominant en la matière les déviations centristes (opportunistes) et les déviations sectaires. Là aussi, nous ne prétendons pas définir une échelle de valeurs absolue : groupes centristes et sectes ne se définissent pas par rapport à une théorie : les uns et les autres peuvent être trotskysants, maoïstes, guérilléristes, anarchisants. Ce qui décide, là aussi, c'est la période : dans une période de reflux du mouvement des masses, l'activité des sectes peut se révéler bien moins nuisible que celle des groupes centristes. Même si les sectes auront bien des difficultés à tirer les leçons réelles des défaites précédentes, elles n'ont pas, dans ce type de période, l'activité démobilisatrice des groupes centristes. Et elles peuvent contribuer à transmettre un certain nombre d'acquis à travers les périodes les plus noires (du moins pour les sectes trotskysantes), même si c'est sous forme de produits surgelés. Par contre, en période de montée du mouvement des masses, leur accorder une importance prioritaire serait nous isoler nous-mêmes. C'est aux groupes centristes qu'il nous faut alors tendre la main : non pas pour nous noyer avec eux, nous savons qu'ils seront drossés par le moindre remous, mais pour leur apprendre à maîtriser, à diriger le flux du torrent. Les groupes sectaires sont sur la rive : nous allier avec eux serait nous transformer nous-mêmes en spectateurs, en commentateurs de la lutte des classes. Même s'il s'agit de grosses sectes.

6. Groupes centristes, idéologie et couches sociales

Il est tout à fait erroné de décrire les organisations centristes comme porteuses d'une idéologie existant indépendamment d'elles, secrétée par des couches sociales spécifiques. C'était là une des erreurs d'Abrahamovici quand il écrivait dans sa brochure de 1969, *Marxisme et Petite Bourgeoisie* :

« La petite bourgeoisie urbaine, en s'intégrant dans le processus de production de façon spécifique, doit, à plus ou moins long terme, élaborer une idéologie qui reflétera sa situation au sein de la société. »

Une telle analyse a bien évidemment une fonction politique. En l'occurrence, elle ne peut que faire accroire que les courants centristes — ou

du moins une partie d'entre eux — sont extérieurs au mouvement ouvrier, représentent en fait « *un courant socio-politique issu d'une couche sociale qui ne se rattache au mouvement ouvrier que par des aspirations à un changement révolutionnaire réel, mais confus* ». Bien sûr, les racines du centrisme sont d'origine petite-bourgeoise : mais pas plus que le réformisme ou... certaines pressions dans les rangs de la LCR. Il n'y a pas d'adéquation : une classe = une idéologie = une organisation. Sur ce point, Lequenne a cent fois raison dans la polémique qu'il a entretenue avec Abrahamovici (27). Les camarades tentés de voir dans le centrisme un courant petit-bourgeois extérieur au mouvement ouvrier citent volontiers une phrase de Trotsky (28) :

« *Le centrisme au sein du mouvement ouvrier joue dans un certain sens le même rôle que l'idéologie petite-bourgeoise sous toutes ses formes par rapport à la société bourgeoise dans son ensemble.* »

Mais n'est-ce pas dire précisément, dans le cadre d'un raisonnement par analogie, que le centrisme est un courant au sein du mouvement ouvrier ? Citation pour citation, et puisqu'elles sont extraites du même article de Léon Trotsky, celle utilisée, tout au début de cet article, est plus claire :

« *Le centrisme reflète les différents types d'évolution du prolétariat, sa croissance politique, sa faiblesse révolutionnaire, liée à la pression que toutes les autres classes de la société exercent sur lui* (29). »

Cela induit évidemment une autre méthode — et une autre attitude — que de renvoyer les centristes dans l'enfer de la petite bourgeoisie (radicalisée).

Ceci dit, nous devons éviter tout « sociologisme » hâtif qui nous ferait déduire la nature de classe d'une organisation uniquement des couches dans lesquelles elle est prioritairement implantée, cela ne nous dispense évidemment pas d'analyser précisément la base sociale de chaque organisation. Avec la caractérisation politique que nous en faisons, il y a là aussi un élément que nous prenons en compte pour déterminer notre politique à leur égard.

(27) « Sur le centrisme », *op. cit.*, p. 44-46.

(28) *Comment vaincre le fascisme*, p. 172.

(29) *Ibid.* p. 173.

7. A propos des « théories » centristes

Bien sûr, les quelques éléments constitutifs du centrisme des groupes intermédiaires ne constitue en rien une « théorie » centriste. Il est clair qu'une telle théorie n'existe pas. D'abord, parce que l'indifférence à l'égard de la théorie est souvent le propre des organisations centristes. Ensuite, parce que leur bagage théorique est très souvent fait d'emprunts aux marxistes-révolutionnaires contre les réformistes, aux réformistes contre les marxistes-révolutionnaires. Egalement, il s'agit souvent de rassemblements éclectiques, où cohabitent les « sensibilités » les plus diverses (type de rassemblement dont le PSU post-1968 fournit sans doute le meilleur exemple) et qui ne peuvent subsister quelque temps qu'à condition de ne pas se référer à une théorie précise. Enfin, l'opportunisme congénital des centristes, la nécessité pour eux de s'adapter aux divers mouvements de masse qui passent devant leur porte, leur fait évidemment ressentir toute référence théorique un peu précise comme un obstacle, une barrière. De manière générale, c'est sa nature même (son mouvement pendulaire) qui interdit au centrisme d'être porteur d'une théorie politique unifiée. Dire cela ne doit pas nous amener à nous désintéresser — ou à ne pas voir — des tentatives de cristallisation théorique qui peuvent avoir lieu à un moment donné dans tel ou tel courant du centrisme international. Pour ne prendre qu'un exemple, on ne peut exclure qu'une convergence ne s'organise un jour autour des thèmes principaux mis en avant par le groupe du Manifesto. Cela est déjà sensible du côté du PSU (rapprochement permis par l'évolution à droite du Manifesto et à gauche du PSU, durant ces dernières années). Des contributions individuelles sophistiquées (le livre de Fernando Claudin sur la crise du mouvement communiste, par exemple) vont dans le même sens. Avec ce type de courants, ce serait une erreur de se contenter de polémiques tactiques et conjoncturelles. Dans le même ordre d'idée, les ambiguïtés des thèmes autogestionnaires peuvent fournir une plate-forme commode pour divers courants centristes. Mais là aussi la production théorique de la LCR ne contribue guère à la clarification : il semble bien que c'est un terrain qu'elle n'approche qu'avec des pincettes.

Dire cela signifie bien évidemment rejeter l'attitude fataliste qui consiste à expliquer que les groupes centristes disparaîtront de toute façon d'eux-mêmes, à l'épreuve de la guerre ou de la révolution. Les groupes centristes disparaîtront — ou, plus précisément, n'évolueront vers le marxisme-révolutionnaire — qu'en fonction de notre politique. Cette politique doit s'exercer aussi dans le domaine du théorique. Car, les militants qui écoutent aujourd'hui le discours centriste ne sont pas forcément des militants qui ont consciemment rejeté les acquis marxistes-révolutionnaires. Bien souvent, au contraire, ils les ignorent ou, au mieux, n'en ont qu'une vi-

sion caricaturale. Dans ce domaine aussi nos responsabilités sont immenses.

8. Les groupes centristes comme obstacles

Le mot obstacle étant en la matière mis à toutes les sauces, il importe de préciser sa signification. Et, pour commencer, de rejeter l'analyse qui voit principalement dans les groupes centristes des obstacles, un écran à la politique de front unique, dans la mesure où la réalisation du front unique saperait les bases mêmes de leur existence. Les fondements de cette analyse sont clairs : le centrisme est le produit de la division de la classe ouvrière, division dans les faits entre organisations réformistes et organisations marxistes-révolutionnaires. C'est parce que cette division existe qu'il y a des gens qui hésitent, « ne peuvent, ne veulent ou ne savent choisir » entre les deux pôles. Chaque organisation tendant à lutter pour sa survie, elle lutte aussi pour le maintien des conditions qui permettent sa propre existence : les centristes sont donc amenés à lutter pour le maintien de la division du mouvement ouvrier, contre l'unité ouvrière, contre la politique de front unique ouvrier. En fait, ce sont des diviseurs, des agents actifs de la division ouvrière. Les marxistes-révolutionnaires, eux, luttent contre la division de classe ouvrière, pour le front unique ouvrier. Dans ce combat, les centristes sont évidemment, dès maintenant, des adversaires, des obstacles. Non seulement parce qu'ils sont censés être aujourd'hui contre une politique de front unique, mais parce que la politique de front unique sape les bases de leur existence. Les centristes n'ont donc que deux solutions : ou s'opposer à la politique de front unique et apparaître aux yeux des masses pour ce qu'ils sont, des obstacles, des écrans, des diviseurs ; ou accepter de s'intégrer dans une politique de front unique et donc de collaborer eux-mêmes à leur propre disparition, assumer eux-mêmes leur statut d'avatar centriste. Les marxistes-révolutionnaires, eux, n'ont qu'une possibilité, car ils n'ont qu'une politique : tenter d'englober les centristes dans leur politique de front unique. C'est, nous explique-t-on, ce qui rend « difficile » d'avoir une politique spécifique vis-à-vis des centristes, sans entrer en contradiction avec une politique de front unique.

Dans la vie politique française, cette analyse n'en est pas restée au niveau des écrits. C'est celle qui a commandé, toutes ces dernières années, la politique de l'OCI et dont l'illustration la plus probante a été le célèbre : « *Krivine, Rocard, retirez-vous, Defferre et Duclos, unissez-vous* », des élections présidentielles de 1969. Elle est fautive dans ses fondements.

Elle réduit le centrisme à une oscillation entre des organisations, entre les organisations réformistes et les organisations marxistes-révolutionnaires. Abrahamovici est, sur ce point, très clair. Après avoir écrit que, pour

que le centrisme existe, il fallait que soit opérée la coupure entre réformistes et révolutionnaires « *non seulement en paroles, mais en fait* » n il ajoute :

« En tant que réalité politique, le centrisme est déterminé aujourd'hui par la révolution d'Octobre, par la révolution prolétarienne effective. Ce n'est qu'à partir de 1917 que les classifications politiques se sont faites et jouent encore maintenant : on sait qui sont les réformistes, qui sont les révolutionnaires, car ils se sont déterminés pratiquement, à la baïonnette pourrait-on dire. Entre Noske et Rosa Luxemburg, en 1919, il y a plus que des divergences théoriques (30). »

En datant ainsi les « classifications politiques » d'Octobre 1917, Abrahamovici peut décrire un paysage politique d'une grande simplicité. Cela est hélas faux : pour Lénine en tout cas ces « classifications » datent au moins de 1914, comme Trotsky le rappelle lui-même (31). Cette périodisation évite à Abrahamovici de prendre en compte les déviations centristes qui ont pu se manifester avant 1917 et dont un brillant représentant fut... Trotsky ! Elle l'amène à ne pas comprendre que le centrisme est d'abord une oscillation entre la politique réformiste et la politique marxiste-révolutionnaire. Elle lui interdit donc de prendre en compte les déviations de type centriste qui peuvent affecter à des niveaux divers une série d'organisations.

Elle tend à présenter l'hostilité à une politique de front unique comme la — ou l'une des — principale caractéristique des courants centristes. Bien sûr, les courants centristes n'ont pas la compréhension trotskyste de la politique de front unique : mais ce qui caractérise bien plus précisément toute une partie d'entre eux, c'est une conception opportuniste du front unique.

Elle tend à présenter la réalisation du front unique comme l'aboutissement stratégique de la politique des marxistes-révolutionnaires rassemblant dans un vaste front réformistes et révolutionnaires ; le front unique réalisé supprimerait quasi magiquement la politique réformiste au sein de la classe ouvrière. Privé d'un des pôles entre lesquels ils oscillent, les centristes n'auraient évidemment plus de raison d'exister. Il n'en est évidemment rien ; le front unique que nous pouvons réaliser à telle ou telle occasion ne raye pas le réformisme de la carte, mais, parce qu'il mobilise la classe ouvrière, il crée de meilleures conditions pour arracher celle-ci à l'emprise réformiste. Il n'amène pas l'écroulement du centrisme, car celui-

(30) *Sur le centrisme*, Abrahamovici, p. 4-5.

(31) « Le congrès de liquidation du Komintern », *Writings 1935-1936*, p. 8.

ci est aussi une conscience intermédiaire, une étape dans la prise de conscience.

Le danger de cette analyse, parce qu'elle ne voit qu'un seul aspect du centrisme — le centrisme comme obstacle, ou mieux comme écran — c'est qu'elle interdit toute politique spécifique à l'égard des groupes centristes. L'ensemble de nos tâches à leur égard serait résumé dans notre politique générale de front unique. L'absence de politique spécifique à l'égard des organisations centristes n'aurait d'ailleurs pas grande importance, puisque celles-ci — avatars historiques — sont condamnées à disparaître prochainement. Dans la réalité, comme les organisations centristes ont la peau plus dure et renaissent avec une grande régularité de leurs cendres, cette absence de politique spécifique se traduit, en fait, par une politique sectaire à l'égard des courants centristes.

Il s'agit bien, au contraire, de prendre appui sur notre politique unitaire spécifique à l'égard des groupes centristes pour mieux développer notre politique de front unique. Cela n'est possible qu'en prenant en considération la double fonction du centrisme. C'est de ce point de vue qu'il est possible de se demander si Lequenne a raison quand il décrit les organisations centristes comme « susceptibles de se transformer en frein de la montée révolutionnaire » (Lequenne, *Marx ou crève*, n° 1, p. 47), ou si elles sont, d'ores et déjà, un frein à la compréhension qu'ont les travailleurs avancés de ce que sont les perspectives révolutionnaires et les tâches qui en découlent. En effet, la double fonction des groupes centristes peut se définir ainsi :

— La constitution et le développement des groupes centristes sont aussi la traduction du mouvement des masses, de la radicalisation de la classe ouvrière et plus particulièrement de ses éléments les plus avancés. Bien sûr, les groupes centristes agissent en retour sur la montée du mouvement de masse et peuvent freiner cette montée. Cela est possible, mais cela n'est pas inéluctable. En dernière analyse, cela dépendra de l'attraction qu'exerceront sur eux les réformistes et les marxistes-révolutionnaires. En ce sens, la formule de Lequenne est correcte.

— D'autre part, les groupes centristes ne sont pas capables d'être la direction politique dont la montée révolutionnaire a besoin. En ce sens, de par leur existence même, ils sont, non pas un frein, mais un obstacle à la construction du parti révolutionnaire. Et cela, même si par ailleurs, le développement des groupes centristes traduit le fait que les conditions objectives s'améliorent pour la construction d'un tel parti : ce sont les illusions qu'entretiennent les mieux intentionnés des groupes centristes qui font d'eux un obstacle.

Mais alors, diront certains, si les centristes sont un obstacle à la construction du parti révolutionnaire, ils sont aussi un frein à la montée du mouvement de masse, puisque, en dernière analyse, celui-ci a besoin d'un

tel parti pour s'épanouir. Sans doute. Mais nos propres faiblesses, nos propres carences sont alors aussi un obstacle à la montée du mouvement de masse; et nous ne pouvons pas laisser penser que nous tirons un trait d'égalité entre ceux qui freinent, brisent, dévoient consciemment la montée des masses — les contre-révolutionnaires staliniens et sociaux-démocrates — et ceux dont les hésitations, les erreurs et les incertitudes représentent les limites mêmes de la montée révolutionnaire spontanée.

C'est donc bien parce qu'ils sont un obstacle à la construction du parti révolutionnaire qu'on peut dire qu'il faut détruire les groupes centristes. Encore faut-il s'entendre sur le sens du mot détruire. Car il serait grave d'avoir de cette tâche la compréhension qu'implique l'analyse lambertiste des groupes centristes comme obstacles. Car, alors toute destruction-disparition d'un groupe centriste serait bonne à prendre, même si elle se traduit par la dépolitisation massive des militants qu'il organisait ou par leur passage dans les rangs réformistes : ce serait alors un écran-obstacle qui disparaîtrait entre les marxistes-révolutionnaires et les travailleurs influencés par les réformistes.

Cette analyse est fausse. Si, il y a quelques années, Rocard avait réussi à entraîner l'ensemble du PSU dans le giron du PS il n'y aurait absolument pas eu matière à s'en réjouir. Bien au contraire, il aurait fallu estimer qu'une telle « destruction » du PSU marquait un recul du mouvement de masse. C'est à juste titre que la LCR a expliqué, à l'époque, que c'était l'existence même de la radicalisation ouvrière qui avait fait que Rocard n'avait pu décider qu'une faible minorité du PSU à se tourner vers le PS. Entre la masse des travailleurs et les marxistes-révolutionnaires, il existe d'autres écrans que les attermolements centristes : ceux-là s'appellent directions réformistes traîtres, cinquante années de nuit stalinienne, l'éducation réformiste quotidiennement dispensée aux travailleurs, la bureaucratie ouvrière... Détruire les groupes centristes, cela signifie les aider à se rapprocher du marxisme révolutionnaire, combattre leurs erreurs, les éduquer patiemment, tenter de les gagner à la construction du parti et de l'Internationale.

Fin de la première partie

Jacques Kergoat,
le 17 août 1977

Rupture et continuité

(Réponse à Denise Avenas et Alain Brossat)

L'article de Denise Avenas et Alain Brossat du n° 11/12 est intitulé « Notre génération ». Ambiguïté du possessif ! S'agit-il du simple constat par les auteurs que c'est leur « classe d'âge » qui est en proie à la crise du militantisme et de la vie quotidienne ? Cette vérité ne serait pas très significative de par sa trop grande évidence. Le développement de l'article incline à une autre interprétation : les auteurs assument dans une grande mesure les « problèmes » de cette génération et même en arrivent à la poser (à se poser) en opposition à toutes les générations militantes précédentes, de Babeuf (voire Robespierre) à Trotsky et à ses « fils ». Cette dernière génération serait celle de la « coupure » décisive, celle qui, enfin, se fait au niveau de la vie quotidienne.

La rhétorique de cette assimilation est curieuse. D'abord une sorte d'autocritique du « modèle militant (...) recréé dans les années qui ont suivi Mai 68 », vécu par des « jeunes sans insertion sociale » au « moralisme pudibond » (?), mais « machiste », « antiféministe », partisan de cette « libération de la femme » qui « permet de les baiser à loisir », etc. Dure autocritique, mais dont le ton gêne un peu.

N'en jetez plus ! se sent-on l'envie de crier après un tel *mea culpa*. Mais, quelques lignes à peine au-delà, la perspective s'incline et la confes-

sion tourne à l'autosatisfaction. Certains des traits du gauchisme petit-bourgeois sont opposés comme potentiellement progressifs aux comportements des militants révolutionnaires du passé dont le mode de vie est décrété « bourgeois ». C'est l'heure d'un troisième temps de retournement total : cette génération, un instant avant fustigée comme jeunes petits-bourgeois gauchistes sans insertion sociale, se retrouve sacrée celle de la « coupure » décisive : la révolution totale commence aujourd'hui, la révolution culturelle marche désormais du même pas que la révolution sociale.

Cette proclamation nous laisse évidemment un peu sur notre faim, car la crise est là et, cependant, le que faire ? manque de précision vu que ce n'est pas une réponse que d'additionner la récapitulation des thèmes à la mode avec le point d'élaboration actuelle de notre continuité. Mais, à vrai dire, cette béance finale n'est pas accidentelle, et s'éclaire pour peu que l'on applique une analyse un peu serrée à l'ensemble de la démarche des auteurs.

Faut-il refuser l'héritage ?

Le schéma de la théorie de la « rupture » des deux auteurs est simple. Trop simple ! « *Les grands maîtres du socialisme ancrèrent leur pratique et leurs perspectives dans le sentiment d'une continuité historique dialectique (c'est nous qui soulignons). Pour Lénine, comme pour Trotsky, la révolution prolétarienne devait commencer par prendre en charge les tâches que la bourgeoisie n'était plus capable d'assumer et, dans la foulée, passer à la construction du socialisme* » (p. 40).

Avant d'aller plus loin, notons la curieuse interprétation de la théorie de la révolution permanente : « *commencer par prendre en charge les tâches* », etc. et « *dans la foulée, passer à la construction du socialisme* ». S'ils avaient voulu décrire en quoi une certaine conception de la « révolution continue » maoïste se différencie comme mécaniciste de la révolution permanente, ils n'auraient pu mieux faire. Mais cette dernière n'est pas notre sujet, du moins au niveau de la révolution sociale.

Abandonnant la dialectique aux ancêtres, A. B. et D. A. s'installent dans la coupure absolue. Plus exactement, la continuité politique « politiste » (« étroite », disait moins savamment, mais mieux, le Trotsky des *Questions du mode de vie*) de la période actuelle avec le passé est acceptée par eux et pour nous jusqu'avec les années vingt (celles de la révolution d'Octobre), voire avec le léninisme qui les précède, mais la continuité de cette période avec l'aube du mouvement ouvrier est rejetée, en cela qu'elle est considérée comme théoriquement confuse, car chargée de valeurs bourgeoises, donc réactionnaires. « *Les fondateurs du socialisme scientifi-*

que sont les héritiers de l'immense mouvement de libération du XVIII^e siècle et ils l'assument consciemment » (p. 37). C'est avec cela qu'il faudrait rompre, et que la nouvelle génération rompt. Et pour le justifier, les deux auteurs n'hésitent pas à « pousser » un peu.

« C'est la contradiction simple (simple !) entre les idéaux de 1789 et la réalité de la domination bourgeoise qui fonde la vision du capitalisme comme historiquement déterminé, c'est-à-dire s'acheminant vers son dépassement » (p. 37).

Grande nouveauté ! Ce ne sont plus les contradictions même du système capitaliste — contradiction des forces productives et des rapports de production — qui contiennent leur dépassement, c'est la contradiction entre la morale officielle bourgeoise et son immoralité pratique.

N'est-ce pas cela que veulent dire D. A. et A. B. ? Ils n'ignorent évidemment pas les contradictions objectives du système, mais pour eux, dans le marxisme, cela ne fonde que la politique « politiste ». Et Marx et Engels, au niveau superstructurel, n'auraient fourni au prolétariat que la réalisation de la morale bourgeoise comme objectif. Et c'est d'ailleurs celle qu'ils vivaient. Ici arrivent les inévitables couplets sur le bâtard de Marx endossé par Engels et sur le refus de l'amour libre d'Inessa Armand par Lénine, ces tartes à la crème communes à la bourgeoisie anticommuniste moderne et à l'ultra-gauche petite-bourgeoise, en particulier dans sa variante « féministe radicale », heureux, dans leur commun anachronisme théorico-psychologique, de coincer les « grands hommes » en flagrant délit de lèse-Mai 68. Mais la construction est fragile.

Continuité de l'idéologie de 1789 que les *Manuscrits de 1844*, la *Sainte Famille* et l'*Idéologie allemande* ? Comment peut-on suggérer pareille énormité où l'on sent comme un relent de l'althussérisme renvoyant le jeune Marx aux confusions de l'apprentissage hégélien. Continuité avec la pensée humaniste et matérialiste bourgeoise (révolutionnaire bourgeoise) de Giordano Bruno, Spinoza (quels bourgeois typiques !), Hegel, des encyclopédistes, oui, mais rupture avec son abstraction et ses illusions, découverte de la contradiction qui l'accule constamment à l'incomplétude, aux déséquilibres et qui pourrait s'exprimer ainsi : il n'y a pas d'humanisme bourgeois possible, en ce sens qu'humanisme et bourgeoisie deviennent dans leur développement des termes antagoniques, antithétiques (1). Continuité donc, mais aussi rupture : Marx dégage de la gangue bourgeoise et de la gangue de l'idéologie qui implique aussi des aliénations provenant des classes dominantes antérieures et surtout de la gangue religieuse, les valeurs humaines — en cela humanistes — que seul le prolétariat peut porter. Et cette assise philosophique qui reste le socle de la pensée marxiste — n'en déplaise à tous les « économistes » y compris les docteurs es *Capital*, myopes au point de ne pas l'y voir — conduit toute la

politique de Marx et d'Engels. Et ce serait une politique « politiste » que la leur ! On se trouve humilié d'avoir à rappeler ce qui prouve le contraire (2). Et n'est-ce pas dans leurs œuvres que Trotsky trouvait la base et l'exemple de sa démonstration que la politique prolétarienne est une politique « large » impliquant toutes les questions du mode de vie (3).

Mais leur « vécu », leurs rapports avec les femmes ?

Au-delà de cet anachronisme théorico-psychologique que nous venons d'évoquer, il y a dans les critiques des modes de vie récents ou passés, en général par l'ultragauche, mais aussi par nos deux auteurs, sous-jacente l'idée *a priori* que le vécu doit découler immédiatement et comme sans médiation du théorique, fût-il le plus abstrait. Bien entendu, il n'en est rien, et la vérité, exactement contraire, c'est que le vécu anticonformiste, révolutionnaire, subversif est lui-même conditionné par l'ensemble de la praxis sociale, et retenu dans des limites des plus difficiles à modifier — du fait qu'elles ne relèvent pas seulement du mode de production dominant mais de structures séculaires, voire millénaires, dont la compréhension et la critique requéraient et requièrent encore de nombreuses découvertes dans le champ de nombreuses disciplines — et que ce vécu entrave lui-même la théorie, obligeant les avancées les plus hardies de celle-ci à l'abstraction, à la généralité et à l'hypothèse hasardeuse, voire cocasse (4).

La critique du mode de vie des révolutionnaires du passé ne peut se faire valablement sur les critères de notre siècle, mais seulement dans le cadre des autres modes de vie possibles alors (5). De ce fait, l'étude du mode de vie d'hommes comme Marx et Engels peut amener à se poser des questions du type : auraient-ils dû adopter la vie de « liberté sexuelle » des harems saint-simoniens ? ou les aventures d'hommes « sans attache » avec les belles dames de la société oisive comme tels chefs de partis ou tels célèbres aventuriers du temps ? Ou... quoi ?

A leur époque — une des plus dépourvue de contraception (même par rapport au passé) — sinon celle de la mortalité infantile ; à une époque qui restait de « minorité légale » quasi totale des femmes, pouvait-il y avoir un autre comportement « sexuel » manifestant estime et respect d'une femme — des femmes — que de former avec une femme aimée un couple stable ? L'amour, il est vrai, est une notion répudiée par les auteurs, et le couple est indissolublement lié par eux à la notion de la famille (donc bourgeoise, ils n'en connaissent pas d'autre ; d'où : couple = famille bourgeoise).

Karl Marx et Jenny von Westphalen s'aimaient. C'était « réactionnaire » ? Ce que Marx trouvait réactionnaire c'était plutôt les oppositions faites à son union avec cette jeune noble. D. A. et A. B. auraient sans doute

préféré un Marx capable de s'arracher à ce sentiment romantique (donc réactionnaire, sans doute !) pour une aristocrate (6) ?

Cette femme fut-elle pour Marx un boulet réactionnaire entravant son combat ? Tout au contraire, elle fut indéfectiblement pour lui, dans une terrible vie de misères et de souffrance, une compagne de combat, capable, pour des idées (qu'elle n'aurait à coup sûr pas eues sans lui) de tout supporter et de le seconder sans fléchir. Cet amour-là était solide (7), et les fines plaisanteries sur le « bâtard » fait à la servante (pas la bonne d'un beau monsieur, d'ailleurs, une servante amie qui supportait aussi le dur sort commun) oublie toujours de considérer ce cadre de la misère, de la promiscuité, de la tendresse, au milieu de l'hostilité générale, des préjugés, y compris des milieux ouvriers et révolutionnaires. Mais Mme Marx restait une « dame » jusque dans cette misère, et avec des préjugés qui peuvent étonner qui a une vue superficielle de l'histoire ? Les étonnés s'étonneraient moins s'ils pouvaient réfléchir à ce que ce sens de la dignité avait comme lien avec la capacité justement de supporter la misère et les persécutions sans y sombrer.

Mais... elle refusait de recevoir Mary Burns, ouvrière, compagne « illégitime » d'Engels ! Ce dernier avait eu une vie privée différente de celle de Marx. Mais pour être plus « libre », est-ce bien une attitude plus révolutionnaire que révèle son mot de 1844 : « *Sans les Françaises, la vie ne vaudrait pas la peine d'être vécue !* » ? Non, de façons différentes, Engels et Marx, dans leur période d'apprentissage, vivaient évidemment comme d'autres jeunes bourgeois. En 1863, la mort de Mary Burns fut précisément l'occasion d'une explication entre les deux compagnons, dont le caractère tardif ne peut encore étonner que par anachronisme psychologique. Marx se méprit longtemps sur la force du lien qui unissait Engels à Mary Burns — d'où des plaisanteries à ce sujet dans ses lettres qu'il n'aurait sûrement pas acceptées sur le compte de sa femme (mais qu'Engels n'aurait non plus jamais eu l'idée d'écrire). L'excuse de Marx est sans doute la légèreté d'Engels sur le sujet des femmes pendant toute les années de jeunesse que contrebalançait — dans les mœurs de l'époque, vécues et non approfondies théoriquement — la pudeur entre hommes quant aux sentiments profonds. Dans les années d'Angleterre, la situation commerciale d'Engels créait une double difficulté quant à sa vie privée. D'une part, il ne pouvait, sans compromettre ses relations avec son père, se « mésallier ». D'autre part, passé les folles années aventureuses, un mariage bourgeois l'aurait empêché de poursuivre le financement du « parti », c'est-à-dire de Marx, car le degré de probabilité est faible de la possibilité d'un mariage bourgeois avec une femme qui aurait partagé ses idées. La liaison profonde, le couple formé avec Mary Burns représentent ainsi, dans les conditions du temps et de situation, un quasi-idéal de vie privée militante.

Alors ! C'était seulement le couple Marx qui était empêtré d'esprit « victorien » ? Des philistins sur le plan de la vie privée ? Une pareille déduction ferait bon marché de la nécessité pour la classe dominée et ses représentants (et surtout ses représentants politiques) d'opposer à la corruption bourgeoise, et une rigueur de vie qui ne laisse pas la place au dénigrement qui tuait alors mieux que les balles (8), et une maîtrise de soi qui était d'abord économie de forces, d'autant plus précieuses que rares (Marx se « prive » de beuveries avec Engels pour ne pas dégrader sa santé et pouvoir continuer à rouler son rocher de Sisyphe).

Marx aurait-il pu rencontrer meilleure compagne, plus proche, une femme plus communiste ? Quelles chances statistiques pouvait avoir un Marx de rencontrer une (et *a fortiori* plusieurs) Flora Tristan ou une « George Sand communiste », c'est-à-dire une compagne capable d'élaborer à un niveau d'égalité relative avec lui ? Question absurde évidemment, et que les seuls noms qui viennent à l'esprit pour l'histoire contemporaine font assez ressortir. La condition féminine du milieu du XIX^e siècle ne pouvait permettre qu'à titre d'exceptions l'émergence de femmes susceptibles de jouer un rôle de direction et d'élaboration théorique dans le mouvement ouvrier et sur ses marges.

Laura Lafargue ira plus loin que sa mère. Elle avait reçu une éducation tout autre, qui plaide d'ailleurs en faveur du couple Marx comme éducateurs (9). Eux avaient rompu le cercle vicieux : ils s'étaient éduqués pour éduquer. Mais ce n'était qu'à titre privé qui pouvaient se former de telles femmes, étroite minorité en condition d'échapper à quelques-uns des multiples liens de leur aliénation sociale.

Il fallait des secousses de la société, toutes produites par les luttes du mouvement ouvrier pour commencer à rompre un à un quelques-uns de ces liens.

Le vécu et la morale de Trotsky sont déjà modelés par des conditions toutes différentes de celles de Marx. C'est en prison qu'il épouse sa première compagne pour être déportés ensemble, mais quand il doit fuir pour continuer la lutte et qu'il lui faut la laisser en déportation avec leurs filles, ce ne lui est pas obstacle moral à nouer à Paris un autre lien — et celui-ci définitif — avec Natalia Sedova. Vie de soldat de la révolution, acceptée par les femmes révolutionnaires elles-mêmes (mais non sans souffrances, on ne peut guère en douter). Natalia Sedova comme Nadedja Kroupskaïa, femme de Lénine, ne sont pas de simples « partenaires sexuelles », ce sont des compagnes, au sens le plus profond du mot, de lutte et de pensée de leur compagnon. Mais inférieures, subordonnées, dépendantes ? Oui ? Mais là encore, la question est : pouvait-il en être autrement, historiquement ? Et même : dans ces conditions historiques, à ce stade de la condition féminine, la liaison avec de tels hommes n'était-elle pas une des rares

possibilités de se réaliser pour ces femmes ? Certes, celles qui avaient un niveau de capacité supérieur, telle Kollontaï, avaient plus de difficultés à inverser le rapport dans un couple. Il y a cependant le cas de la contemporaine de Lénine et Trotsky, et leur pair, Rosa Luxemburg, dont ce n'est peut-être pas un hasard s'il n'en est pas question dans l'article de D. A. et A. B.

Pour en arriver au stade actuel (non limite, ô combien !) d'émancipation des femmes, il fallait en passer par tous ces stades intermédiaires, où seuls des ultragauches bornés peuvent voir le produit du retard théorico-pratique et du « machisme » des révolutionnaires en général et des marxistes en particulier.

Bon ! Mais alors, admettons la « coupure », la béance, le gouffre (p. 39). Hier la vie « bourgeoise », morcelée, le vécu privé coupé du vécu politique, aujourd'hui déjà l'esquisse de l'unité de la vie communiste dans une révolution culturelle précédant la révolution sociale ?

La reprise du thème marxiste de la vie morcelée se fait, aujourd'hui, semble-t-il, dans la plus grande confusion quant au sens de ce concept. Si toutes les conditions de la vie bourgeoise (c'est-à-dire en société bourgeoise) tendent au morcellement de la vie, toute la volonté des révolutionnaires tend à l'inverse au refus de cette dissociation et à l'effort pour structurer unitairement au moins et d'abord cette vie de révolutionnaire. Pas dans le sens d'une « vie communiste harmonieuse », impossible sans les conditions du communisme, c'est-à-dire de la suppression des diktats du besoin et de la lutte de classes, mais une unification autour de l'axe même du combat révolutionnaire. Le révolutionnaire s'efforce désormais de « choisir » son travail professionnel en fonction même de ses objectifs de lutte sociale (certains crurent pouvoir trouver à cela une voie royale en se faisant artificiellement ouvriers d'usine — en général pour une période fort courte —, croyant naïvement que le seul travail prolétarien suffisait à faire le prolétaire), c'est-à-dire d'introduire sa vie politique dans sa vie professionnelle, donc de lier cette dernière à la partie des « loisirs » consacrés à la vie politique pure ; mais la « récupération de la force de travail » elle-même peut permettre, par l'utilisation culturelle du repos, une intégration plus royale encore, et « désécialisante ». Et la vie « affective » ? Si, à la mode actuelle, on l'isole en « vie sexuelle », on aura sûrement « morcelé » sa vie, et de la pire façon, en maintenant et en renforçant l'aliénation de l'autre, mais s'il s'agit de vie amoureuse véritable, alors la dissociation de la vie bourgeoise sera dépassée autant qu'il est possible dans la société bourgeoise, par un dépassement qui n'est aucunement possible dans une autre sorte de vie que celles qui sont lutte contre la société bourgeoise.

Cette recomposition de la vie disloquée n'est évidemment pas indépendante des conditions de chaque époque. A vouloir s'en émanciper, elle se-

rait vouée à l'impuissance et aux faillites des phalanstères, qui, comme toutes les « terres d'utopie », ne se séparent plus sévèrement de la « corruption du siècle » que pour en voir les germes ignorés se développer monstrueusement dans leur culture de laboratoire. Ce n'est pas un hasard si l'un de nos deux auteurs, Alain Brossat, est obnubilé par les communautés et ne voit l'échec de celles de la Russie révolutionnaire que dans les causes extérieures, mais reste aveugle à l'essentiel, à savoir que, produits de la misère sociale ambiante, elles portent en elles, comme tous les phalanstères et utopies, le double virus du conditionnement inconscient de ses membres et des conditions économique-sociales de l'époque, limites aggravées souvent par la régression voulue de ses conditions économiques.

La pire et la plus profonde des dissociations de la vie quotidienne (d'origine infiniment antérieure à la vie bourgeoise) c'est évidemment la séparation des hommes et des femmes en « masculinité » et « féminité ». Aucune pure volonté (et surtout pas celle d'un homme seul dans un couple, et encore dix fois moins celle d'une femme seule dans un couple) ne peut transformer cette dissociation plus d'un pas en avant d'au moins de larges couches de la société. Et, de ce point de vue, la vie de révolutionnaires comme Marx, Engels, Lénine, Trotsky mais aussi Rosa Luxemburg et Alexandra Kollontaï sont des vies « unifiées » au maximum des conditions de leur lutte efficace en des époques bien déterminées.

Victor Serge a peut-être contribué au mythe du « militant-robot » avec son idéal du bolchevik « sans vie privée » (10). Mais ce qui fut l'exigence féroce de quelques années de haute tension (payées d'ailleurs de tant d'effondrements dont il serait intéressant d'étudier le rapport au manque de soutien affectif, traditionnellement trouvé dans le couple) ne fut pas la vie des leaders plus haut cités. Pour eux tous, vie politique et vie privée n'étaient pas dissociées. Pour le couple Marx, nourrir la famille, entretenir la correspondance internationale quotidienne, écrire et recopier les textes, traduire, se reposer en lisant Shakespeare et Goethe dans la campagne anglaise, tout cela était un tout où chaque élément conditionnait l'autre.

Les bavardages — fondés d'ailleurs sur si peu de choses — à propos de Lénine entre Kroupskaïa et Inès Armand partent tout du principe (ininterrogé) d'un droit à l'amour (pardon ! au désir) dont les apôtres ne s'aperçoivent même pas qu'ils l'isolent selon la logique de la vie morcelée, tandis que Lénine menait sa vie (et non sans souffrances, sans doute, et déchirement, comme tout un chacun), non en fonction d'une optique de vie « politiste » mutilée, mais d'une globalité dont l'axe était la révolution.

Dans le même temps, la condition féminine rendait certes plus difficile — que dis-je : impossible — à Kollontaï de vivre une vie pareillement globalisée d'où son cri, sa revendication, son refus de la vie dissociée qui lui était imposée parce que femme, lui donnant ainsi la possibilité de se

placer en avant, dans le champ de la subversion révolutionnaire de la vie quotidienne.

Mais est-ce à dire que ces vies restaient bourgeoises ? C'est jouer sur, le double sens du mot. Toutes ces vies, en tant que révolutionnaires jusqu'au fond de leur quotidienneté, étaient, de ce fait, partie de la vie de la société bourgeoise — et donc bourgeoises en ce seul sens — et contradiction de la vie bourgeoise dans la limite possible du niveau atteint par la subversion de la vie bourgeoise.

Il ne serait possible de parler de coupure, avec ce que ce mot comporte d'absolu, que dans la mesure où il serait démontré que la vie, ne serait-ce que d'une avant-garde, n'a plus rien de commun avec les normes bourgeoises. Nous sommes loin de compte !

Mais avant d'examiner le « vécu » actuel et sa théorisation, voyons quelles conditions nouvelles « institutionnelles » sont supposées permettre cette coupure.

Le sujet contre l'institution

Selon D. A. et A. B., l'une des sources principales de l'actuelle crise du militantisme serait à chercher, en contre-coup de la « *crise de l'individualité bourgeoise* », dans « *cette crise d'identité* » généralisée née de la désagrégation des institutions (famille, école, armée et autres) dans lesquelles se structurait le sujet (p. 22).

Et ils discourent, quelques lignes plus haut, de la « *crise des institutions, et donc des repères identificatoires* (sic), qui structurent le sujet dans la société capitaliste. » Le militant doit changer la société, qui, en attendant, le constitue comme sujet par le fonctionnement de ses institutions ; si celles-ci sont en crise, le sujet l'est aussi, il aura beaucoup de mal à se « structurer », y compris en tant que militant.

Cette idée d'une structuration du sujet par les institutions est plus que contestable. On pose que la construction, la constitution des êtres humains en centres autonomes de désir, de parole, d'action, est le fait de ces appareils à conditionner les comportements, à canaliser et à contraindre la libido, que sont les institutions de la société capitaliste. Chacune, les trois qui sont explicitement nommées comme les « autres », apporte sa pierre à l'édifice, joue son rôle dans la mise en place des structures du sujet, « *l'armée fera de toi un homme, le mariage consacre la femme* », etc. et le sujet n'a d'existence ferme que maintenu dans le corset institutionnel.

Dans ces conditions, que d'aventure les institutions soient en crise, alors le corset craque, le sujet s'affaisse, en mal de structuration ; nous ne

sommes plus très loin, à vrai dire, de la conception, plus cohérente que celle des auteurs, d'une inéluctable « dissolution du sujet », dans la confusion sans queue ni tête des flux désordonnés de libido-pouvoir, chère au courant représenté par Fourquet (11). Si le sujet n'est qu'un effet des structures et superstructures capitalistes, la crise puis l'éventuelle disparition de la société bourgeoise s'accompagnent de la crise, voire de la dissolution du sujet, et même en partie les supposent. La révolution est sans objet, faute de sujets pour la faire... Et seul l'évanouissement d'une valeur bourgeoise comme la vérité rend superflu de le proclamer.

Fort heureusement pour nos perspectives historiques, les choses sont beaucoup moins schématiques, beaucoup plus complexes. Dans le processus réel, il n'existe pas de liaison mécanique entre la constitution des sujets d'une société et le fonctionnement des institutions de cette société. Le sujet n'est pas le résultat passif et standardisé d'un processus unilatéral d'assujettissement, mais au contraire la pratique sociale — y compris la pratique génératrice de sujets — est toujours pratique de sujets, correspond (bien ou mal, c'est un autre problème) aux besoins des sujets.

Il faut aborder ici le problème des/de la répression(s) et de son/leur rapport aux sujets, problème délicat, et qui supporte mal les confusions à la mode. Or certains dérivants ont pris le pli de mettre le mot « répression » à toutes les sauces, de dénoncer toutes les répressions globalement. Il n'était que prévisible qu'à la suite de leur nouveau prophète, Soljenitsyne, ils allaient — ou certains d'entre eux — réhabiliter les répressions en bloc. Le chemin en est bien pris avec la « nouvelle philosophie »...

Le sujet est bien le produit et l'objet de « répressions » ; mais la répression qui le produit et le constitue est distincte de celles qu'une fois constitué, il subit. Il faut aller sur ce point plus loin que Freud et Marcuse.

Freud (12) voit dans la répression des « instincts » l'origine de la civilisation, dans la continuation et l'accentuation de cette répression la source du progrès, dans l'atteinte d'un seuil de l'intolérable le risque de retour à la barbarie. Marcuse (13) corrige en partie cette conception en distinguant une répression fondamentale de l'instinct nécessaire au progrès de la civilisation, et une surrépression, nécessaire seulement à la domination de classe et dont l'humanité peut faire l'économie.

Il faut aller plus loin encore, pensons-nous (14), et distinguer au moins trois instances.

En premier lieu, la répression fondamentale est constitutive de l'être humain comme « être parlant » (Lacan), comme sujet désirant.

L'immaturation du petit d'homme rend nécessaire une éducation complémentaire à son élevage naturel, et par-là rend possible un dépassement des conditions naturelles, ce qui se fait par « éclatement de l'instinct » et accès au symbolique.

Cette répression fondamentale n'est pas une répression du sujet et du désir, au contraire, c'est elle qui les fait advenir. C'est une répression des pulsions dans leur manifestation première, instinctuelle. Elle n'a donc, par elle-même, rien d'oppressif. Au contraire, elle est constitutive de l'humanité, essentielle au processus d'humanisation.

Marcuse a pressenti le caractère non oppressif (pour le sujet et pour l'espèce) de cette « répression » mal nommée, dont un des contraires est, précisément, la « désublimation répressive ». Cette répression fondamentale durera comme l'humanité.

Par exemple, ne pas tuer les petits de l'espèce, c'est « inné » chez la plupart des vertébrés supérieurs, cela fait l'objet d'un montage très élaboré de comportements instinctuels, qui n'est pris en défaut que dans des circonstances exceptionnelles. Chez l'être humain, ce montage inné est absent. L'instinct est suppléé par tout un apprentissage, suffisamment intériorisé pour paraître (quand il est acquis) absolument spontané, instinctif, en parfaite continuité avec les mœurs animales... mais c'est une illusion, comme le prouve d'ailleurs le caractère tout relatif et historiquement rien moins qu'universel de cet acquis. Un chien adulte en bonne santé nerveuse, si féroce soit-il par ailleurs, ne met jamais à mal un chiot. Sous ce rapport, l'espèce humaine n'est pas encore aussi évoluée ; la formation de l'homme par lui-même n'en est encore qu'à ses balbutiements, après l'humanisation, l'humanisation est en cours, dans un développement contradictoire.

Ce qui s'apprend aussi, chez l'être humain, et là il ne s'agit pas de suppléer l'instinct, mais largement de le dépasser, c'est de transmettre aux mêmes petits le respect du devenir de l'espèce... Tout cela résulte de la répression fondamentale.

A l'opposé, la surrépression oppressive, dans ses diverses modalités, est, en dernière analyse, le fait des classes dominantes, et s'accroît dans leur phase déclinante.

On peut encore l'analyser en surrépression manifestement utile à la domination de classe et en surrépression dont l'utilité (tout aussi réelle) est moins apparente et moins directe. La première défend les structures économiques, sociales et politiques d'exploitation (la « liberté du travail » par exemple) en sanctionnant les infractions. La deuxième défend non ces structures directement mais la domination d'un groupe social ou d'un pouvoir dictatorial oppresseur. Elle a pour but de faire intérioriser la soumission par la terreur (c'est le cas du viol, du lynch en pays de terreur raciste, de la torture systématique à la brésilienne et d'une façon générale de la terreur de masse). Elle tend à réimplanter brutalement la soumission au plus intime du sujet.

Intermédiaire, la répression nécessaire, non fondamentale, doit subsister comme moindre mal tant que l'abondance ne permettra pas la liberté,

donc aussi pendant la dictature du prolétariat et pendant toute la « phase inférieure du communisme ».

L'intérêt de l'espèce, coïncidant avec celui de la classe montante, exige qu'une limitation soit apportée à la satisfaction des désirs des individus. Cette répression a deux causes : d'une part la pénurie, d'autre part la lutte des classes. La pénurie empêche la satisfaction illimitée des besoins de chacun, satisfaction que l'abondance communiste permettra. Cette circonstance rend nécessaire une répression sociale, plus ou moins intériorisée par le sujet, distincte de la répression fondamentale, mais distincte aussi de la surrépression imposée par les oppresseurs. Mais la nécessité de cette répression sociale est encore augmentée par une autre circonstance : la nécessaire discipline de combat contre l'ennemi de classe. Tout rappel de celle-ci peut paraître un peu suspect car les bureaucrates ont tôt fait de camoufler derrière elle une authentique surrépression : aussi convient-il d'insister : il n'est pas question d'accepter d'intégrer au comportement révolutionnaire, par « réalisme », la surrépression, d'importer en contrebande ce poison auquel certains caractères peuvent vite prendre goût ; mais au contraire la discipline militante devrait fonctionner comme une antidote à toute tentation bureaucratique.

C'est pourquoi la morale révolutionnaire, dans la dialectique des fins et des moyens qu'elle développe (15), pose des limites, formule des interdits, que le dépassement communiste de la morale ne connaîtra pas. Le fondement de cette morale est à chercher dans le caractère scientifique des bases de la lutte pour le socialisme.

La distinction, pour l'analyse, des trois (ou quatre) niveaux de répression n'empêche pas que les comportements répressifs, dans l'éducation par exemple, mêlent couramment deux niveaux, voire les trois. C'est par exemple un procédé courant dans l'élevage des enfants de faire passer pour raisonnable, et somme toute hygiénique, la soumission à l'autorité : la peur du gendarme est bien connue comme le commencement de la sagesse. Aussi bien l'intériorisation de la surrépression par les travailleurs et sa confusion avec la nécessité est-elle le meilleur garant de la survie du système.

Les choses seraient évidemment plus simples, la conscience plus claire et l'action plus avancée si les trois niveaux étaient simplement juxtaposés et non pas emmêlés, voire combinés. Il n'y aurait alors ni maladies mentales causées (pour certaines d'entre elles) par un écrasement de la répression fondamentale sous le poids des deux autres niveaux, ni délinquance par étouffement de la répression nécessaire, ni surtout adhésion des masses à l'idéologie bourgeoise par intégration et confusion des trois niveaux de répression.

Au départ, il y avait coïncidence de la répression fondamentale et de

la répression nécessaire, puisque c'était l'extrême dénuement de l'espèce qui imposait qu'elle fasse un bond en avant vers l'humanisation. Plus tard, avec l'apparition du surproduit social, de la division en classes et de l'Etat naît la surrépression. Au fil du développement des luttes de classes, les surrépressions, les unes après les autres, sautent sous les coups des classes montantes, qui mettent en place de nouvelles surrépressions, peu à peu intériorisées par les masses opprimées.

Durant tout ce temps, deux constantes, deux invariants demeurent : la domination patriarcaliste et l'existence d'un pouvoir politique séparé se renforçant l'une l'autre qui traversent ensemble toutes les formations sociales.

A présent seulement, nous pouvons voir les perspectives : faire sauter les surrépressions, amener la répression nécessaire sur le chemin de son nécessaire dépérissement.

Et on peut déjà se poser le problème du devenir de la répression fondamentale et avancer qu'elle doit encore s'approfondir à mesure que les autres modes de répression disparaissent ; la perspective historique est celle de la suppression de toute répression sociale et du remodelage conscient de l'espèce humaine par elle-même.

Pour prendre un exemple : l'extirpation définitive de la surrépression des femmes sur le plan sexuel implique — ne présuppose pas, mais implique — non pas la simple satisfaction des désirs « spontanés » (en fait socialement déterminés) de la masse des hommes, c'est-à-dire l'appel soit à leur conscience morale soit à leur évaluation d'un rapport de forces défavorable, autrement dit, dans les deux cas, l'exercice d'une répression sociale nécessaire, mais plutôt un approfondissement de la répression fondamentale, les amenant à désirer autrement (ce que l'on appelle parfois la désaliénation masculine).

La répression fondamentale n'est pas liée aux institutions de classes, comme les autres niveaux de répression. Elle n'est pas appelée à disparaître, mais au contraire à s'approfondir avec la maîtrise croissante de l'humanité sur son propre matériau naturel. Que la vie humaine soit une lutte de ce qui est humanisé contre ce qui ne l'est pas encore, ce principe est permanent. Les modalités sont différentes selon les sociétés ; mais, pour l'essentiel, il s'agit d'un invariant, d'une constante.

L'ultra-gauche pour sa part voit dans la répression comme une essence, comme quelque chose d'homogène et de linéaire. Pour elle, tout dans la société est répression et la répression est mauvaise en soi. Il faut donc abattre les répressions : l'appareil d'Etat, les institutions, le mouvement ouvrier traditionnel, le flic dans notre tête, toutes les normes et règles. « Il faut », c'est encore une norme. Poussé à la limite, ce système de pensée se détruit de lui-même. Il faut, c'est encore trop. A bas ? On débouche alors soit sur Fourquet and C°, et sur la thèse que le sujet est le résultat d'une

répression et donc qu'en abattant la répression on abat le sujet, soit encore sur la « nouvelle philosophie » qui croit bon de décréter la révolution impossible pour sauvegarder le sujet.

Mais précisément, la crise des institutions met en évidence la nécessité de distinguer théoriquement ces trois niveaux. Le sujet ne saurait, sans s'abolir, se révolter contre la répression fondamentale qui le constitue comme être parlant et désirant, agence les déploiements de sa libido et oriente ainsi ses comportements. En revanche, le sujet et son désir ont vocation de s'opposer, sitôt nés, à l'intériorisation de l'état de nécessité, c'est-à-dire à la répression nécessaire et aux surrépressions. A nous de faire que le compromis souhaitable du sujet avec la répression sociale nécessaire entre en contradiction effective avec les surrépressions.

La manière dont les institutions ordonnent les comportements, tendent à les soumettre à leur logique, est aux prises avec la parole des sujets structurés, avec l'expression spontanée de leurs aspirations. Le discours institutionnel tend à normaliser, à couler dans ses moules, la parole du sujet. La résistance à la normalisation provient de sujets constitués, nécessairement porteurs d'autres valeurs, d'un autre projet de vie, implicite ou explicite, que ceux dont discourent les institutions.

Ces aspirations porteuses de contre-valeurs proviennent de la société même qu'elles sont appelées à détruire. Le sentiment de justice élémentaire, ou l'exigence de dignité, qui fait qu'à certains moments on ne supporte plus telle ou telle oppression, le désir de profiter du progrès technique, au travail comme au repos ; l'aspiration à travailler en commun pour le bien de la communauté, et de maîtriser son travail et l'ensemble de son existence, tous ces éléments et d'autres encore, c'est la société bourgeoise qui en a largement recréé et reproduit les conditions en même temps qu'elle en refuse la satisfaction. Ainsi la bourgeoisie ne se contente pas de créer ses propres fossoyeurs : elle leur met en mains la pelle et la pioche.

Il peut s'agir d'aspirations vagues et partielles à un dépassement de la situation vécue : ce peut être le programme communiste affirmé. Avec cette difficulté que ce qui est vague et partiel tend vers la prise de parole, ici et maintenant et quelles qu'en soient les limites ; que ce qui se veut d'emblée totalisant tend vers la tenue d'un discours qui laisse quelque peu de côté les détails, et que si parole et discours ne viennent pas à coïncider, à s'identifier l'un à l'autre, alors la parole s'efface et le discours se sclérose, l'inconscient trouve d'autres voies d'expression et la conscience se perd.

D'où le rôle du parti, unificateur de la théorie et de la pratique révolutionnaires, pour assurer l'indispensable va-et-vient entre le vécu concret et son expression généralisatrice.

Il n'en demeure pas moins que ce qui est premier, en dernière analyse, c'est la pratique dont la parole est l'expression, et non pas la théorie qui se

oppression fondamentale de la 8^e le nécessaire

le vide - in-défini
discours - phrase
il faut dire que discours = parole + parole

loge dans le discours. Et parole et pratique sont, si limitées ou modifiées qu'elles soient par les institutions et les contre-institutions, le fait de sujets déjà structurés.

Quelle est donc la part des différentes institutions dans le processus de « structuration » des sujets ? Et, peut-on d'ailleurs les mettre toutes sur le même plan ?

A propos de l'armée — comme de tous les appareils purement étatiques du même genre : justice, prisons, bureaucratie... — il paraît assez évident que cette vénérable institution ne constitue aucun sujet, ne crée en aucun cas la capacité désirante. Qu'elle fasse l'objet d'investissements libidinaux et qu'elle sache admirablement faire dérailler les désirs, c'est une toute autre question, qui relève de l'étude de perversions diverses.

L'armée détruit, tue, bousille, met au pas, défigure et pour commencer conditionne et normalise. Mais on ne dira pas du bûcheron qui débite un tronc ni du jardinier municipal qui taille les platanes comme on tond les caniches, qu'ils « structurent » les arbres. Ils modèlent tout au plus, disons plutôt qu'ils mutilent, des structures préexistantes. Et leur abstention n'empêcherait pas la sève de circuler dans les branches, bien au contraire, les objets de leur pratique ne s'en porteraient que mieux.

Les institutions surrépressives n'instituent pas le sujet ; la guerre et le camp peuvent tremper et révéler des caractères, mais d'une part, ils en brisent bien davantage, ou encore s'imposent à eux comme des drogues, d'autre part, les caractères qui se trempent, ce sont ceux des sujets bien outillés pour résister. Ce ne sont pas les institutions qui donnent le goût de vivre, et surtout pas les institutions étatiques, mortifères par fonction et par structure.

En ce qui concerne l'école et la famille, le problème est différent.

Il convient de remarquer, pour commencer, que ces deux types d'institutions n'ont pas du tout la même place, dans les processus de production et de reproduction de la vie sociale, que les institutions répressives du type de l'armée. Celles-ci se bornent à maintenir les rapports sociaux existants, et ne font que parasiter le corps social. Celles-là, au contraire, n'appartiennent pas, globalement, à la superstructure (juridique, politique ou idéologique), mais bien à la structure : à la sphère de la production matérielle de l'existence. Au même titre que, par exemple, les hôpitaux ou les entreprises.

Elles sont traversées par la contradiction forces productives-rapports de production, il est vrai. Mais les entreprises (ou les hôpitaux) le sont aussi. Famille et école sont d'abord le lieu de la production et de la reproduction de la force de travail, processus matériel s'il en est. Ce n'est qu'ensuite que — comme toutes les institutions, à commencer par les en-

treprises — elles prennent leur part à la reproduction des rapports sociaux.

Que la famille et l'école jouent un grand rôle dans le processus de constitution des sujets (processus à classer parmi ceux de la reproduction élargie des forces productives), c'est une évidence. C'est à l'intérieur du cadre fourni par la famille ou ses ersatz que le sujet émerge, par le jeu des relations intersubjectives qui lui sont permises ou imposées dans ce cadre. Et l'école, sur ce plan, ne fait prolonger la famille (16).

On peut encore admettre que l'école et la famille fournissent, institutionnellement, les outils de la structuration des sujets : elles procurent les dispositifs nécessaires comme, pour la famille, celui de la jalousie ou, pour l'école, celui de la compétition.

On peut surtout considérer toute l'éducation, dans la famille et à l'école — et ailleurs, dans la rue par exemple ! — sous l'angle de la modification du « principe de plaisir » en « principe de réalité », sous l'angle de l'intériorisation des rapports de soumission-autorité et de l'apprentissage des rôles sexuels, qui vont de pair et constituent l'axe de la « structuration » des sujets, constituent le nœud des intériorisations enchevêtrées des différents niveaux de répression.

Mais, au niveau où ces institutions sont en crise parce que dépassées, parce qu'en porte-à-faux par rapport au développement des forces productives, les sujets qui s'opposent à elles (grands enfants, adolescents, adultes) sont déjà pleinement constitués, et leur opposition se fait sur la base de contre-valeurs instituant, différentes de celles que proposent les institutions en crise.

Et au niveau où ces institutions participent à la constitution des sujets (petite enfance), elles ne sont nullement en crise et ne peuvent pas l'être au point de se trouver hors d'état de fonctionner (tant bien que mal), tant que l'alternative « socialisme ou barbarie » n'est pas levée d'une façon ou d'une autre ; dans le premier cas, celui du socialisme, elles seront dépassées dialectiquement par des institutions bien meilleures. Dans le second cas, celui de la barbarie, il y aurait — il y a d'ailleurs effectivement déjà dans certaines régions du monde — crise de la reproduction non du seul capital, mais de la civilisation elle-même. Nous n'en sommes pas là en Europe ; dans l'ensemble, la structuration des sujets continue à s'effectuer, comme par le passé, ce qui n'est pas, ou pas encore, contradictoire dans les termes avec l'incapacité croissante de la société de classes à permettre l'épanouissement des sujets, à donner des aliments à leur capacité de désir, avec encore l'incapacité des révolutionnaires à ouvrir d'autres perspectives.

A l'entrée dans la période de latence, tout n'est-il pas joué ? Le sujet n'est-il pas pleinement structuré ? Et dès lors ne se développe-t-il pas so-

cialement de façon autonome par rapport aux institutions ? Elles ne lui fournissent plus guère que du matériau pour construire son jeu du réel, de l'imaginaire et du symbolique, et certainement pas le plan de la construction.

Ce sont les exigences inéluctables de sujets bien structurés qui entraînent la crise des institutions. Celles-ci tendent à la fois à maintenir et à limiter le sujet, elles le mortifient aussi bien qu'elles le confirment. Il y a une unité contradictoire, interpénétration de l'investissement libidinal et de la contrainte extérieure. C'est pourquoi si leurs crises peuvent désorienter le sujet, elles ouvrent aussi des brèches pour son épanouissement, dans la lutte politique au sens large.

Non seulement, c'est la pression des sujets qui met en crise les institutions, mais encore cette crise ouvre des opportunités pour entraîner en oppositions contre elles des sujets de plus en plus nombreux. Certes, cette crise ouvre, secondairement, la porte aux tendances à la barbarie, avec en germe le désespoir, la fin de l'efficacité du désir ; mais ce n'est pas l'essentiel. La crise des valeurs, des institutions, des rapports sociaux ouvre des failles, des interstices dans lesquels s'engouffrent les aspirations à autre chose, qui ne se savent pas aspirations au communisme, pour l'appeler par son nom. Aspirations confuses à une « vraie vie », contradictoires, mélange de régression et d'anticipation, sur lesquelles l'intervention des marxistes-révolutionnaires peut désormais s'appuyer, à condition d'en faire la critique (mais cette critique ne portera ses fruits que dans la lutte).

Qu'autre chose, que d'autres rapports entre les gens soient possibles, on peut, on doit mettre cela à l'ordre du jour, non plus le montrer sur le seul plan de la propagande, mais le faire toucher du doigt dans l'activité quotidienne agitative. Cependant, de la contestation multiforme du vécu à la révolution, il y a un écart à résorber, un bond qualitatif à faire — ce que les spontanéistes ne voient jamais — car il faut transgresser radicalement les règles du pouvoir et cela nécessite l'existence de luttes élémentaires, mais aussi de la théorie et l'organisation.

La transgression décisive, par laquelle un sujet se libère de la soumission passée à la surrépression, enfin vécue comme incompatibilité avec ses aspirations profondes, cette transgression ne peut se faire que dans les luttes, au cours des luttes, qui seules sont à même d'en faire une véritable jouissance, un morceau d'autoproduction de l'existence, et non des tentatives parcellaires de constitution d'« îlots » privilégiés. Car ce qui est fondamentalement en cause, c'est le rapport des sujets au pouvoir, la place qu'occupe le pouvoir dans leur manière de se poser face à la société (analyse qui reste à faire du point de vue marxiste).

En effet, dans les luttes, il y a transgression consciemment assumée d'un certains nombres d'interdits, remise en cause de la relation du sujet à l'autorité, bref amorce d'une autosubversion collective, souvent génératri-

ce d'enthousiasme... Mais pour devenir décisive, il faut que la transgression diffuse soit localisée, donc théorisée et organisée.

Théorisée, n'en déplaise à l'ultragauche pour laquelle toute théorie est « répressive », assimilée à « surveiller-punir » (17) ; organisée : c'est encore le rôle du parti. Ce sera aussi celui de l'Etat prolétarien. Celui-ci, aussi autoritaire qu'on doive l'établir, ne peut pas, sauf à se nier (non comme pouvoir, mais comme prolétarien), être calqué sur celui de la bourgeoisie. Il n'est pas fondé sur la confiscation du pouvoir, mais au contraire sur son plus large partage (18). Il ne peut donc être phallocratique et surrépressif. Il implique la fin de toute forme de domination, c'est un pouvoir de contre-dominance.

C'est l'absence d'une référence claire à un tel pouvoir collectif sur les choses qui explique la « crise du militantisme », du militantisme traditionnel, comme le reflet de la crise de direction du prolétariat.

Sommes-nous des mutants ?

Cette crise serait-elle donc crise de croissance ? La génération actuelle serait-elle en cours de mutation et, en quelque sorte, assurerait-elle naturellement la résolution de ses contradictions ? Un tel optimisme, qu'on peut subodorer dans la théorie de la coupure absolue, serait dangereux en ce qu'il tendrait à faire l'économie et de l'analyse d'un phénomène qui est social (une crise de « civilisation » comme disait feu Malraux), bien avant d'être politique (crise du militantisme, disent D. A. et A. B.), et, par conséquent, de la lutte à contre-courant des théorisations faciles du désespoir (les « nouveaux philosophes » dont toute la théorie est de capituler devant lui), de la revalorisation des exigences militantes (à vivre sans mythologies, comme le disait Frédérique Vinteuil dans le numéro 10/11 de *Critique communiste*), qui, tout en repoussant l'ascétisme et l'hyperléninisme, refuse également la démagogie du spontanéisme.

La jeune génération est faite d'hommes et de femmes nouveaux ? Oui et non. De dépassements des comportements, y a-t-il plus que ce qui est fourni toujours par la contradiction même de la tension révolutionnaire vers et dans la subversion de la vie bourgeoise ? Quantitativement, sans doute, mais nous avons montré en esquisse qu'il en est toujours ainsi dans chaque époque de remontée du mouvement ouvrier par rapport à la précédente. Le problème est donc : y a-t-il réellement changement qualitatif ?

Ce qui fait qu'il pourrait le sembler, ce sont les nouveaux besoins nés du troisième âge du capitalisme, et les éléments de satisfaction qui leur sont offerts, mais qui s'avèrent en définitive particulièrement frustrants,

avec, comme conséquence, de se transformer en leur contraire, à savoir une raison de révolte, voire de révolution.

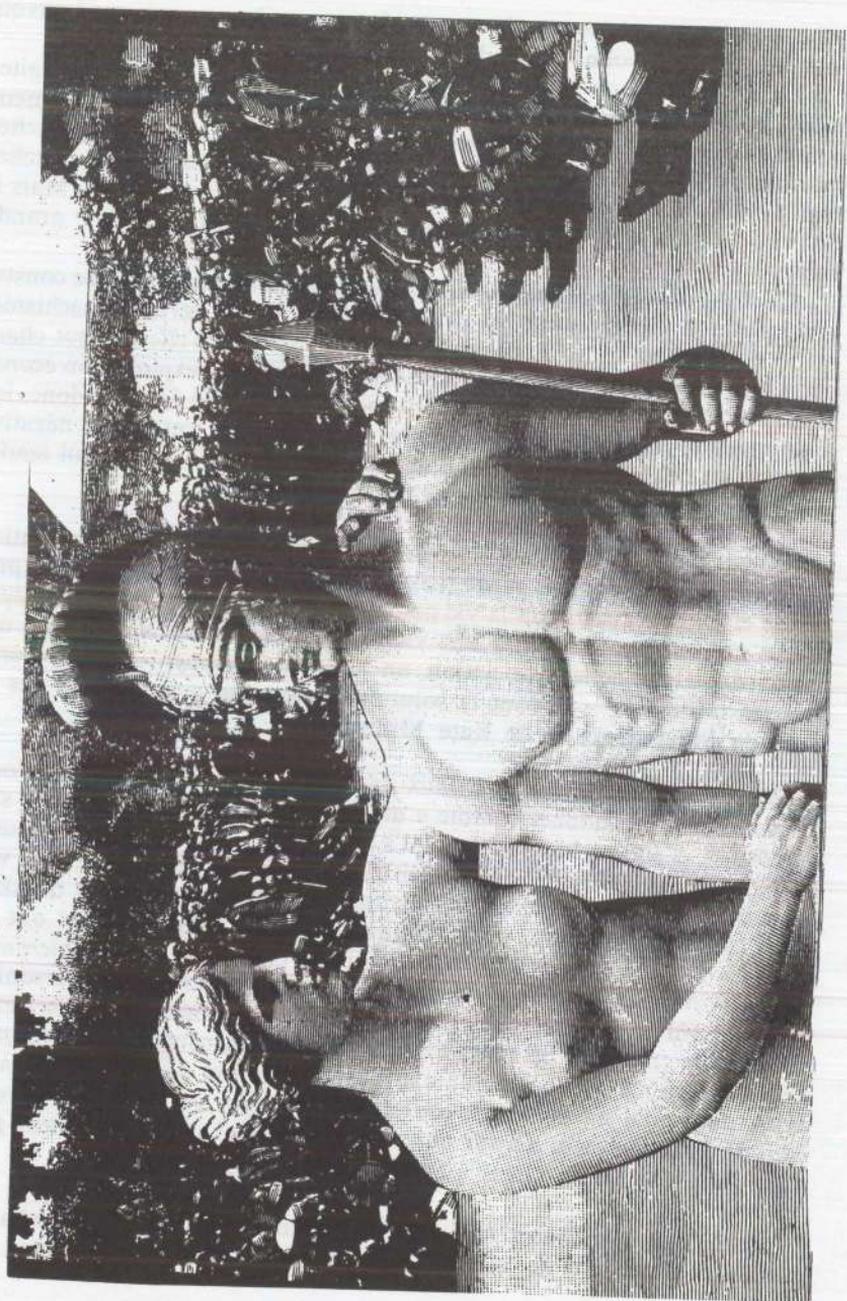
La « pilule », principal moyen actuel de contraception, peut parfaitement représenter l'ensemble du phénomène. Elle apparaît immédiatement comme libérant les relations sexuelles du hasard de la maternité, cauchemar des sociétés de classes et spécialement de la société capitaliste, cauchemar principal de la condition féminine depuis... la nuit des temps. Mais il est vite évident que cette libération « matérielle » est dans une grande mesure un leurre dans la société bourgeoise patriarcale.

Ce n'est pas sous-estimer cette « victoire de la science » que de constater qu'elle a libéré aussi (et très rapidement) un certain machisme, symétrique de celui qui s'oppose à la contraception, qu'elle ne peut changer à elle seule les mentalités, qu'elle tend à favoriser l'exploitation économique de la femme et à accroître l'irresponsabilité à son égard et donc, ici, à augmenter la dissociation de la vie. Bien entendu, cette face négative n'est qu'un moment dialectique d'un mouvement qui dépasse (qui tend à dépasser) le programme du mouvement des femmes.

Ainsi, à l'« idéal militant » d'hier qui n'aurait surmonté la dissociation de la vie, en vie politique et vie privée, bourgeoise, qu'en ignorant le problème et en hypertrophiant la vie politique « politiste » sous la forme de la vie de militant professionnel sans vie privée, s'opposerait aujourd'hui une conscience aiguë de la dissociation, un refus de l'assumer — qui causerait la crise militante — et dont la solution consisterait à amalgamer les leçons de Maïakovski et de Kate Millet ?

Malheureusement, tout est faux dans ce tableau. Pour faire le procès du militant professionnel comme « monstre » politiste, il aurait fallu s'en prendre à d'autres biographies qu'à celles des maîtres du marxisme. Quand Trotsky refusait de reconnaître sa « tragédie personnelle », y voir un manque d'humanité est d'une myopie qui fait peine chez des trotskystes. Précisons donc que, pour l'homme dont les derniers mots ont été après : « *Dites à nos amis, je suis sûr de la victoire de la IV^e Internationale* », « *Natalia, je t'aime !* », la pudeur sur ses sentiments personnels était d'abord une conscience omniprésente des centaines de milliers et de millions de tragédies personnelles qui semaient la route de la révolution qu'il avait suivie, et une suprême affirmation de son accord profond à ses actes, quoi qu'il ait pu lui en coûter. C'était aussi un refus de sa propre édification en héros et martyr qui aurait détourné l'attention du sens politique (au sens large, chers « antipolitistes ») de sa tragédie.

Jean Van Heijenoort raconte (19) comment Trotsky et Natalia accueillirent l'annonce de la mort de Léon Sédov : ils s'enfermèrent plu-



sieurs jours dans leur chambre où les secrétaires passaient du thé par la porte seulement entrouverte. Et, précise, Van Heijenoort, cela répétait ce qui s'était passé à Prinkipo quand ils avaient reçu la nouvelle de la mort de Zinaïda (qui précisons-le n'était pas la fille de Natalia). Voilà à quel prix Trotsky apparaissait comme insensible à ses drames « privés » : par un gigantesque effort sur lui-même qui, sous les coups les plus sensibles de la mort de ses enfants, pouvait lui coûter des jours de noir absolu alors qu'il était en pleine lutte contre les falsifications des procès de Moscou.

L'absence de « vie privée » d'un Staline est évidemment d'un tout autre contenu. Le « bolchevik de fer » doit d'ailleurs moins sa popularité aux héros purs de Victor Serge (d'ailleurs peu lu avant sa réédition dans les années cinquante (20) qu'à l'inversion de ses ascètes célébrée par maints écrivains stalinisants qui les ont peints sous la forme de bureaucrato-aventuriers staliniens (par exemple les personnages d'*En un combat douteux* de Steinbeck, du « bolchevik » de *l'Ame enchantée* de Romain-Rolland, et, bien entendu, les héros de Malraux, on en passe...).

Qu'un « modèle militant » de la génération qui a maintenant trente ans se soit forgé dans un amalgame de bolcheviks littéraires et de « barbudos », soit ! mais que l'on n'essaie pas d'en faire notre tradition marxiste-révolutionnaire.

Notre tradition véritable a été de militants acharnés à s'inscrire dans la classe ouvrière, contre le courant, à s'y faire reconnaître et à y défendre pied à pied le programme de la révolution, théoriquement et pratiquement, guidés par ces principes que Trotsky opposait à ceux des aventuriers de Malraux : « *Le révolutionnaire se fraye sa route avec sa classe. Si le prolétariat est faible, attardé, le révolutionnaire se borne à faire un travail discret, patient, prolongé et peu reluisant, créant des cercles, faisant de la propagande, préparant des cadres ; avec l'appui des premiers cadres qu'il a créés, il parvient à agiter les masses, légalement ou clandestinement, selon les circonstances (21).* »

C'est la description de notre histoire avant 1968.

Passons donc à la question ultime : les militants d'aujourd'hui vivent-ils de façon toute différente de ceux du passé ?

De façon un peu différente, en cela que les pièges de la « société de consommation » fonctionnent mieux que ceux de la société traditionnelle ; que, dans nos pays, de haute technologie, les tentations de la « vie privée », même reconnues comme largement illusoire, jouent largement, et peut-être encore plus comme manque que comme usage, et y compris par les militants.

Mais la notion de militantisme ne doit pas nous faire oublier les pressions de classes sur celui-ci. Si la crise de la vie quotidienne touche toutes les classes dans leurs secteurs jeunes, et si c'est elle qui nourrit la crise de

la vie militante, c'est sur la base de modèles de vie petits-bourgeois.

La vraie discontinuité, elle tient à la disparition des traditions ouvrières non politiques, aux éléments de culture populaire que le prolétariat transportait transformées par lui et bien souvent très appauvries et que le troisième âge du capitalisme a définitivement détruites (22). De ce fait, non seulement la culture offerte aux masses est celle de la bourgeoisie (sous forme d'idéaux petits-bourgeois) mais les éléments de contre-culture sont également petits-bourgeois. Que les dérives et happenings qui, effectivement sentent « le fric » et l'« oisiveté », d'une Kate Millett, apparaissent à D. A. et A. B. comme un état de « presque communisme » (p. 42) qu'ils s'empressent de protéger en décidant péremptoirement que cette vie d'ennui et de nausée placée sous le signe des étreintes furtives, de l'alcool et de la drogue ne peut sembler « *dérisoire et insupportable* » que par « *raidissement moralisateur* » en dit long sur l'étendue du mal jusque dans nos propres rangs.

Kate Millett ne représente par un paradoxe américain que serait celui d'un ghetto de vie communiste dans un océan de situation non révolutionnaire, mais au contraire la logique de l'enlèvement d'une partie du mouvement des femmes dans son lieu de renaissance (alors sur la base d'une situation de radicalisation de masse) comme conséquence du reflux générale présent. Quand D. A. et A. B. écrivent : « *Aujourd'hui encore, une compréhension synthétique d'un point de vue de classe de la montée du mouvement féministe nous fait défaut, et nos perspectives révolutionnaires sur ce terrain sont tout entières engluées dans la crise d'identité des militantes révolutionnaires* », ils ne peuvent parler qu'en leur nom propre, car une telle compréhension ne nous fait pas défaut, mais ses éléments restaient simplement inassimilés par une partie de la génération en question qui s'est trouvée submergée par d'époustouflantes théorisations féministes ultra-gauchistes, des extrapolations anthropologiques et pseudo-psychanalytiques qui ne commencent à refluer que maintenant que les instruments du marxisme sont appliqués à un phénomène social qui n'a rien de mystérieux ni de particulièrement difficile. D'autre part, nos perspectives en ce domaine ne sont pas plus engluées que nos militantes le seraient dans leur « crise d'identité » — formule qui appartient tout entière aux fumées pseudo-théoriques évoquées ci-dessus, et qui renvoie à une nature féminine étrangère à l'histoire.

Ce sont les « micro-sociétés », les « communautés » de retour à la nature ou de fumeurs de haschisch qui s'engluent et s'empêtrent dans leurs « crises d'identité », cherchant leur petite révolution moléculaire, les yeux fixés sur leur nombril. La tension vers le but aujourd'hui comme hier ne peut coexister avec ces abandons et ces autocomplaisances. Il n'y a pas de tapis volant vers le communisme. Il exige effort conscient, discipli-

ne, lutte avec soi-même, tenue morale, sens d'être porteur de civilisation.

La réalité étant dialectique, il n'y a pas de continuité sans discontinuité, et vice versa. C'est pourquoi nous parlons de « léninisme d'aujourd'hui » de même que notre féminisme procède par critique et développement de celui de nos maîtres, de Marx et Engels à Kollontaï. Mais pas plus que Lénine, nous n'avons à accepter le moindre compromis idéologique avec les nouveaux « chercheurs de dieu ».

Le fait que l'ensemble de la société bourgeoise entre en décomposition et que, par conséquent, la remise en question de la vie bourgeoise se produise du haut en bas des structures sociales, en entraînant des éléments de plus en plus nombreux des classes non révolutionnaires dans le champ de sa contestation a des conséquences contradictoires. Les principales sont positives qui, potentiellement, tendent à regrouper ces éléments autour et sur les bases du prolétariat. Mais le retard politique de celui-ci incline les « révoltes petites-bourgeoises » à s'ériger en capacité égale, voire supérieure, à la lutte de classes. Dans la période politiquement difficile de lutte pour la conquête du prolétariat contre les directions réformistes qui font un énorme effort pour habiller de peau neuve leurs systèmes d'emprise traditionnels, l'ultragauchisme petit-bourgeois se fait insolent jusqu'au terrorisme intellectuel : radicalisme féministe-sexiste, écologisme interclassiste, spontanéisme antibolcheviste, théories diverses de la jouissance « tout, tout de suite » condamnent sans appel la politique « politiste » du marxisme révolutionnaire contraint à reprendre l'inévitable patient travail de luttes, usine par usine, syndicat par syndicat, industrie par industrie où il ne suffit pas d'avoir le verbe haut et l'accès facile aux mass media pour s'imposer.

Dans cette situation, toute tentative de minimiser la continuité et l'acquis théorique que ce soit par ignorance, masochisme ou fausse modestie manœuvrière, sera à bon droit suspecté par le marxisme-révolutionnaire de compromis avec la confusion démobilisatrice et démoralisatrice.

La vie militante est dure, oui ! Mais elle l'a toujours été, et bien plus aux époques de contre-courant quasi absolu. Ce n'est pas d'aujourd'hui que les « normes » et les conditions bourgeoises pèsent sur le militant. Ce qui est d'aujourd'hui, c'est que la conscience s'en est étendue à une échelle de masse. Malheureusement, le ras-le-bol et la volonté de « changer la vie » ne changent pas *ipso facto* la durée du travail, le montant des salaires, les déterminations profondes et les comportements traditionnels des hommes et des femmes, le désir d'enfants et l'aliénation supplémentaire que leur présence entraîne, etc.

Comment vivent donc les militants aujourd'hui ? Pour la plupart, comme ceux d'hier, tout simplement ! Pour la plupart, en couples, plus ou

moins durables, et qui, le plus souvent, se consolident d'autant plus qu'ils durent. Certes, la proportion d'homosexuels des deux sexes a augmenté avec le début de levée des préjugés dans les milieux militants, mais si cela correspond à moins de souffrances pour une certaine proportion d'entre eux et elles, sont-ils plus aptes que les hétérosexuels à unifier les éléments de leur vie ? Ce serait à démontrer.

Reste la petite minorité qui vit en communauté. Le mot recouvre des réalités très diverses, depuis les associations pratiques de copains, parfois en couples, jusqu'aux phalanstères pratiquant la communauté sexuelle. Où est la vie bourgeoise dans tout cela ? Prétendre la voir ici ou là serait réduire à la vie non bourgeoise à tel ou tel comportement sexuel. La forme d'association de vie privée la plus dépourvue de possessivité n'évite aujourd'hui ni les conditionnements comportementaux et affectifs différents des deux sexes ni la glu des rapports sociaux ni la combinaison des deux.

Si donc — ce dont personne ne doute maintenant parmi nous — le marxisme révolutionnaire doit intégrer tous les domaines de la subversion de la vie quotidienne dans son programme de révolution permanente, cela ne saurait se faire autrement que comme contreforts de la lutte pour le pouvoir prolétarien, comme éléments d'une stratégie. Or, une stratégie révolutionnaire suppose — comme toute autre — une organisation intégrée des éléments. Non pas une addition de « secteurs », de « terrains » (A. B.-D. A. p. 30), comme autant de petits champs de bataille à côté du grand, mais une intégration, dans l'interdépendance étroite des éléments nouveaux, sur l'axe unique de la lutte de classe prolétarienne vers le renversement révolutionnaire de la bourgeoisie.

Le beau mélange à la mode des fronts : femmes, homosexuels, enfants, fous, etc. appelés à s'aligner au côté du front prolétarien pour lui venir en renfort est du pire confusionnisme.

Les femmes constituent la moitié de l'humanité, et leur place est cruciale dans la stratégie révolutionnaire. Encore ne faut-il accepter aucune des deux mutilations de leur cause trop souvent opposées en un dialogue de sourds : soit les réduire à une oppression spécifique interclassiste et supposée immuable au travers de l'histoire, soit au contraire réduire leur cause à celle des femmes-prolétaires.

Si la lutte prolétarienne a en général manqué d'une dimension féministe, si, plus, le mouvement ouvrier a manifesté de la misogynie en toutes périodes, le mouvement des femmes serait aveugle de ne pas voir qu'en dépit de cela l'histoire du féminisme est portée et scandée par les montées et reculs du mouvement ouvrier, ce qui fonde bien l'objectivité du lien cause des femmes/cause du prolétariat. Le problème de notre temps consiste à réunifier lutte de classes et lutte d'émancipation des femmes, d'unifier totalement marxisme et féminisme (ce dernier mot, notons-

le, qui fut longtemps entendu comme doctrine petite-bourgeoise de la cause des femmes et, comme tel, rejeté par les femmes les plus radicales). Si le féminisme révolutionnaire déborde largement la théorie de la lutte des classes, en cela qu'il tend à subvertir des déterminations plus profondes que celles de la société bourgeoise, ses principes sont tout entiers dans le marxisme, dès ses origines et il est une dimension essentielle de la révolution sociale qui, aujourd'hui, ne peut d'ailleurs guère être sérieusement envisagée sans participation des femmes, massive et à tous les niveaux.

L'homosexualité se place à un tout autre plan. Alors que les revendications féministes bouleversent les cadres les plus solides de l'oppression sociale et sont une véritable poudrière révolutionnaire, la revendication du droit à l'homosexualité n'a rien de révolutionnaire en soi (pas plus que le droit d'être breton ou tchéchène-ingouche. En revanche, la répression des homosexuels et leur persécution sont réactionnaires en cela qu'elles visent à défendre les conditions idéologiques de la soumission à un ordre dont l'assise est patriarcale. Il y a là effectivement un aspect unique important d'identité à la lutte des femmes et sur lequel une jonction des luttes peut s'opérer: l'ordre patriarcalo-phallogocratique est mis en question dans nos sociétés contemporaines par la revendication au droit à l'homosexualité. La revendication féministe n'est que partiellement sexuelle: elle est essentiellement refus d'une condition inférieure, d'une sous-humanisation (dont l'aliénation sexuelle n'est qu'une partie). L'émancipation totale des femmes est un but humain général. Seul l'ultragauchisme homosexuel donne l'homosexualité comme une sexualité libérée qu'il oppose à l'hétérosexualité toujours reliée à la procréation et à la loi morale des sociétés de classes, ce qui est un abus grossier, puisqu'au contraire l'histoire de l'amour hétérosexuel est celui d'une lutte perpétuelle contre les lois assurant la procréation dans des conditions sociales précises qui ne tiennent aucun compte de l'amour.

Le droit à l'homosexualité — comme tout droit à la différence, y compris celui d'être breton ou tchéchène-ingouche — est défendu par les marxistes-révolutionnaires et doit appartenir à leur programme de lutte, tandis que c'est au programme fondamental de la révolution socialiste que doit être intégré le féminisme tout entier. C'est le droit général abstrait à la différence, à être seul maître et responsable de sa particularité, de son individualité qui doit appartenir à notre programme fondamental.

Quant au mouvement de libération des enfants, son annonce à grands sons de trompe dans *Rouge* n'est qu'un canular de mauvais goût, la majoration irresponsable d'une expérience limitée qui exigeait au contraire d'être traitée avec discrétion et tact. Toute tentative de transformer les enfants en singes savants révolutionnaires ne peut que les traumatiser gravement, risque de les couper définitivement de la conscience révolutionnaire

qui ne peut naître pour chacun qu'au propre compte de son expérience. Mais surtout ce doping est une façon pour les adultes de se débarrasser de leurs responsabilités en général, et d'éducateurs en particulier, des plus jeunes humains.

Quant à la folie, la considérer comme un droit et non comme une maladie (ou groupes de maladies) relève d'une irresponsabilité pire encore. L'utilisation de la psychiatrie à des fins répressives (en URSS surtout et, à un moindre degré, par une quantité de régimes différents) ne peut, sans affaiblir la lutte contre celle-ci, être confondue avec certaines méthodes de la psychiatrie bourgeoise dont la critique relève d'autres méthodes et se fait au nom d'une autre conception de la psychiatrie, mais sûrement pas au nom de « pas de psychiatrie du tout ».

La défense des droits des enfants et la lutte pour une autre pédagogie ne peuvent être remises — abandonnées — aux enfants eux-mêmes qui n'ont ni les possibilités d'une conscience claire — vraie — des torts qu'ils subissent, ni les moyens de s'en défendre, lesquelles exigent prise en charge par les adultes de ces problèmes peut-être les plus difficiles de ceux qu'ils ont à résoudre puisqu'il s'agit d'un retour sur leurs propres origines, une réponse, en somme, à la fameuse question : « *Qui éduquera les éducateurs ?* », qui implique en revanche le droit à la parole pour les enfants, le droit d'être écoutés, donc d'éduquer aussi leurs éducateurs.

Pas davantage une psychiatrie orientée vers l'épanouissement humain ne peut être trouvée et imposée par ceux qui craquent sous l'inhumanité sans cesse accrue du monde bourgeois en décomposition. Tout autre chose est d'écouter la parole des névrosés, ce que fait d'ailleurs la psychanalyse authentique qui, toujours, se développe en apprenant de ses « patients ». Dans les deux cas, les rapports d'« autorité » et d'extériorité du « savant » « sachant » et de l'ignorant « su » ne seront pas dépassées par la négation du problème, mais par d'autres rapports entre petits-hommes et hommes développés à d'autres fins que de reproduire des producteurs (ce qui n'est d'ailleurs pas le cas dans la famille nucléaire, et ce qui oblige donc à la considérer autrement que comme l'ennemi fondamental et numéro un), entre ceux qui résistent et ceux qui craquent.

Remarquons aussi en passant que mettre sur le même plan enfants, fous et femmes, est une démarche qui, sous son apparent radicalisme, renvoie les femmes au statut de « mineures » contre lequel elles luttent, alors que le problème, pour elles, n'est pas seulement celui d'un droit à la parole, mais d'un droit à toute initiative, tout comme les minorités, voire majorités ethniques (les Noirs d'Afrique du Sud...) et... le prolétariat lui-même, géant maintenu en minorité légale par la démocratie bourgeoise.

A chaque fois que ces problèmes sont posés dans toute leur étendue, l'évidence s'impose qu'ils ne peuvent trouver qu'à peine des esquisses de

solutions dans la société bougeoise. Le besoin de révolution de la vie quotidienne ne peut être satisfait qu'au travers de la révolution sociale. Vouloir instaurer la vie nouvelle au sein d'une minorité d'avant-garde ne peut, comme les tentatives anarchistes de jadis, qu'aboutir aux caricatures. Vouloir faire l'ange mène toujours à faire la bête. Cela n'est pas dire qu'il faut attendre la révolution pour s'attaquer au « mode de vie », mais de comprendre que la vie « subversive » ne peut être la vie d'une société libérée. L'énergie du besoin d'autre vie doit être tournée essentiellement vers la subversion des conditions sociales qui rendent notre vie « impossible », pour donner sa base objective au changement de la vie. La vie « privée » ne se change pas en vase clos mais dans les vastes mutations sociales où la lutte organisée elle-même est seconde (c'est le bouleversement social spontané dont 1968 est l'épicentre qui donne naissance au MLF qui, en retour, donne, non sans peine et tâtonnements, sa conscience à un nouveau besoin de masse). Ce qu'il faut peut-être retenir de ce point de vue de l'*En vol* de Kate Millett, c'est à quel point la tentative d'envol loin et au-dessus du mouvement des masses se termine en misérable plat-ventre dans la nausée.

Trotsky posait bien le problème et justement à propos des femmes : *« Etablir l'égalité politique de la femme et de l'homme dans l'Etat soviétique, c'est un des problèmes les plus simples. Etablir l'égalité économique du travailleur et de la travailleuse dans la fabrique, à l'usine, au syndicat, c'est déjà beaucoup plus difficile. Mais établir l'égalité effective de l'homme et de la femme dans la famille, voilà qui est incomparablement plus compliqué et qui exige des efforts immenses pour révolutionner tout notre mode de vie. Et cependant il est évident que tant que l'égalité de l'homme et de la femme ne sera pas établie dans la famille, on ne pourra pas parler sérieusement de leur égalité dans la production ni même de leur égalité politique car, si une femme est asservie à sa famille, à la cuisine à la lessive et à la couture, ses possibilités d'agir dans la vie sociale et dans la vie de l'Etat sont réduites à l'extrême (23). »* Dans son fond, tout cela reste vrai, et une certaine exaspération du mouvement des femmes tient d'ailleurs aujourd'hui à l'énormité du hiatus qui sépare la nouvelle conscience féministe et la solidité des mœurs patriarcales aux racines multiséculaires qui ne pourront être extraites que dans le mouvement dialectique d'éducation constamment rectifiée de plusieurs générations d'éducateurs.

De même, comme le racisme, s'il est un instrument d'oppression utilisé consciemment — et selon des techniques minutieusement mises au point — par les exploiters-oppresseurs, n'en a pas moins donné naissance à une dimension profondément ancrée de la psychologie des masses — racisme antisémite dans les pays slaves, racisme antinoir aux Etats-Unis, racisme anti-arabe chez nous —, le « racisme » anti-homosexuel est

profondément populaire et demandera un long temps pour totalement s'extirper.

C'est pourquoi il est parfaitement inadéquat — et pour tout dire ultra-gauche — de faire porter à crime aux organisations révolutionnaires de ne pas mettre au premier plan de leur action et de leur agitation la dissolution immédiates des mentalités. Ce n'est qu'au travers de l'action révolutionnaire que, lentement, elles sont sapées.

Il ne suffit pas de dénoncer pour convaincre. Nous le savons fort bien sur le terrain politique où la notion de transition, fondée sur le primat de l'expérience, nous sépare de presque toutes les autres organisations révolutionnaires. Mais nous semblons trop souvent l'oublier sur le plan de la vie sociale, de la vie quotidienne, où c'est pourtant dix fois plus vrai en cela que l'effort porte là sur des comportements bien plus enracinés. Dénoncer est comme couper la mauvaise herbe : la racine subsiste et la plante repousse plus drue. Dénoncer violemment peut même avoir un effet inverse au but poursuivi. Que d'ouvriers sérieux ont été repoussés de la politique révolutionnaire par l'agitation gauchiste qui les heurte au plus sensible de leur conditionnement inconscient — et le plus souvent au nom de principes abstraits, absolus et donc aussi faux que ce qu'ils dénoncent quoique inversement — et qu'une propagande pédagogique, progressive, patiente, transitoire dans ses objectifs, aurait amené d'eux-mêmes à des conclusions radicales, peu auparavant scandaleuses pour eux, et sans doute assez différentes du schéma projectif des propagandistes.

Révolution et poésie

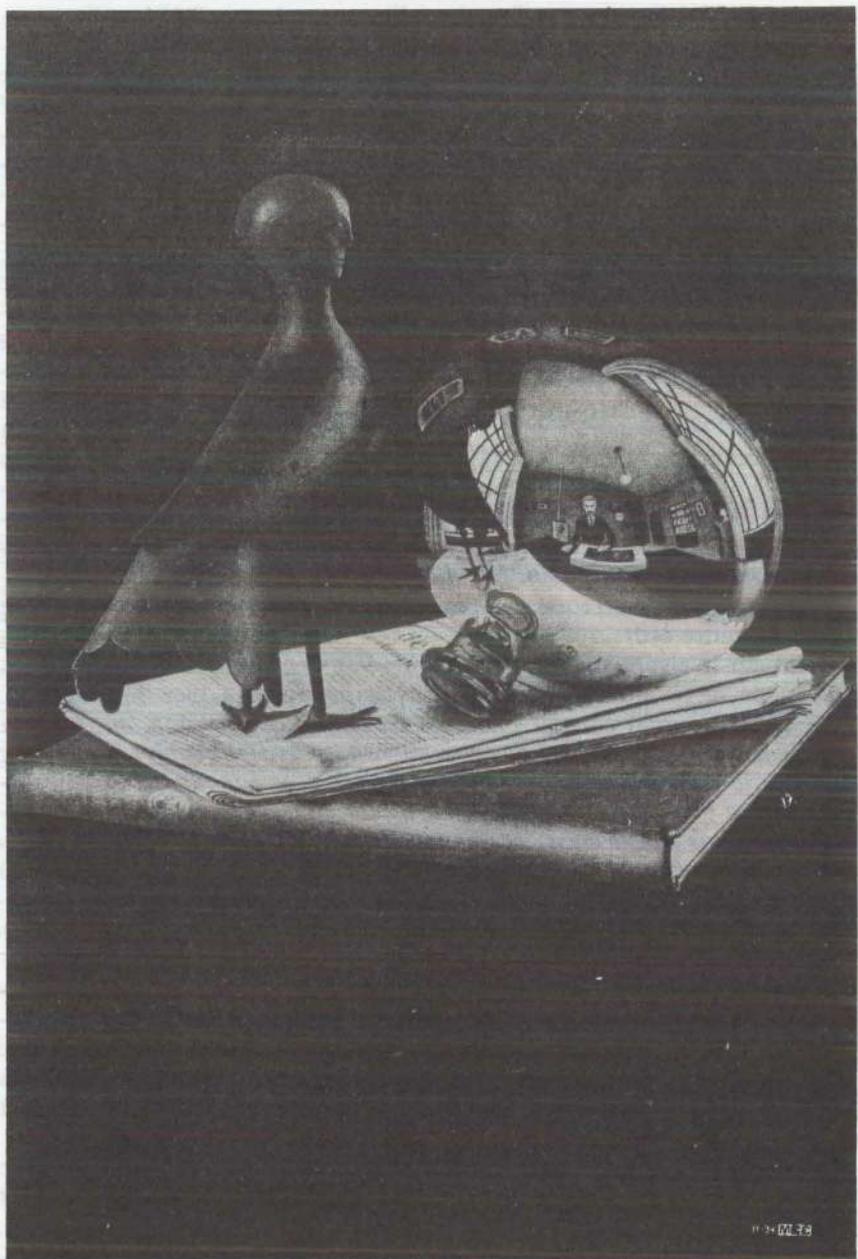
A tout le moins, sommes-nous plus avancés que nos prédécesseurs quant au programme du « Changer la vie » ? Quant au niveau de profondeur où il faut porter la révolution ? Sommes-nous moins « politistes » ? Intégrons-nous mieux l'exigence des poètes à notre lutte ?

L'accusation d'une part de responsabilité morale, de Lénine et de Trotsky, dans la mort de Maïakovsky — fût-ce seulement par incompréhension de ses exigences de vie — rapproche singulièrement tout à coup A. B. et D. A. de ceux qui fondent allégrement bolchevisme et stalinisme. A. B. et D. A. écrivent : « *Ce que Lénine et Trotsky ont toujours subodoré chez Maïakovsky, comme un puissant relent de révolutionnarisme anarchisant petit-bourgeois, c'est ce qui fait aujourd'hui irruption au cœur de la crise du militantisme : l'impossibilité de surmonter la béance entre l'existence « privée » et l'engagement le plus profond soit-il dans la pratique politique...* » Cette phrase implique d'ailleurs un autre amalgame qui, s'il est second, n'en sert pas moins d'articulation au premier : celui qui lie la

critique de Maïakovsky par Trotsky à l'incompréhension de tout l'art moderne de son temps de la part de Lénine. Cette incompréhension, ce dernier la reconnaissait volontiers, modestement. Nathan Altman raconte que tandis qu'il travaillait à son buste, Lénine lui demanda de lui montrer des revues futuristes. « *Il les regarda attentivement, puis me dit sans aucune ironie : je n'y comprends rien : mais évidemment, c'est pour des spécialistes.* » Et le même artiste commente : « *Il n'avait guère de connaissances artistiques* (24). » Sa lettre contre 150 000 000 — qui, rappelons-le, ne demande pas qu'on ne l'imprime pas, mais qu'on en limite le tirage, ceci se passant dans une époque de pénurie extrême de papier et de moyens d'impression que nous ne trouvons jamais évoquée dans les nombreux textes qui font mousser ce « scandale préstalinien » — n'implique que sa propre responsabilité. On n'a d'ailleurs aucun signe qu'elle ait traumatisé Lounatcharsky, et pas davantage Maïakovsky qui n'en continua pas moins à se comporter en ardent champion du bolchevisme (à tel point qu'aujourd'hui il y a une exaltation fort douteuse de Maïakovsky contre ses contemporains et certains modernes de la part de staliniens mal repentis et de jeunes demi-staliniens. Pliouchtch écrit : « (...) *Ermilov, qui organisa la persécution de Maïakovsky, utilisa ce même Maïakovsky comme idole afin de mieux jouer son rôle de censeur de la forme et du contenu* »).

Les critiques de Trotsky à l'égard de la poésie de Maïakovsky sont d'un tout autre ordre que l'indignation béotienne de Lénine. En gros, elles portent sur le gigantisme du poète comme moyen manqué de se mettre au niveau de la révolution. Mais Trotsky comprenait si bien Maïakovsky, qu'il admirait, qu'il pouvait écrire : « *Le Nuage en pantalon, poème d'un amour malheureux, n'est-il pas son œuvre la plus significative sur le plan de l'art, la plus audacieuse et la plus prometteuse sur le plan de la création ? On a même de la peine à croire qu'un morceau d'une force aussi intense et d'une forme aussi originale ait été écrit par un jeune de vingt-deux, vingt-trois ans. Guerre et Univers, Mystère-Bouffe, et 150 000 000 sont beaucoup plus faibles, pour la raison que Maïakovsky a quitté son orbite individuelle pour tenter de se mouvoir sur l'orbite de la Révolution.* » (*Littérature et Révolution.*)

Cette appréciation d'un auteur vivant, type de critique « constructive », change devant la tombe du poète où il s'agit pour Trotsky de prendre une première mesure d'une œuvre, hélas ! terminée. Il est clair que notre lecture, cinquante ans après, Maïakovsky étant devenu une des faces de la révolution aux prises maintenant avec l'histoire et la légende, ne peut plus être identique à celle d'un observateur de l'art en train de se faire. Mais D. A. et A. B., en mobilisant le suicide de Maïakovsky au service de leur thèse, nous en suggèrent une détermination essentiellement privée et passive. Or on ne peut être évasif sur le compte des causes de cette mort. Nous l'avons toujours tenue, nous trotskystes, au contraire de ce que sug-



11-01-79

géraient ou disaient ceux qui faisaient profession d'essayer inlassablement le sang des crime staliniens — au premier rang desquels ses « amis » Aragon et Elsa Triolet —, comme liée au désespoir de la dégénérescence bureaucratique de l'URSS, au lourd climat terroriste régnant sur les lettres et les arts. Il est vrai que l'on ne se suicide pas pour de pures causes politiques. Même Joffé était gravement malade. Maïakovsky ne s'est pas suicidé en raison d'une insuffisance de la révolution de la vie quotidienne dont Lénine et Trotsky n'auraient pas compris le caractère tragique. « *La barque de (sa) vie s'est brisée contre la vie quotidienne* » ! Oui, mais en cela que la contre-révolution (politique) stalinienne jetait bas les conditions mêmes de la révolution culturelle appelée par Lénine et Trotsky. Le poète qu'était Maïakovsky portait une vérité en quelque chose différente de celle qu'énonçaient Lénine et Trotsky (le contraire serait d'ailleurs renvoyer la poésie au luxe et à la distraction), mais complémentaire de la leur — et Trotsky le comprenait fort bien. Mais suggérer une opposition est s'engager sur une pente glissante. C'est à ce point que la rupture peut devenir inversion. La suggestion met d'ailleurs ce suicide hors de son moment historique ; elle met entre parenthèses le fait d'histoire que ce sont d'abord des « politiques » qui ont « *cessé de pouvoir vivre (25)* ». Le témoignage des écrits de Maïakovsky et celui de sa mort sont d'une valeur considérable, mais dans la parfaite cohésion avec la lutte politique antistalinienne. Quand, en plus, cette mort est « interprétée » comme protestation contre des conditions où l'amour ne peut pas être « *vécu comme absolu déchirement* », la tentative d'associer Maïakovsky avec « *le romantisme noir* » d'un certain gauchisme moderne passe les bornes de la décence, car, à l'inverse, c'est le déchirement de l'amour qui condamne pour Maïakovsky la société soviétique des années trente comme invivable.

Les auteurs de « Notre génération », pour nous convaincre, auraient dû nous montrer qu'en tant que révolutionnaires d'aujourd'hui, nous réalisons mieux que les bolcheviks la fusion de la lutte sur le champ politique et l'élan de la poésie et de l'art modernes révolutionnaires (à reconnaître d'abord, ce qui ne paraît pas réalisé, à la lecture, en particulier, des pages « culturelles » de *Rouge*).

La démonstration est malheureusement impossible, et si nous n'en sommes pas seuls responsables, nous n'avons à coup sûr pas de motifs de nous faire les censeurs de nos prédécesseurs.

Pour conclure

Au terme de cette discussion de l'article de D. A. et A. B. nous retrouvons pour la seconde fois le problème de la conception léniniste du

parti. Nos auteurs (p. 29 et 30) rappellent d'abord la notion de « cohorte de fer », de « parti d'acier ». Ce serait là l'essentiel du parti léniniste ! Puis, ils posent une belle antinomie insurmontable, baptisée par eux contradiction quoiqu'elle n'ait rien de dialectique : d'un côté, le parti léniniste — tel qu'ils le définissent — demeure indispensable, mais, de l'autre, c'est une institution bourgeoise, porteuse de valeurs bourgeoises jusque dans son opposition aux institutions bourgeoises, qui n'échappe donc pas à la crise des institutions et des valeurs. Cette crise en ce qui concerne le parti, devons-nous la freiner ou l'accélérer ? Plutôt que de répondre à cette question, ils ont fui bien vite vers des considérations sur la morale sexuelle de Lénine.

Pour nous, ce qui est en crise, c'est l'hyperléninisme, la mythologie du « parti d'acier ». Nous ne sommes pas des nains qui devons nous humilier devant les armures de géants de nos ancêtres. Le parti bolchevik a fait la plus colossale révolution de l'histoire, mais il s'est effondré rongé par l'offensive intérieure des rats puants de la bureaucratie stalinienne. Ses structures et méthodes ne seraient guère aptes à faire face aux types de manipulation et de répression modernes, pas plus qu'il ne saurait encadrer le prolétariat étendu et cultivé de nos métropoles. L'hyperléninisme va donc en sens inverse de l'adaptation du léninisme dont il n'est que la projection métaphysique et la grinçante caricature. Mais le léninisme, lui, c'est-à-dire la dialectique intégrale, matérialiste, appliquée aux principes et systèmes d'organisation, reste plus nécessaire que jamais. A cause de la centralisation non pas tant de l'Etat, comme le disent nos auteurs, que du capital : centralisation du capital dont celle de l'Etat n'est que l'expression et qui tend à laisser les travailleurs atomisés, désarmés, mystifiés. Comme cette centralisation va croissant, la nécessité du léninisme, dans sa conception la plus rigoureusement internationaliste, va croissant elle aussi, de façon directement proportionnelle.

Cette nécessité croissante est-elle contradictoire, fondamentalement, avec la crise des valeurs bourgeoises ? Non. Il serait temps de se rendre compte que le léninisme était déjà, dès le début, dès *Que faire ?*, fondé sur la crise des institutions et valeurs bourgeoises, fondé sur l'écart entre les aspirations des masses telles que le capitalisme a puissamment contribué à les faire lever et telles qu'il les étouffe.

Cette double question de la nécessité et de la nature du léninisme, dont il est bien clair qu'elle doit s'approfondir au fur et à mesure de l'approfondissement de la crise multiforme de l'impérialisme, est au centre de nos préoccupations actuelles. Nous en avancerons encore quelques thèmes.

Dans ses *Questions du mode de vie*, Trotsky établit le double registre connoté par le terme « politique ». La politique est à la fois séparée et indissociable du reste de l'existence : elle est en elle-même un va-et-vient en-

tre les préoccupations quotidiennes et la question du pouvoir de classe. Quand Lénine écrit, quand Trotsky commente la notion de « politique, économie concentrée », il faut prendre « économie » au sens le plus large : conditions de la production matérielle de l'existence et « politique » à ses deux niveaux distincts et inséparés.

La politique doit au contraire être considérée comme à la fois séparée et non séparée (indissociablement et contradictoirement) de l'ensemble de l'existence. Le problème central du pouvoir n'a de sens si ce n'est comme moment — privilégié — de la solution des problèmes de la vie quotidienne.

La question centrale du pouvoir, comme enjeu de la lutte des classes, n'est pas un élément qui serait premier dans l'ordre successif de nos préoccupations et dont les problèmes « quotidiens » ne doivent pas nous détourner comme les contingences terrestres du salut de nos âmes. Mais elle est plutôt, pour ainsi dire, l'axe de nos tâches, de l'agencement de nos luttes qu'elle structure. Car le pouvoir du capital n'est pas non plus purement « politiste », il s'étend en multiples tentacules de pouvoirs jusqu'au plus profond de la vie quotidienne, et c'est ce qui rend si dérisoires tous les réformismes, parlementaristes et légalistes. C'est pourquoi aussi le problème du pouvoir ne pourra être résolu par les masses que lorsqu'elles se le poseront comme problème de prise en charge de toute leur vie. C'est donc pourquoi, enfin, notre problème est aujourd'hui celui de la structuration des revendications et luttes dans la lutte générale pour le pouvoir prolétarien, les fronts séparés retrouvant leur unité supérieure.

De la même façon, l'organisation révolutionnaire, l'organisation qui s'efforce en permanence de poser le problème du pouvoir, est à la fois séparée et non séparée de l'ensemble de la lutte de classes, qui se ne pose pas le problème en permanence. Le parti n'est pas un organisme indépendant comme il faut que la classe le soit. Il doit se trouver au sein de la classe comme le système nerveux dans le corps, s'y nourrir, s'y développer et remplir une fonction très précise (mais très complexe) de redistribution de l'information utile : il focalise et répercute les expériences de la classe, afin de réorganiser le comportement des travailleurs, de l'adapter à leur combat nécessaire. Le rôle de l'avant-garde est d'organiser, de structurer, de rendre cohérents, systématiques, les éléments diffus du comportement politique des masses qui tendent vers une conduite révolutionnaire, d'en restituer le sens historique.

Mais il faut dépasser, en l'intégrant, l'image très forte de Trotsky, mais quelque peu mécaniste si on la coupe de son contexte, sur le piston (le parti) et la vapeur (l'activité des masses). Les deux éléments ne sont pas hétérogènes : d'ailleurs, le propos de Trotsky était de montrer leur caractère indissociable. En fait, nous avons à utiliser la vapeur pour forger le

piston : le parti se forme en commençant à remplir son rôle, à focaliser les expériences de la classe. L'organisation est l'amorce du parti implanté, le facteur de l'émergence/développement (plutôt que de la « construction ») de la conscience de classe révolutionnaire. Le parti se développe en commençant à interpréter pour les masses leur auto-activité. Il ne s'agit ni de leur dire ce qu'elles doivent faire ni d'écouter d'elles ce qu'elles veulent faire, mais de « jeter un pont » entre les deux. Tout le problème est celui de la construction de la grille d'interprétation de cette réalité très subjective qu'est la formation de la conscience de classe : que valent les « acquis » et comment les réinvestir ? Or, c'est la classe elle-même qui en dernière analyse, détient la solution.

C'est pourquoi, si l'on insiste unilatéralement sur le caractère séparé de « l'institution » qu'est le parti par rapport à l'ensemble de la société, sur son caractère institutionnel, il y aura d'une manière ou d'une autre bureaucratisme, on en viendra à oublier la raison d'être de l'organisation et à en faire une fin en soi, coupée de la nécessité historique. Le « totalitarisme » est la rançon de l'oubli de la totalité.

Le parti est à la fois l'expression d'une volonté de classe qui se construit et le reflet très contradictoire d'une société déchirée, à la fois l'amorce d'un sujet collectif et d'une institution d'un genre un peu particulier.

Collectif de sujets et amorce de sujet collectif, il affronte, à la puissance *n*, les problèmes du sujet face aux institutions. Mais il ne semble pas que la crise des institutions puisse l'empêcher de se développer ; au contraire, c'est l'absence d'une telle crise qui le ferait stagner. La crise favorise son affirmation, en ce sens qu'elle accroît sa nécessité comme instrument pour résoudre les problèmes qu'elle pose. Au sujet déconcerté par la crise des institutions et des valeurs, le parti se propose comme une contre-institution porteuse de contre-valeurs.

Contre-institution (ou institution négative), il présente aussi, c'est inévitable, des traits d'une institution directe. Le parti ne vit pas au-dessus des contradictions de classes, il reflète nécessairement, de différentes façons, la contradiction fondamentale : forces productives/rapports de production ; d'où des pesanteurs, des aspects négatifs toujours renaissants comme la mort est toujours présente dans la vie des organismes. Qu'il y ait crise, dans l'organisation, de tout ce qui est, en elle, malsain reflet du monde bourgeois, nul ne doit s'en plaindre. Mais ce n'est pas le léninisme que cette crise atteint. La crise d'une organisation léniniste ne tient nullement à une déteinte sur elle de la crise des valeurs bourgeoises, mais bien plutôt à une insuffisante et/ou inadéquate remise en cause de ces valeurs.

Pour combattre efficacement la société bourgeoise, l'organisation doit s'y adapter. Il y a un aspect, un moment, de nécessaire assimilation des normes bourgeoises, et pas seulement pour la rigueur de la gestion finan-

cière. Mais, c'est justement pourquoi il est tout à fait absurde de présenter le léninisme comme un blindage pour « échapper aux pressions du milieu » (p. 29). Le léninisme n'est pas une carapace derrière laquelle on est tranquille. Au contraire, le parti léniniste est organisé de manière à pouvoir répondre (et non échapper) aux pressions du milieu, à pouvoir les élucider, les interpréter, détourner leur énergie à ses fins.

Dans cette institution négative, subversive, la dialectique instituant/institué est particulièrement forte et vive. La retombée dans l'institué, c'est la tendance à la bureaucratisation, devant les pressions du milieu et quand la prise de décision tend à devenir autonome par rapport à la classe.

S'il n'y avait pas en face, comme tendance antagoniste, un mouvement instituant permanent, un effort perpétuel à base d'autocritique (au sens originel, léniniste, du terme), pour réinvestir les « acquis » dans l'expérience pratique de la classe et réciproquement, alors la dégénérescence serait rapide. Il y a nécessité d'une critique institutionnelle permanente du parti par le parti (ce qu'en leur temps Lénine et Trotsky ont su faire aux moments décisifs), qui remette en question, entre autres choses, la conception bourgeoise de l'autorité sans se contenter de l'inverser. C'est dans ce mouvement permanent que le parti se constitue et comme dirigeant et comme intellectuel collectif, élucidant les tâches du prolétariat, sans se substituer à lui mais en anticipant (un pas en avant) sur sa démarche nécessaire. Et, en cela, il est promoteur des valeurs nouvelles, en rupture et en continuité avec celles que les révolutions humaines ont édifiées jusqu'à présent.

Michel Lequenne

Notes Michel Lequenne

(1) Il est de mode de pourfendre tout humanisme. Mais, pour s'en tenir à l'humanisme bourgeois, qui n'est pas le seul, il y a un monde entre le grand humanisme bourgeois naissant dont les théoriciens (pensons à Rabelais, Erasme, Montaigne...) ne dépendent en rien, et pour cause, des diktats découlant de l'exploitation capitaliste, et encore moins des représentants de son pouvoir politique, et l'humanisme dégénéré des idéologies stipendiées du XIX^e siècle. Les tentatives de conciliation du XVIII^e siècle entre humanisme et pratique bourgeoise ont volé en éclats au feu de la révolution française.

(2) Renvoyons simplement aux deux volumes publiés chez Maspero, où Roger Dangeville a regroupé des textes sur *les Utopistes* et *Utopisme et communautés de l'avenir* qui montrent à quel point Marx et Engels ne perdaient jamais de vue la vie concrète.

(3) Cf. *Questions du mode de vie* (10/18), en particulier le premier chapitre.

(4) Ainsi en est-il du système amoureux de Fourier, que Marx et Engels appréciaient plus que ses pusillanimes disciples qui le mirent sous cloche, mais dont ils voyaient bien le caractère naïf et mécanique. Mais la science-fiction actuelle est destinée à apparaître comme plus cocasse sur le plan des « modes de vie ».

(5) Prenons un seul exemple, dans un domaine à première vue inoffensif : le costume. Le costume bourgeois du XIX^e siècle est, naturellement, largement irrationnel et s'explique d'abord par sa symbolique. Le costume masculin est de couleurs neutres ou sombres qui disent l'économie, le sérieux, la morale. Ses formes géométriques — cylindres des pantalons et chapeaux hauts de forme, angles droits des vestons, des redingotes, etc. refusent la nature, le corps (la sexualité) et se rapprochent des formes rationnelles industrielles. Rompre avec ces normes peut entraîner scandale (le gilet « cerise » de Théophile Gautier à la

« bataille » d'Hernani). Comment va s'habiller le révolutionnaire ? Proudhon met de temps en temps une blouse démagogique pour jouer à l'ouvrier (cf. le tableau de Courbet), mais Marx n'est pas comme lui parmi les « siens ». Pour être écouté, il doit être le « D^r Marx » et ne serait pas reçu au British Museum sans redingote. Il doit rester à la maison quand il a été obligé de la mettre « au clou ». Pour une femme c'est pire, et l'on sait que les pantalons de George Sand, malgré sa gloire, déchainent contre elle des tempêtes de grossières ironies, de caricatures et d'insultes. Le révolutionnaire devrait-il rompre avec l'arbitraire bourgeois sous prétexte de lutte sur tous les fronts ? Ce serait absurde car il entamerait son crédit pour des luttes plus urgentes, plus fondamentales. La fantaisie vestimentaire permettrait de le ranger parmi les « bizarres », autant dire les fous, ceux dont se moque le dialogue *Dupont et Durand* de Musset.

Sommes-nous plus libres de notre apparence vestimentaire ? La hardiesse sur ce plan — qui vient, notons-le du mouvement de masse et non de l'avant-garde — trouve sa mesure-limite dans le fait que Gluksmann porte à la télé la chevelure et les pulls « 68 » (le ton traînant aussi) et les fait récupérer ainsi avec sa « philosophie » par la droite.

(6) Un rédacteur de *Rouge* n'a pas hésité à « définir » le romantisme comme idéologie de la bourgeoisie et de le taxer tout entier de réactionnaire, c'est-à-dire d'envoyer Hölderlin, Stendhal, Hoffmann, Balzac, on en passe, griller avec les romantiques effectivement réactionnaires dans l'enfer prolétarien où feu Mao Tsé-toung avait déjà jeté Shakespeare. Il est vrai que c'est le même rédacteur qui enseignait que « deux ne fusionnent pas en un ».

(7) Nous ne résistons pas à recopier les passages suivants de la lettre de Marx à sa femme, en date du 21 juin 1856 (*Correspondance*, t. IV, p. 312 et suivantes) : « *Je t'écris de nouveau parce que je suis seul et que cela me gêne de ne poursuivre de dialogues avec toi que dans ma tête, sans que tu en saches rien, sans que tu puisses me répondre. (...) De tous mes calomniateurs, de tous mes ennemis pleins de fiel, s'en est-il trouvé un seul pour m'accuser d'avoir une vocation de jeune premier dans un théâtre de seconde zone ? Et pourtant c'est vrai. Si ces greldins avaient eu de l'esprit, ils auraient fait une caricature représentant, d'un côté les « rapports de production et de circulation » et de l'autre, ton serviteur, à genoux, à tes pieds. Voyez ce tableau et voyez cela ! auraient-il écrit en dessous. Mais ce sont des idiots et ils le resteront in seculum seculorum. (...) Je me sens à nouveau un homme parce que j'éprouve une grande passion ; au contraire, la dispersion où nous entraînent les études et la culture modernes, le scepticisme qui nous fait critiquer toutes impressions subjectives et objectives sont vraiment de nature à nous rendre mesquins, faibles, grincheux et irrésolus. Mais l'amour, non pas l'amour de l'homme de Feurbach ou du métabolisme de Moleschott, ou du prolétariat, mais de sa bien-aimée et singulièrement mon amour pour toi, fait à nouveau de moi un homme.* »

Ils n'avaient alors que treize ans de vie commune derrière eux ! Mais leur fille Eleanor évoque leurs relations peu avant leur mort, à une année à peine de distance, l'un de l'autre : « *Le Maire (Marx) allait mieux. Je n'oublierai jamais le matin où, sentant ses forces revenir, il alla dans la chambre de ma mère. Quand ils étaient ensemble, ils retrouvaient leur jeunesse — deux amoureux au seuil de la vie — ce n'était plus un vieillard accablé par la maladie ni une vieille femme agonisante qui allaient être séparés à jamais.* » (*Reminiscences of Marx and Engels*, cité par E. Fromm, *La Conception de l'homme chez Marx*, Payot)

(8) Parnell, leader populaire du nationalisme irlandais fut abattu par la dénonciation de sa liaison « adultère » avec la femme d'un certain capitaine O'Shea.

(9) Autre tarte à la crème du gauchisme actuel : la lettre de Marx à Lafargue en réponse à sa demande en mariage de Laura Marx, s'inquiétant de ses revenus et de sa capacité à « faire vivre » sa femme. Tous nos gauchistes, et singulièrement la variété féministe, y lisent un souci bourgeois « d'établissement » de sa fille. Une lecture dans le « contexte » de la correspondance et sans lunettes anachroniques permet d'y lire le souvenir cuisant de la misère infligé à Jenny, la douleur écrasante de la mort des enfants dans les taudis londoniens, sans argent pour payer le médecin...

(10) Dans cette conception, il y a sans doute quelque « victorianisme » du militantisme ouvrier ante-freudien, répétant contre la bourgeoisie la condamnation morale que celle-ci avait portée contre la corruption de l'aristocratie et impliquant — aussi chez Serge, une condamnation de l'homosexualité. Mais il y avait surtout et d'abord fuite héroïque dans l'ascétisme, exaltation d'un mode de vie subi, de par les conditions de la lutte, dans la souffrance.

(11) Fourquet, *l'Idéal historique*, 10/18, 1976.

(12) Freud, *Malaise dans la civilisation*, PUF, 1973.

(13) Marcuse, *Eros et civilisation*, éditions de Minuit, 1971.

(14) Erich Fromm semble bien avoir posé quelques jalons sur cette voie. Cf. notamment son recueil, *la Crise de la psychanalyse*, Médiations, Denoël-Gonthier, 1973 ; plus particulièrement p. 144-174. Cf. aussi son ouvrage sur l'agressivité ; celle-ci est au cœur du problème des répressions, puisqu'elle en est aussi bien l'objet que le produit. D'autre part, une critique de Fromm est faite par Marcuse en postface d'*Eros et Civilisation*. Nous aurons à revenir une autre fois sur cette question décisive.

(15) Trotsky, *Leur morale et la nôtre*, coll. Libertés, Pauvert. Et c'est le sens de la lettre d'Engels à Lafargue, en 1884 (citée par Colletti, *Politique et Philosophie*, éd. Galilée, p. 34) : « Quand on est homme de science, on n'a pas d'idéal à réaliser, on élabore des résultats scientifiques et quand on est par-dessus le marché homme de parti, on combat pour les mettre en pratique. » Dans son comportement, le militant n'a pas à se référer à un « idéal » abstrait tombé on ne sait d'où, mais à une conception scientifique de l'évolution sociale et à une prise de parti dans la lutte des classes.

(16) B.Charlot, *la Mystification pédagogique*, Payot, 1976.

(17) René Lourau, *l'Analyse institutionnelle*, éditions de Minuit, 1976. Dans la Postface 1976 de ce livre, Lourau écrit, se défendant de se ranger au côté des « théoriciens patentés de la révolution » : « Théoriser, n'est-ce pas créer peu ou prou ce dispositif panoptique dont Foucault a montré l'importance ? Voir sans être vu, contrôler sans en avoir l'air, surveiller, punir, tels sont implicitement les objectifs de la théorie, tout comme ceux, avoués, de l'architecte des prisons conçues selon le dispositif panoptique (un seul gardien, ou même une absence de gardien, dans une tour centrale, et un cercle de cellules dont les occupants sont sans arrêt sous le regard réel ou imaginaire du gardien). » Il est vrai que l'esprit de système, momification de la théorie quand elle n'est pas correctement réinvestie dans la pratique, aime bien mettre les faits têtus en prison ; mais de là à nier la nécessité de la théorie comme moment du processus global...

(18) F. Engels, *De l'autorité*, (Marx et Engels, *Oeuvres choisies*, Moscou, t. 1, p. 682) : « Une révolution est certainement la chose la plus autoritaire qui soit. » Mais il précise bien

qu'il s'agit de l'autorité technique du groupe sur ses membres, et non d'une autorité hiérarchique. Le livre de base sur la question reste bien entendu Lénine, *l'Etat et la Révolution*, 1917, malheureusement inachevé, que complète le recueil *Lénine, le prolétariat et sa dictature* (10/18). Là encore (cf. note 15), il ne s'agit pas d'affirmer la supériorité morale abstraite des conceptions léninistes, mais leur plus grande efficacité pratique. Le pouvoir révolutionnaire du prolétariat est infiniment mieux assis quand l'ensemble des travailleurs et des travailleuses en chair et en os l'exercent effectivement !

(19) Cf. ses *Mémoires*, à paraître aux *Lettres nouvelles*, et dans la *Mort de Léon Sedov*, film de Corinne Rapaut, Michel Wichard et Michel Lequenne.

(20) Victor Serge qui, dans *Ville conquise*, sous les traits de Rijk, peint les pulsions amoureuses douloureusement refoulées du bolchevik coincé dans l'engrenage de la révolution.

(21) *La Révolution permanente, et Littérature et Révolution*.

(22) Cf. *le Troisième Age du capitalisme*, 10/18, t. 1 p. 402 et suivantes.

(23) *Questions du mode de vie*, p. 75-76.

(24) *Bifure*, (rééd. J. M. Place), n° 2, p. 152, (1929). Notons qu'un gros effort est fait aujourd'hui pour édifier Lénine en théoricien de l'art et de la littérature. Il s'agit d'une des multiples faces de l'opération de dégageement en marche arrière du « réalisme socialiste » stalinien évitant la filiation marxiste authentique Marx-Engels-Trotsky, vers les recherches modernes, de ceux que Perry Anderson appelle les « marxistes occidentaux ».

(25) Le suicide de Joffé est de 1927. En 1929, toute l'Opposition de gauche est en isolateurs.

cahiers de la taupe



La lutte des "bibs" (Maurice Tabla ronde)
Métallard - 27 mois d'occupation
PC - PL - PO - PS

n° 20 février 1978, 6 francs

Vient de paraître

- 6 F. Abonnements : 10 numéros : 50 F. Chèque à l'ordre des Editions de la Brèche, 99, rue de l'Ouest, Paris XIV^e. En vente à la Librairie rouge, auprès des militants et dans trente librairies parisiennes.

Vient
de
paraître

aux éditions La Brèche

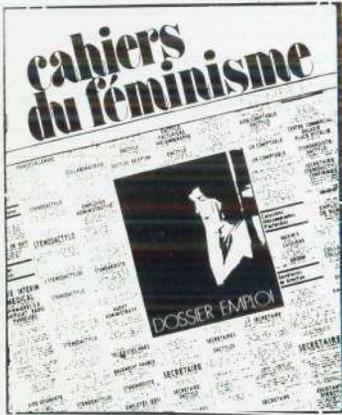
ce qu'est l'O.C.I.

jean marie freyssat
michel dupré
françois o'llivier

«débats»
éditions de la taupe rouge 10

- 156 pages, 12 F. Pour toute commande : Librairie rouge, 10, impasse Guéménée, Paris 75004. Chèque à l'ordre de la SIE.

cahiers du féminisme



DOSSIER EMPLOI

au sommaire : dossier emploi salaire ménager. LIP. Espagne, le numéro 6 F. Abonnement : 10 numéros 60 F.

révolution et contre révolution en espagne

Felix Morrow (1936 1938)



éditions la brèche

« la meilleure analyse marxiste de la révolution espagnole » (Ernest Mandel) 256 p. 39 F, en librairie